

L'INSTALLATION DU 39^e PRÉSIDENT

M. CARTER ET LE NOUVEL ADAM

par CHARLES LUCET (*)

Le nouveau président des États-Unis a beaucoup parlé de Dieu et de ses expériences religieuses lorsqu'il était encore que Jimmy Carter, candidat à l'investiture du parti démocrate. Pendant la campagne présidentielle, ce thème demeura en filigrane au milieu d'autres sujets. L'épiscopien Gerald Ford, profondément croyant lui aussi, n'avait pas à se défendre ni à se justifier sur ce terrain.

La présidence commence, les soucis du jour se font pressants. La référence religieuse ne va pas être mise sous le boisseau. Il se pourrait que, par la force des choses, elle devienne moins voyante sans pour autant cesser d'inspirer, et on ne saurait l'en blâmer, un président qui, alors qu'il n'était encore que gouverneur de Géorgie, passait à genoux dans son bureau d'Atlanta de longs moments à prier Dieu en lui demandant d'inspirer ses actions.

La religion du président, fervent baptiste, est néanmoins complexe et constitue un curieux mélange de divers apports spirituels avec une dévotion et une simplicité. Jimmy Carter n'a rien d'un illuminé ni d'un mystique. C'est d'abord un chrétien humble, et qui a longtemps

reconnu les insuffisances de sa fervor et de ses connaissances théologiques. Il admet lui-même, malgré un grand renfort de citations de Niebuhr et de Tillich, que celles-ci demeurent assez sommaires.

Le 11 mai 1974, il déclarait à Detroit : « J'ai été un meilleur homme d'affaires, un meilleur père, un meilleur homme politique, un meilleur gouverneur qu'un chrétien. Dans mes tâches temporelles je n'ai jamais été satisfait de la médiocrité. Je suis au mieux un chrétien médiocre. »

Puis, le 6 mai 1976, à la télévision : « Un jour un prédicateur a pris comme thème : « Si vous êtes arrêtés sous l'accusation d'être chrétien, y auriez-vous des preuves ? » J'ai dû reconnaître que non. Je ne m'étais jamais entièrement consacré à Dieu. Mes croyances chrétiennes étaient superficielles. Elles reposaient sur l'orgueil. »

Cet humble chrétien ne perdait pas pour autant tout intérêt pour les choses terrestres. En avril 1976, il déclarait dans une interview : « Ma sœur Ruth m'a demandé si j'abandonnerais tout pour le Christ, si je donnerais ma vie et mes biens, tout. J'ai dit que je le ferais. Elle m'a

alors demandé si le serait d'accord pour abandonner aussi la politique. J'ai répondu que je ne le pourrais pas. » Ce moment de réflexion a fait de lui le président des États-Unis. United States' president.

Cette certitude de la foi qu'il dit n'avoir jamais mise en doute fut ébranlée, toutefois, lors de son premier échec en 1966 au poste de gouverneur de Géorgie. Jimmy Carter n'alma pas perdre — il l'a dit lui-même : « Celui qui perd avec grâce est tout de même un perdant. » Il semble avoir connu à cette époque un bref moment de découragement, voire de dépression. Sa sœur, Ruth Carter Stapleton déjà nommée, l'aide à surmonter la crise. Sans dramatiser les choses, il reconnaît qu'un soir elle lui parla de telle façon qu'elle lui fit sentir la présence immédiate et quasi tangible du Christ qui lui ouvrait les bras. « Ruth m'a fait comprendre, a-t-il écrit, que le Christ me demandait de me consacrer davantage à Lui et de lui parler aussi d'évangéliser les pauvres et les dépourvus. » On sait, en effet, qu'en

compagnie d'un ami cubain il passa quelques temps à prêcher la bonne parole dans les quartiers pauvres de San-Juan-de-Porto-Rico. Il n'y eut pas là le foudroiement de Saul devenu Paul sur le chemin de Damas, mais, pour le futur président, la marque d'une présence ineffable fut pour lui signe de réconfort, de consolation et d'encouragement à poursuivre sa tâche.

« Né à nouveau »

En mars 1976, pour la citer une dernière fois, il définissait de façon assez précise ce possible en quoi consistait sa foi d'adepte de la « dénomination » baptiste, terme que l'on prête à celui d'Église qui implique trop de centralisation.

« On a dit que j'étais né deux fois, mais l'expression que j'utilise est « né à nouveau ». Nous croyons que la première fois nous naissons comme enfants ; la vie humaine nous est donnée, mais lorsque nous acceptons Jésus comme notre Sauveur c'est une nouvelle vie. C'est ce que veut dire « né à nouveau ». J'ai été baptisé lorsque j'avais onze ans. Je n'avais jamais eu un sentiment personnel d'intimité avec le Christ jusqu'à ce que j'aie lu l'Évangile de Jean. C'est à ce moment que j'ai commencé à voir beaucoup plus clairement la signification du Christ dans ma vie, et cela a changé mes attitudes de façon dramatique. »

Malgré la différence des rites et ce baptême tardif un catholique peut partager cet état d'esprit : « Je vis, a dit saint Paul, non ce n'est pas moi qui vis mais le Christ qui vit en moi. »

Qu'est-ce donc qu'un baptême, car il ne s'agit tout de même pas de confondre l'illumination intérieure et l'immersion dans la rivière avec les dogmes de l'Église romaine. Sans prétendre écrire une longue histoire, les baptistes sont, au moins aux États-Unis, une dévotion du puritanisme intégral des premiers « saints » de la Nouvelle-Angleterre, des pères du Mayflower et de l'Arabella qui vinrent entre 1620 et 1640 créer le Royaume de Dieu et mener la vie parfaite sur les rives de la baie du Massachusetts.

L'héritier du puritanisme

L'un de ces puritains d'origine, Roger Williams, se sentit mal à l'aise dans un environnement qu'il jugeait étouffant. Il alla créer au Rhode-Island, à Providence, une colonie nouvelle et y fonda le baptême, simple variation à ses yeux du calvinisme fondamental. Il fut le fondateur de cette nouvelle « dénomination » qui compte aujourd'hui aux États-Unis en trois fédérations près de cinquante millions d'adeptes, de loin la plus importante des sectes protestantes.

Roger Williams ne prétendait pas rompre avec les tenants de l'orthodoxie de Boston, les Cotton et les Mather, mais il revendiquait la tolérance relative pour toutes les religions et la séparation de l'Église et de l'État. Il espérait ainsi, a-t-il dit, préserver davantage la doctrine de Calvin de la contamination apportée par les autorités civiles.

Un baptiste comme le président Carter a derrière lui une tradition puritaine, à laquelle il ne saurait échapper, il faut s'entendre sur le sens des mots. Le puritanisme de Jimmy Carter ne signifie pas cette apparence de vertu de style victorien ni non plus une distinction manichéenne entre le bien et le mal, qui fut celle, sous le président Eisenhower, du secrétaire d'État Foster Dulles, de confession presbytérienne. F. Dulles passa plus de temps, par sa politique du « roll back » et du « containment », à chercher à extirper le mal, c'est-à-dire la communauté, de la surface du monde que le capitaine Achab, de *Moby Dick*, à la poursuite de la baleine blanche. L'insuccès fut total. M. Carter, tout en critiquant, au cours de sa campagne électorale, une trop grande faiblesse des négociateurs américains vis-à-vis de leurs partenaires russes, n'est pas tombé dans

ce travers. Il n'a pas, jusqu'à ce jour, remis en cause la détenté.

Sans accabler d'un tardeau théologique un président qui ne cherche pas à s'en embarrasser, Jimmy Carter, comme beaucoup d'autres Américains, est néanmoins l'héritier indirect, dans son comportement, des traditions puritaines. Cela, à mon avis, se manifeste sur trois points :

1) M. Carter se plaît à citer cette phrase du pasteur Niebuhr : « C'est le triste devoir d'un système politique que d'établir la justice dans un monde voué au péché. » Il se réclame tout autant du pasteur Tillich, qui condamne en termes sévères la trop grande tendance des calvinistes d'aujourd'hui à croire que, par une vie vertueuse, ils obtiendront la quasi-certitude du salut. Malgré son puritanisme souriant, il diffère de celui — morose — de Foster Dulles, le président Carter semble affirmer sa conviction de l'existence d'un péché originel. Celui-ci avait été né, au dix-huitième siècle, par les fondateurs de l'Église unitarienne, Chauncy et Mayhew, et guère retenu par les Pères fondateurs. Le président Carter, dans la plus pure tradition augustiniennne, croit en la culpabilité originelle de l'homme, élément de base auquel il estime avoir personnellement échappé par le don gratuit de la grâce, que sa sœur l'aida à acquiescer dans la solitude de Plains (Géorgie) :

2) Bien qu'il se défende d'avoir jamais mené une campagne anti-Washington, M. Carter a longtemps accepté la malédiction biblique contre les villes, œuvres de Caïn. Il est le premier président à avoir mené sa campagne non de Washington, à peine d'Atlanta, mais de son village natal de Plains :

3) Le président Carter, humble chrétien, a pourtant la splendeur orgueilleuse et la tenace volonté des premiers puritains. Sans appui extérieur, même et surtout de son propre parti, il s'est fait une voie à lui et à lui seul. Sa ténacité fut stupéfiante ; sa volonté de s'imposer, « parce que le suis Jimmy Carter et que je veux être président », n'a d'autre précédent que l'acharnement au beau temps de John Cotton et de Rufus Mather, d'être les saints et les guides du nouveau royaume de Dieu.

Héritier des puritains, le président Carter est aussi celui des « grands révéls » qui ont marqué toute l'histoire spirituelle et politique des États-Unis.

Repatrier de zéro

De façon cyclique, en effet, les Américains depuis de ne pas voir s'installer sur cette Terre l'idéal de perfection auquel ils ont toujours aspiré, préférant tourner la page, oublier autant que faire se peut un passé et un présent qui ont trompé leurs espérances et repartir à zéro. C'est le thème de la renaissance, de la recherche du nouvel Adam qui, cette fois, ne se laissera pas tomber dans les pièges de la femme ou du serpent.

Le premier de ces grands « révéls » eut lieu entre 1720 et 1750, sous l'influence de prédicateurs comme Jonathan Edwards, Gilbert Tennent et George Whitefield. Les uns et les autres secouèrent la théologie trop rigide des fondateurs et tout en croyant défendre le calvinisme intégral faisaient appel à la conversion massive, aux plus grandes possibilités de salut, à l'expérience intérieure de la grâce. Le succès fut prodigieux, puis la ferveur tomba.

De nouveaux grands « révéls » se produisirent au dix-neuvième siècle avec la conquête de la Prairie — le mariage mystique de l'Américain avec l'espace. La ferveur religieuse se confondait d'ailleurs avec le terme de désertisation comme ce fut le cas avec l'élection de Jefferson en 1800, et surtout celle de Andrew Jackson en 1828. C'est à cette époque-là que Tocqueville visitait les États-Unis. Il notait avec étonnement, en pleine période de renaissance jacksonienne, la curieuse tendance des Américains à oublier leur passé, leur histoire et les générations précédentes en pla-

çant tous leurs espoirs dans de nouvelles expériences.

On eût pu croire qu'avec la fin de la « frontière » placée par Turner vers 1890 et l'urbanisation industrielle, de tels grands « révéls » allaient disparaître. Il n'en fut rien. Ils s'atténuèrent, bien sûr, et devinrent moins voyants, mais cette quête perpétuelle d'un renouveau, d'un nouvel Adam toujours fatigué mais désespérément recherché demeure une constante de la psyché américaine.

A ces mouvements d'effervescence religieuse, de conversions en masse, d'enthousiasme, toutes les sectes protestantes participèrent peu ou prou. Mais les baptistes y furent les plus actifs en raison peut-être du très grand effectif des Noirs, groupés dans une fédération jusqu'à ce jour distincte de celle du Sud et du Nord, de race blanche.

Un dernier grand révéls

Jimmy Carter est l'initiateur d'un dernier grand révéls, d'un retour à la pureté qui rendrait à l'Amérique son vrai visage noble et pur et ferait oublier Watergate et guerre du Vietnam ?

On pouvait certainement le croire en écoutant le candidat Jimmy Carter. Il importait, disait-il, de tout reprendre avec une équipe entièrement nouvelle, en partant de zéro, y compris le budget, en supprimant comme il l'avait fait à Atlanta toutes sortes d'administrations inutiles. Au premier plan devait être mise la régénération spirituelle, la confiance absolue en Dieu qui ne saurait abandonner son second peuple élu. Lui-même en donnait l'exemple.

La présidence Carter s'ouvre dans un très pur style jacksonien. Vingt mille personnes étaient venues à Washington en 1828 pour l'inauguration de « Old Hickory ». Quatre cent mille personnes sont attendues à Washington ces jours-ci. La Maison Blanche n'a plus ni portes ni serrures, et l'on est même invité à y passer la nuit.

Cependant, dans d'autres domaines, la préparation à la nouvelle présidence aura été prudente et traditionnelle. L'équipe gouvernementale choisie est certainement très compétente. Elle innove pourtant moins qu'on ne l'avait prévu.

On ne peut naturellement porter déjà un jugement sur une présidence qui commence. Sera-ce le grand révéls annoncé ? Rien n'est moins sûr. Le président Carter, sauf le Texas, n'a pas emporté un seul État à l'ouest du Mississippi même, dans la fameuse « Bible Belt » qui s'étend de la frontière canadienne à l'Oklahoma, à travers les grandes plaines. Il n'est pas apparu que les fermiers lubrifiés et méthodistes, moins prompts aux enthousiasmes, aient senti le besoin d'être régénérés et de participer à une nouvelle renaissance. Ils ont peut-être été moins traumatisés qu'on ne le croit par la guerre du Vietnam que l'on voudrait maintenant oublier et les scandales du Watergate. Il semble qu'ils se seraient assez bien contentés d'un nixonisme sans Nixon.

Par contre le président Carter sait qu'il a élu : 88 %, dit-on, des Noirs, les pauvres des grandes villes, 50 % de l'électorat juif, beaucoup d'intellectuels. Ce que l'on attend de lui, c'est plus de démocratie et de sécurité. Le désir de ferveur religieuse risque de passer au second plan, sauf cas individuels.

En bref, la religion du président Carter semble être celle d'un baptiste traditionnel. Son style d'apparence en plus à celui de l'évangélisme populaire qui a toujours été présent dans le Sud. Sa présidence marque un nouveau départ, pas nécessairement l'éclatement d'un nouveau « révéls » dont on ne sait jamais combien de temps il durera et comment il tournera. La moralité dans la gestion des affaires publiques semble être l'objectif principal après une époque caractérisée par l'ambiguïté dans ce domaine. C'est déjà là en soi un bon résultat et les prémices d'une bonne administration.

(*) Ambassadeur de France.

LES ÉTATS-UNIS

Un rite républicain

Le nouveau président des États-Unis a beaucoup parlé de Dieu et de ses expériences religieuses lorsqu'il était encore que Jimmy Carter, candidat à l'investiture du parti démocrate. Pendant la campagne présidentielle, ce thème demeura en filigrane au milieu d'autres sujets. L'épiscopien Gerald Ford, profondément croyant lui aussi, n'avait pas à se défendre ni à se justifier sur ce terrain.

La présidence commence, les soucis du jour se font pressants. La référence religieuse ne va pas être mise sous le boisseau. Il se pourrait que, par la force des choses, elle devienne moins voyante sans pour autant cesser d'inspirer, et on ne saurait l'en blâmer, un président qui, alors qu'il n'était encore que gouverneur de Géorgie, passait à genoux dans son bureau d'Atlanta de longs moments à prier Dieu en lui demandant d'inspirer ses actions.

La religion du président, fervent baptiste, est néanmoins complexe et constitue un curieux mélange de divers apports spirituels avec une dévotion et une simplicité. Jimmy Carter n'a rien d'un illuminé ni d'un mystique. C'est d'abord un chrétien humble, et qui a longtemps

reconnu les insuffisances de sa fervor et de ses connaissances théologiques. Il admet lui-même, malgré un grand renfort de citations de Niebuhr et de Tillich, que celles-ci demeurent assez sommaires.

Le 11 mai 1974, il déclarait à Detroit : « J'ai été un meilleur homme d'affaires, un meilleur père, un meilleur homme politique, un meilleur gouverneur qu'un chrétien. Dans mes tâches temporelles je n'ai jamais été satisfait de la médiocrité. Je suis au mieux un chrétien médiocre. »

Puis, le 6 mai 1976, à la télévision : « Un jour un prédicateur a pris comme thème : « Si vous êtes arrêtés sous l'accusation d'être chrétien, y auriez-vous des preuves ? » J'ai dû reconnaître que non. Je ne m'étais jamais entièrement consacré à Dieu. Mes croyances chrétiennes étaient superficielles. Elles reposaient sur l'orgueil. »

Cet humble chrétien ne perdait pas pour autant tout intérêt pour les choses terrestres. En avril 1976, il déclarait dans une interview : « Ma sœur Ruth m'a demandé si j'abandonnerais tout pour le Christ, si je donnerais ma vie et mes biens, tout. J'ai dit que je le ferais. Elle m'a

alors demandé si le serait d'accord pour abandonner aussi la politique. J'ai répondu que je ne le pourrais pas. » Ce moment de réflexion a fait de lui le président des États-Unis. United States' president.

Cette certitude de la foi qu'il dit n'avoir jamais mise en doute fut ébranlée, toutefois, lors de son premier échec en 1966 au poste de gouverneur de Géorgie. Jimmy Carter n'alma pas perdre — il l'a dit lui-même : « Celui qui perd avec grâce est tout de même un perdant. » Il semble avoir connu à cette époque un bref moment de découragement, voire de dépression. Sa sœur, Ruth Carter Stapleton déjà nommée, l'aide à surmonter la crise. Sans dramatiser les choses, il reconnaît qu'un soir elle lui parla de telle façon qu'elle lui fit sentir la présence immédiate et quasi tangible du Christ qui lui ouvrait les bras. « Ruth m'a fait comprendre, a-t-il écrit, que le Christ me demandait de me consacrer davantage à Lui et de lui parler aussi d'évangéliser les pauvres et les dépourvus. » On sait, en effet, qu'en

compagnie d'un ami cubain il passa quelques temps à prêcher la bonne parole dans les quartiers pauvres de San-Juan-de-Porto-Rico. Il n'y eut pas là le foudroiement de Saul devenu Paul sur le chemin de Damas, mais, pour le futur président, la marque d'une présence ineffable fut pour lui signe de réconfort, de consolation et d'encouragement à poursuivre sa tâche.

« Né à nouveau »

En mars 1976, pour la citer une dernière fois, il définissait de façon assez précise ce possible en quoi consistait sa foi d'adepte de la « dénomination » baptiste, terme que l'on prête à celui d'Église qui implique trop de centralisation.

« On a dit que j'étais né deux fois, mais l'expression que j'utilise est « né à nouveau ». Nous croyons que la première fois nous naissons comme enfants ; la vie humaine nous est donnée, mais lorsque nous acceptons Jésus comme notre Sauveur c'est une nouvelle vie. C'est ce que veut dire « né à nouveau ». J'ai été baptisé lorsque j'avais onze ans. Je n'avais jamais eu un sentiment personnel d'intimité avec le Christ jusqu'à ce que j'aie lu l'Évangile de Jean. C'est à ce moment que j'ai commencé à voir beaucoup plus clairement la signification du Christ dans ma vie, et cela a changé mes attitudes de façon dramatique. »

Malgré la différence des rites et ce baptême tardif un catholique peut partager cet état d'esprit : « Je vis, a dit saint Paul, non ce n'est pas moi qui vis mais le Christ qui vit en moi. »

Qu'est-ce donc qu'un baptême, car il ne s'agit tout de même pas de confondre l'illumination intérieure et l'immersion dans la rivière avec les dogmes de l'Église romaine. Sans prétendre écrire une longue histoire, les baptistes sont, au moins aux États-Unis, une dévotion du puritanisme intégral des premiers « saints » de la Nouvelle-Angleterre, des pères du Mayflower et de l'Arabella qui vinrent entre 1620 et 1640 créer le Royaume de Dieu et mener la vie parfaite sur les rives de la baie du Massachusetts.

L'héritier du puritanisme

L'un de ces puritains d'origine, Roger Williams, se sentit mal à l'aise dans un environnement qu'il jugeait étouffant. Il alla créer au Rhode-Island, à Providence, une colonie nouvelle et y fonda le baptême, simple variation à ses yeux du calvinisme fondamental. Il fut le fondateur de cette nouvelle « dénomination » qui compte aujourd'hui aux États-Unis en trois fédérations près de cinquante millions d'adeptes, de loin la plus importante des sectes protestantes.

Roger Williams ne prétendait pas rompre avec les tenants de l'orthodoxie de Boston, les Cotton et les Mather, mais il revendiquait la tolérance relative pour toutes les religions et la séparation de l'Église et de l'État. Il espérait ainsi, a-t-il dit, préserver davantage la doctrine de Calvin de la contamination apportée par les autorités civiles.

Un baptiste comme le président Carter a derrière lui une tradition puritaine, à laquelle il ne saurait échapper, il faut s'entendre sur le sens des mots. Le puritanisme de Jimmy Carter ne signifie pas cette apparence de vertu de style victorien ni non plus une distinction manichéenne entre le bien et le mal, qui fut celle, sous le président Eisenhower, du secrétaire d'État Foster Dulles, de confession presbytérienne. F. Dulles passa plus de temps, par sa politique du « roll back » et du « containment », à chercher à extirper le mal, c'est-à-dire la communauté, de la surface du monde que le capitaine Achab, de *Moby Dick*, à la poursuite de la baleine blanche. L'insuccès fut total. M. Carter, tout en critiquant, au cours de sa campagne électorale, une trop grande faiblesse des négociateurs américains vis-à-vis de leurs partenaires russes, n'est pas tombé dans

JUSQU'À EPUISEMENT des STOCKS MONDIAL MOQUETTE

SE DEBARRASSE DES CHUTES ET FINS DE ROULEAUX

DANS TOUTES LES QUALITÉS

MOQUETTE VELOURS

MOQUETTE DECORÉE

MOQUETTE STRUCTURÉE

MOQUETTE BOUCLÉE

TAPIS AIGUILLETTE NORMAL ET SUR MOUSSE

TOUTES DIMENSIONS

ET TOUJOURS CHOIX STOCK SUR PLACE

11 CENTRES A VOTRE SERVICE

PARIS 14^e : 90, bd Jourdan
50 m Porte d'Orléans. 539.38.62
Fermé le dimanche

MAISONS-ALFORT : 129, rue Jean-Jaurès, RN 5.
Tél. : 375.44.70

COIGNIERES (N 10) : près Trappes, route du Pont d'Aulneau
Tél. : 461-70-12

PARIS 18^e : 114, rue Demérmont
Tél. : 606-05-73

PARIS 13^e : 40, quai d'Austerlitz
Face gare d'Austerlitz.
Tél. : 584-72-38

BAGNOLET : 191-193, av. Pasteur
5 m Porte des Lilas.
Tél. : 558-16-48

SAINT-DENIS : 73, rue de la République
Tél. : 820-92-93
Fermé le dimanche : a 13 h

BOULOGNE : 82 bis, rue Gallieni. Tél. : 605-45-12

PARIS 19^e : 144, bd de La Villette. M^{me} Colonel-Fabien et J. Jaurès. Tél. : 203-00-79

SARCELLES : 29, av. Division Leclerc, RN 16, route de Chantilly. Tél. : 950-00-77

FOSSES-SURVILLIERS : Zone Industrielle de Fosses. Près gare S.N.C.F. Tél. : 471-03-44

DES PRIX SANS CONCURRENCE

OUVERT les jours de 9 h-21 h. A QUALITÉ EGALE. OUVERT dimanche de 9 h-20 h.

Prenez la bonne clé. Six fois par semaine.

1. Lundi : Paris Riyad Dhahran (via Rome)
2. Lundi : Paris Dhahran Riyad Djedda
3. Mercredi : Paris Djedda Riyad

4. Vendredi : Paris Djedda Riyad (via Genève)
5. Vendredi : Paris Djedda Riyad Dhahran
6. Samedi : Paris Djedda Riyad

Consulter votre agence de voyages.

saudia
SAUDI ARABIAN AIRLINES
55 avenue George V 75008 Paris - Tél. 720.68.20

Nous ouvrons les portes du Moyen-Orient.

CHOMAGE DIMINUE LES PRIX DE GROS AUGMENTENT

Le chômage est en baisse, les prix de gros augmentent. C'est la bonne nouvelle pour les consommateurs. Les prix de détail augmentent aussi, mais pas autant que les prix de gros. C'est la mauvaise nouvelle pour les consommateurs.

Lentilles de contact YSOPTIC

Encore plus légères.

A la gamme de lentilles de contact YSOPTIC vient d'ajouter les lentilles YSOPTIC 100, les plus légères et les plus confortables. Elles sont parfaites pour les personnes qui portent des lentilles de contact depuis longtemps.

هكذا من الأصل

Ski de fond en Norvège:

Séjour de huit jours à Lillehammer (transport par avion). Départ chaque dimanche jusqu'au 17 avril.

Inscriptions chez votre agence de voyages ou Voyages Bennett, 5, rue de la Harpe, 75003 Paris, téléphone 742.91.89 ou Scanditours, 22, Champs-Élysées, 75003 Paris, téléphone 720.33.05.



ODOUL Garde-meubles

208 10-30

NOUVEAU C'est le premier téléphone sans fil. Nouveau en Europe, il est relié par ondes-radio à votre ligne personnelle. Vous pouvez appeler et être appelé à tout moment. Vous ne rateriez plus une communication !

Mazard, 26, rue de Paris, 92100 Boulogne, tél. 603.76.23
BARPHONE B.P. 27.77011, Melun Cédex, tél. 437.81.15

VOITURES D'EXPORTATION T.T. SEDAX 3, rue Scheffer, 75016 Paris
727.64.64 + 553.28.51 + Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda
Toutes marques étrangères

Finition exportation
Faible kilométrage
Garantie usine
Toutes possibilités de crédit-leasing
EXPOSITION PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8 H A 19 H.
DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE BARRIERE

PROCHE-ORIENT

Arabie Saoudite

La révolution pétrolière

Le plan quinquennal 1975-1980, qui aura pour effet de déverser dans les caisses des fournisseurs une bonne partie de la coquette somme de 142 milliards de dollars (plus de 700 milliards de francs) consacrée à ce plan. L'objectif : fêter les bases d'une économie moderne et diversifiée qui réduira la dépendance du royaume à l'égard de ses ressources pétrolières avant leur épuisement (1). Les priorités : édifier les infrastructures et les industries de base. Les moyens : induire, coûte que coûte, les entreprises étrangères à s'implanter dans le pays afin de bénéficier de leur technologie, de leur expérience en matière de gestion et, éventuellement, de leur réseau de distribution sur le marché mondial.

Des « profits abusifs »
Des privilèges étonnamment étendus sont accordés aux contractants. L'Etat avance à l'entreprise agréée 50 % du coût du projet, sous forme d'un prêt sans intérêt, remboursable en douze ans, lui loue le terrain à un prix symbolique, lui fournit l'eau et l'électricité à un tarif réduit, l'exempte des droits de douane, prend à sa charge la formation professionnelle, en Arabie Saoudite ou ailleurs, des personnels requis. L'exonération de l'impôt sur le revenu pour une période de cinq à dix ans, se porte acquiescent de ses produits, aux prix fixés à la discrétion de l'heureuse entreprise, laquelle a le droit de rapatrier intégralement tout ses profits qu'éventuellement son capital. Rien d'étonnant, dès lors, à ce que les bénéfices réalisés aient un caractère spéculatif : de 15 % à 20 % dans les industries de base (de loin supérieur à ceux admis dans les pays développés) et de 100, 200, voire 800 % pour les petites et moyennes entreprises.

Sans aller jusqu'à parler de « pillage », mot que certains économistes étrangers à Ryad n'hésitent pas à prononcer, — des responsables saoudiens commentent à l'égard de ce que le ministre des Finances, M. Mohamed Aba al Kheil, appelle pudiquement les « profits abusifs » de sociétés pétrolières, d'exportateurs et qui nous vendent leurs produits à des prix gonflés au-delà du taux d'inflation dans leur pays d'origine, d'industriels encore « qui évitent de se faire concurren-

rence en s'entendant entre eux avant de nous offrir leurs services à un coût exorbitant ». « Nous n'avons malheureusement pas le choix, enchaîne le ministre de la planification, M. Hicham Nazer, nous cherchons à stimuler l'intérêt de nos partenaires, car nous sommes pressés de rattraper le vingtième siècle. »

L'Arabie Saoudite est engagée dans une course contre la montre que certains estiment perdue d'avance. A première vue, le plan d'industrialisation paraît modeste. « Nous n'avons pas l'ambition de devenir un pays industriel, nous dit d'emblée M. Ghazi Kasebi, ministre responsable de ce secteur. A l'exception du pétrole, nous ne disposons pas de matières premières en quantités suffisantes, pas plus que de main-d'œuvre et de technologie et de marchés potentiels pour nourrir une telle ambition. Nous souhaitons tout simplement profiter de l'abondance de notre pétrole et du gas naturel (actuellement brûlé dans sa totalité) pour produire non pas des machines-outils, des montres de précision ou des voitures, mais pour édifier des industries fondées sur les hydrocarbures : des raffineries, des usines pétrochimiques, des aciéries, des alumineries, etc. »

Deux gigantesques complexes sont prévus, l'un à Jubail, sur le Golfe, l'autre à Yanbu, sur la mer Rouge. « Il s'agit, nous dit M. Farouk Akhdar, le maître d'œuvre, du plus grand projet jamais conçu dans l'histoire de l'humanité. Les infrastructures, à elles seules, coûteront à l'Etat, au bas mot, 30 milliards de dollars en l'espace de onze ans. Le plan quinquennal prévoit encore la création de 800 entreprises de tailles diverses qui viendront s'ajouter aux 620 déjà en fonctionnement : l'édification d'usines de désalement d'eau et de centrales électriques qui doubleront le débit dans les deux cas ; la construction de quelque 18 000 kilomètres de routes bitumées (le royaume en compte actuellement une dizaine de milliers de kilomètres), d'écoles, d'hôpitaux, de ports et d'aéroports.

Les goulots d'étranglement

Six mois à peine après le début de sa mise en œuvre, le plan s'est heurté l'an dernier à une série d'obstacles qui en retarderont l'exécution : l'insuffisance de la main-d'œuvre, la pénurie de main-d'œuvre, l'insuffisance d'énergie électrique, d'eau, de capacité d'emmagasinage, la déficience des ports et des réseaux intérieurs de distribution.

Jusqu'à une date récente, les bateaux devaient attendre de quatre à six mois leur tour pour décharger leurs cargaisons au port de Djeddah. Des milliers de tonnes de légumes, de fruits, de farine, jetées pêle-mêle sur les quais, pourrissaient sous un soleil de plomb ; par dizaines de milliers, des appareils électro-ménagers, des machines, des voitures se dégradaient au-delà de tout usage. Le gouvernement fit alors appel, à grands frais, à une flotte d'hélicoptères que l'on peut encore voir transporter sans discontinuer, dix heures par jour, des marchandises directement des navires aux déchargements. Diverses autres mesures exceptionnelles, tout aussi onéreuses, et une organisation plus rationnelle, ont permis, soixante-trois mois plus tard, de réduire le délai d'attente à trois semaines, d'accroître la capacité de déchargement de 4 000 à 25 000 tonnes par jour.

Si le concept des ports est en voie de résorption, le manque de main-d'œuvre, qualifiée ou non, demeure le goulet d'étranglement le plus dramatique. En raison de la population restreinte — de 4 à 7 millions d'habitants, selon les estimations — l'Arabie Saoudite est condamnée à importer massivement ouvriers et techniciens pour assurer son développement.

Rares sont les autochtones qui travaillent de leurs mains. Un entrepreneur nous disait que, sur les 1 040 personnes qu'il employait, seulement, qui font partie du personnel subalterne, étaient des Saoudiens. Ces derniers, selon les statistiques officielles, constituent à peine un tiers des 45 000 travailleurs de l'industrie. Les manœuvres sont le plus souvent yéménites (environ 1 million), soudanais (80 000) ou coréens (20 000) ; les Égyptiens (180 000) sont instituteurs, fonctionnaires, ouvriers spécialisés ; les Indiens (75 000) les Pakistanais (50 000) sont artisans, techniciens, ou membres des professions libérales. Au total, la population étrangère du royaume — qui comprend encore des Palestiniens, des Libanais, des Syriens, des Philippins et des Chinois de Taiwan — s'élève à environ 1 500 000 personnes.

En tenant compte de l'automatisation des usines et de créer, les autorités estiment à 500 000 le nombre d'ouvriers et de techniciens supplémentaires qui devront être « importés » avant 1980. Mais l'Arabie Saoudite n'est pas encore en mesure de les absorber, faute d'infrastructure d'accueil, les quelques ne peuvent être édifiées faute de main-d'œuvre.

d'un surplus de fonds que lorsqu'on en manque.

« Nous affrontons une situation sans précédent dans les annales des finances. Généralement, les pays en voie de développement ont une main-d'œuvre pléthorique, mais manquent de moyens de financement. Chez nous, c'est le problème inverse qui domine la nuit. » « La véritable richesse, ajoute le ministre de la planification, ne se mesure pas au nombre de dollars que l'on possède, mais à la capacité de transformer ces liquidités en ressources économiques durables. »

L'Arabie Saoudite a décidé de consacrer à son développement pour l'année fiscale 1976-1977 une somme équivalente à 4 217 milliards en moyenne par tête d'habitant. La proportion est près de dix fois plus élevée que celle des douze pays arabes producteurs de pétrole, laquelle est de 521 dollars par tête d'habitant (2). Malgré les prodigalités, les gaspillages, voire les dilapidations, le gouvernement de Ryad ne parvient pas à dépenser autant et aussi vite qu'il le souhaite. Ses réserves à l'étranger, de l'ordre de 40 milliards de dollars, s'accroissent malgré tout au rythme de 5 à 10 milliards par an, tout en subissant les aléas de l'instabilité monétaire.

Les responsables sont unanimes à admettre que l'Arabie Saoudite produit de deux à trois fois plus de pétrole que ne le nécessite vraiment son développement. Les ils ajoutent qu'ils assument ce « sacrifice de l'intérêt national » afin de satisfaire les besoins en « brut » de la communauté occidentale et de des prix raisonnables. En réalité, l'économie et les finances du royaume sont à un tel point imbriquées à celles des puissances industrielles que la classe dirigeante s'estime condamnée à répandre, coûte que coûte, la manne pétrolière. « Nous défendons la stabilité économique et politique du monde libre, car nous en faisons partie intégrante », déclare le ministre des Finances, pour justifier la politique de son gouvernement.

Les ministères chargés de mettre en œuvre le plan quinquennal, d'investir, avant juillet 1980, la somme fabuleuse de 142 milliards de dollars, rivalisent de l'ardeur pour utiliser les crédits mis à leur disposition. Mais ne dépense pas qui veut. A leur dépit, aucun d'entre eux n'a réussi à épuiser son budget. Des responsables au ministère de l'Industrie, le plus dynamique entre tous, admettent (non sans quelque honte) n'avoir déboursé que 50 % des fonds disponibles.

Le dilemme

Le dilemme alimente le débat, voire les polémiques, dans les cercles restreints de l'élite au pouvoir. Certains soutiennent que le plan quinquennal est beaucoup trop ambitieux, qu'il se situe au-delà des possibilités du monde arabe, de la capacité d'absorption de l'Arabie Saoudite. M. Hicham Nazer, ministre de la planification, est cependant décidé à le réaliser dans sa totalité. « Le plan, nous dit-il, est un organisme vivant, nous l'adaptions à la conjoncture en modifiant sa programmation. » « Nous devons fixer de nouvelles priorités, affirme pour sa part le ministre des Finances, M. Aba al Kheil. Nous pensions faire tout simultanément, car nous avons cru, à tort, que l'argent peut tout acheter. Pécuniairement, il est plus difficile d'établir des priorités, de développer un pays harmonieusement quand on dispose

ERIC ROULEAU.

(1) En 1980, la part du secteur pétrolier, selon le ministre de la planification, M. Hicham Nazer, dans la production intérieure brute (P.I.B.) sera réduite de 88,5 % à 84,5 %, soit de 2 %, seulement. C'est dire les efforts et les délais encore nécessaires pour dégrader l'Arabie Saoudite de sa dépendance du pétrole.

(2) Selon une étude publiée par la revue *Le Pétrole* et le *Gas*, octobre 1976 (7, avenue Ingres, 15016 Paris).

Prochain article :

LE GATEAU ET LES MNETTES

SALON PERMANENT DU SIEGE MAJ 67 rue de la République Paris 11^e - 805.22.92 Cadeaux à tout acheteur

VISITEZ NOTRE ATELIER ARTISANAL DE FABRICATION EXPOSITION DE NOUVEAUX MODELES SELECTIONNES STYLE CONTEMPORAIN... NOUS FABRIQUONS SUR MESURE PRIX - QUALITE - CONFORT

VENTE SPECIALE de TAPIS AVANT INVENTAIRE 20% de remise sur tous les tapis

exemple : TAPIS ROUMAIN 2 x 3 m - 6 888 F 4 700 F

CHOIX EXCEPTIONNEL DE TAPIS EN STOCK sur 3 étages

GRANDE MAISON DU TAPIS 59, av. du Général Leclerc Paris 14^e M^o Alésia JAURES TAPIS - 121, av. Jean-Jaures - LA COURNEUVE

En compagnie d'Air France

En tête sur l'Atlantique.

En 1976, Air France a transporté plus de passagers entre la France et les Amériques qu'aucune autre compagnie.

Air France est la première compagnie vers :

LES U.S.A.	L'ARGENTINE
LE CANADA	LE CHILI
LE MEXIQUE	LE PEROU
LES ANTILLES	L'EQUATEUR
LE BRESIL	LA COLOMBIE
L'URUGUAY	LE VENEZUELA

Cela ne surprendra pas les habitués des lignes transatlantiques : ils connaissent mieux que personne les raisons qui les amènent dans la plupart des cas à voyager sur Air France.

AIR FRANCE

LA VISITE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Les entretiens portent sur les échanges économiques

M. Bouvier, président de la République, a effectué une visite officielle en Arabie Saoudite du 15 au 22 janvier. Cette partie de son voyage, qui s'inscrit dans le cadre de sa tournée internationale, a pour but de renforcer les liens d'amitié et de coopération entre la France et le royaume saoudien. Les entretiens ont porté principalement sur les échanges économiques et les perspectives de développement.

Un appel au sujet de l'occupation de Mahmoud Saleh

Un appel au sujet de l'occupation de Mahmoud Saleh. Les responsables français ont exprimé leur inquiétude à l'égard de la situation en Arabie Saoudite et ont appelé à une solution pacifique.

La déposition de M. Bouvier. Le président de la République a déposé son bilan lors de sa visite en Arabie Saoudite, soulignant les succès de son voyage.

Les réactions à la libération de M. Abou Dawoud

AGENCE TELEGRAPHIQUE CORRESPONDANT. Une politique qu'il faut changer.

L'essentiel coïncide

On ne sait ce qu'il faut le... L'essentiel coïncide. Les réactions à la libération de M. Abou Dawoud.

La commission des... L'essentiel coïncide. Les réactions à la libération de M. Abou Dawoud.

هكذا من الأصل

des élections municipales

à Paris, la situation était nouée, il fallait trancher

MM. Barre et d'Ornano : celle de menacer l'effort de redressement économique du gouvernement.

On peut s'étonner qu'une démarche aussi naturelle en démocratie que la candidature à des élections puisse être considérée comme dangereuse pour les institutions. On peut aussi être surpris que le pluralisme politique soit réprouvé lorsqu'il se manifeste concrètement, alors qu'il est admis, reconnu et exalté dans les discours et les conférences de presse. On

peut enfin douter qu'un lien direct et évident existe entre une campagne électorale municipale et l'action économique du gouvernement au niveau national.

M. Jacques Chirac a expliqué sa candidature en réaffirmant que son « défi » n'était lancé qu'à l'opposition « socialo-communiste » qui à Paris représente, selon lui, un danger qui n'est pas seulement théorique. Il a renouvelé le soutien que le groupe R.P.R. et lui-même

apportent au plan de redressement économique de M. Barre. Refusant de participer à des débats télévisés pour ne pas polémiquer avec des « alliés », ne voulant pas s'en prendre à d'autres adversaires que ceux du programme commun, il a seulement estimé que la mission confiée à M. d'Ornano de constituer des listes d'union avait échoué. Au R.P.R., où la démission de M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, a provoqué un éclat de rire de M. Chirac, on assure qu'une recrudescence

d'adhésions a été enregistrée, notamment à Paris.

Se présentant lui-même comme un nouveau Alexandre tranchant le noeud gordien de la confusion parisienne, M. Chirac veut donc imposer sa propre justification de sa décision. Mais une journaliste étrangère, avec une feinte naïveté, a rappelé la véritable dimension de l'enjeu en demandant : « Pourquoi à l'Elysée sont-ils tellement furieux contre vous ? »

ANDRÉ PASSERON.

M. Mitterrand : l'échec suscite la division

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, a déclaré, vendredi 21 janvier, au micro de radio Monte-Carlo :

« M. Chirac est en compétition avec le président de la République, et il ne s'agit que de cela. D'ailleurs, personne ne s'y trompe. (...) »

« M. Giscard d'Estaing s'est rendu prisonnier de ses propres formules. En voulant clarifier, il a tout embrouillé. En faisant semblant de se mettre hors-jeu, parce qu'il serait au-dessus des controverses politiques — alors qu'il est en plein dedans — il ne s'est pas donné la capacité de porter coup pour coup à M. Chirac et à se trouver maintenant dans la difficulté d'une fausse neutralité. (...) »

« Sa conférence de presse n'a rien clarifié ; elle ne pouvait rien clarifier, et elle a reçu le démenti le plus éclatant, je dirais presque le plus offensant, qui a été la candidature de M. Jacques Chirac. (...) M. Chirac représente l'une des grandes tendances de l'opinion politique française et il semble être assez impatient de démontrer que tout ce que représente M. Giscard d'Estaing ne représente que nuages, fumées et faux-semblants. (...) »

« En ce sens il se trompe, car M. Giscard d'Estaing est le président de la République. (...) Je ne demande souvent, lorsque j'observe l'espèce de menues que se jouent l'un et l'autre, avec quelques autres, M. Chirac et M. Giscard d'Estaing, je me demande lequel nous sert le plus. »

Ce que je sais, c'est qu'après l'élection de 1974, de se sont très bien entendus pour voter. Leur échec est commun. On ne peut pas les dissocier. (...) Et comme l'échec suscite la division, leur échec les divise. (...) »

« J'ai toujours pensé que les élections législatives auraient lieu à leur date, je continue de le croire, mais je pense aussi que le seul motif de faire des élections anticipées, c'est si le président de la République se sent dans l'impossibilité de maintenir le cap de sa majorité à cause de la rivalité qui le sépare de M. Chirac, ou vice-versa. La seule cause qui puisse intervenir pour anticiper les élections, c'est cette rivalité. »

M. MARCHAIS : un épisode secondaire et formel.

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F. :

« La candidature de M. Chirac est un épisode tout à fait secondaire et formel. La situation est originale. Pour la première fois de son histoire, la bourgeoisie française, tout entière engagée dans les partis de droite de la majorité et du gouvernement, se trouve sans forces de réserve, comme ce fut le cas, autrefois, avec M. Jean Lecanuet. Voilà pourquoi le gouvernement procède à une redistribution des forces, ce qui correspond au pluralisme de la majorité. »

(Suite de la première page.)

La Ville de Paris, qui a toujours été sensible aux derniers courants électoraux, lui offre une occasion de faire une démonstration. Il peut invoquer le risque d'une victoire de la gauche et le retardement qu'elle aurait en France et dans le monde et se fonder sur l'efficacité de la réaction majoritaire telle que l'entend le président du R.P.R.

Si la démonstration réussit, elle pesera sur les élections législatives de 1978 : le banc d'essai de Paris créerait un « effet Chirac ». Dans cette hypothèse, qui est celle d'un R.P.R. conforté par les législatives, le président du mouvement, devenu maire de Paris, sera placé devant un choix : ou révéler à la tête du gouvernement et renouer avec le président de la République une collaboration difficile, sinon impossible, comme a montré le passé récent ou conserver un poste qui lui donnerait une stature nationale en vue de l'élection présidentielle de 1981.

Dans l'immédiat, M. Chirac assure qu'il a bien l'intention d'exercer jusqu'à son terme le mandat qu'il brigue dans la capitale ce qui, bien qu'il affirme le contraire, devrait le conduire à renoncer à ceux qu'il détient en province (député et président du conseil général de la Corrèze, membre de droit du conseil régional du Limousin).

L'issue de la bataille

Les fonctions « maire de Paris et de président de la République » étant très personnalisées et prestigieuses, la consultation municipale dans la capitale a donné des conclusions présidentielles. Les communistes le sentent bien, qui refusent de faire campagne derrière un candidat socialiste pour ne pas donner l'impression à l'opinion publique de se cantonner d'avance dans un rôle de force d'appoint, comme ce fut le cas aux élections présidentielles de 1968 et de 1974. M. Chirac rejette évidemment ces extrapolations. Même si l'opposition l'emportait aux législatives, il ne se contenterait pas comme un recours, car, selon lui, il n'y aurait pas

dans ce cas de recours possible. « Le divorce de la majorité prend plus par son caractère spectaculaire que par sa réalité profonde. Sur ce dernier point, M. Marchais et Mitterrand continuent d'avoir des analyses divergentes. L'un considère qu'il ne s'agit que d'une simple redistribution de cartes, l'autre d'une véritable épreuve de force. M. Marchais aura sans doute raison à moyen terme, mais dans l'immédiat, M. Mitterrand paraît plus près de la réalité. Pour lui, c'est l'échec commun qui divise MM. Giscard d'Estaing et Chirac. Les motifs du divorce ou les trouve, en effet, dans les débuts du septennat. C'était déjà un fait

que l'investiture giscardienne n'a pas fait nécessairement recueillir auprès des candidats aux élections législatives partielles. Près de trois ans après son élection, le président de la République représente potentiellement moins la courte majorité qu'il a eue, tandis qu'il n'a pas réussi, d'autre part, à débordier le camp adverse comme il souhaitait le faire en lançant les premières réformes. Au contraire, il s'est allié une partie de sa majorité. Sa caution électorale n'est, pour le moment, en rien comparable à celle du général de Gaulle et de Georges Pompidou, en leur temps. Voilà qui encourage l'autonomie des formations de la majorité, voire leur dissidence.

L'arbitrage de M. Barre, dans les matières électorales, souffre du même manque de crédibilité présidentielle et de la solitude du premier ministre. Celui-ci n'intervenant pas, comme ses prédécesseurs, au nom du parti dominant de la majorité. Du coup, chacun est libre d'aller à la bataille comme il entend, et M. Chirac ne s'en prive pas.

Le système politique de la V^e République suppose que le président puisse influencer profondément la composition de la majorité parlementaire, et qu'il ait le soutien sans réserve du parti dominant. Ces deux conditions ne sont pas remplies.

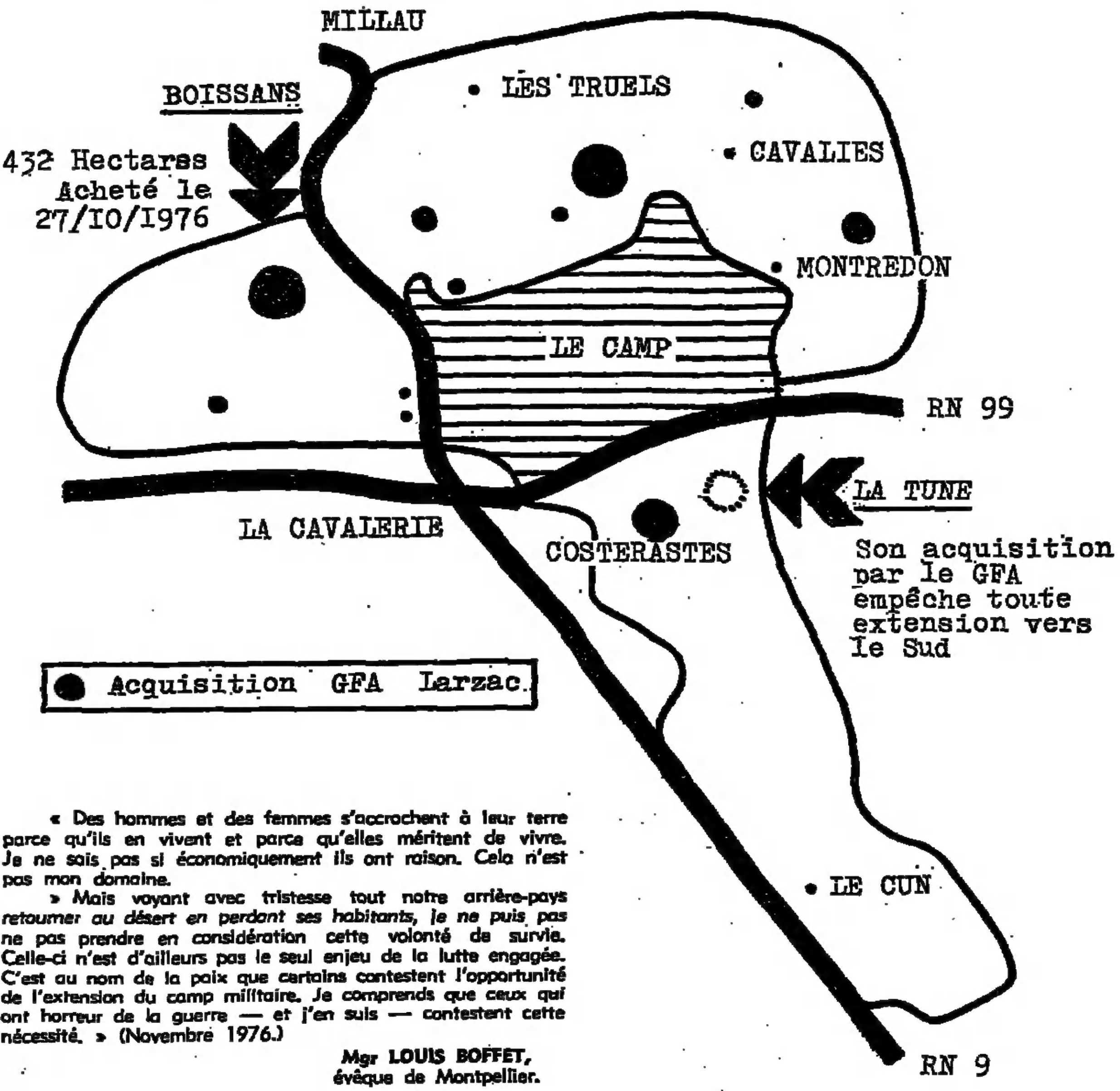
ANDRÉ LAURENS.

(PUBLICITE)

LARZAC

BILAN 1976

- 15 avril : démolition des balises de tir du camp par les paysans.
- 6 et 7 juin : rassemblement sur les libertés organisé par Larzac - Université.
- 28 juin : « Opération vérité », occupation du bureau des domaines dans le camp. Un exemple de spéculation foncière découvert : Montredon acheté en 1966 et revendu 10 fois le prix en 1976. Les 22 participants arrêtés et inculpés.
- 2 juillet : procès en flagrant délit : dix-sept condamnations de prison ferme, appel au jugement et libération provisoire.
- 2 août : l'armée est déboutée de sa demande d'expulsion des occupants de 3 fermes : Les Truels, Le Cun, Montredon.
- 2 octobre : occupation de la ferme de Cavaliés par 2 jeunes agriculteurs et leur troupeau.
- 4 octobre : l'armée expulse de nuit les occupants de Cavaliés. Construction sur place d'une ferme provisoire.
- 24 octobre : l'armée en débandade dans les rues de Millau lors d'un défilé perturbé par les défenseurs du Larzac.
- 25 octobre : en représailles, l'armée expulse les occupants du Cun.
- 27 octobre : le G.F.A. Larzac 2 (Groupement Foncier Agricole) achète la propriété de Boissans, 432 hectares.
- 15 novembre : malaise dans l'armée : l'artillerie envoie un obus en plein village dans le presbytère de l'aumônier du camp.
- 24 novembre : procès en appel à Montpellier des 17 condamnés de juillet. Jugement rendu le 15 décembre, prison avec sursis. Pourvoi en cassation.



Mgr LOUIS BOFFET, évêque de Montpellier.

POUR CONNAITRE LA SUITE ABONNEZ-VOUS :

« GARDEREM LO LARZAC »

PIERREFICHE-DU-LARZAC - 12100 MILLAU

Pour tout renseignement :

ROBERT PIRAULT ST-MARTIN-DU-LARZAC - 12100 MILLAU

Au Mexique il y a des Indiens qui ignorent que Mexico existe.
Notre Relais Jumbo vous les présente.

A. MORRISON, D. MCINTYRE.
Psychologie sociale de l'enseignement
 Tome 1 : Étude des comportements enseignants
 et problèmes de formation 49 F
 Tome 2 : L'enseignant en situation : relation
 pédagogique et communications 49 F
 Collection "Sciences de l'éducation". **dunod**

**Le Monde
 de l'éducation**
 Numéro de janvier
 • L'échec des C.E.S.
 • La bande dessinée
 à l'école

M. MORIN
**L'imaginaire
 dans l'éducation
 permanente**
 Coll. "Hommes et Organisation"
gauthier-villars 49 F

Coll. "Écologie fondamentale
 théorique et appliquée"
R. DAJOZ
Précis d'écologie 96 F
J. ARRIGNON
**Aménagement
 écologique et piscicole
 des eaux douces** 150 F
gauthier-villars

(Publiott)
UNIVERSITÉ RENÉ DESCARTES
CENTRE
DE FORMATION CONTINUE
 29, avenue du Général-Leclerc
 75014 - PARIS
 Tél. : 707-30-19
**PERFECTIONNEMENT
 DE PSYCHOLOGUES
 D'ENTREPRISE**
 — Public : titulaires de la li-
 cence de psychologie.
 — Durée : 30 heures à raison
 d'une journée par semaine
 pendant 10 semaines.
ÉCONOMIE DES ENTREPRISES
 — Public : tous publics.
 — Durée : 60 heures à raison de
 deux heures hebdomadaires.

(Publiott)
2 STAGES DE FORMATION PERMANENTE
 1) L'enfant, la famille et l'école (10 et 11 février).
 2) Place et rôle des personnels des services généraux et adminis-
 tratifs dans les équipes et institutions scolaires (10 et
 11 mars 1977).
 Organisés par l'UNIVERSITÉ PARIS III
 Reconnus et inscrits : Centre de formation permanente,
 13, rue de Valenciennes - 75013 PARIS (Bureau 210)
 Tél. : 335-53-59 - 707-53-19 (poste 480).

ÉDUCATION

POINT DE VUE

Il n'y aura plus de guerre scolaire

par CLEMENT PIEUCHOT (*)

Le débat, dans le pays, sur les
 nationalisations s'élargit du
 domaine économique à celui
 de l'éducation. Cela ne peut que
 réjouir les partisans des nationa-
 lisations.

En effet, curieusement, lors de la
 signature du programme commun de
 gouvernement, qui prévoyait la nationa-
 lisation de l'enseignement, reprenant
 sur ce point les principes définis
 avec le Comité national d'action
 laïque (CNAL), la voix des adversaires
 de ce projet s'était à peine fait
 entendre. Des inquiétudes s'élevaient
 exprimées, certes, mais sans violence
 et sans beaucoup rencontrer d'échos.

Nous n'en sommes plus là. Les
 plus farouches partisans de l'ensei-
 gnement privé hurlent au loup et,
 dès aujourd'hui, brandissent des me-
 naces. Pas de doute, donc : en
 quatre ans, l'idée a fait son chemin
 et a gagné en crédibilité. Et puis,
 les élections approchent.

« Nous n'accepterons jamais », dit
 le président des APEL, A. l'entendre,
 il n'y aurait pas à discuter.

Nous ne sommes pas de cet avis.
 Bien au contraire. Les quatorze mois
 qui restent, en principe, avant la
 possible accession au pouvoir de
 l'union de la gauche ne seront pas
 de trop pour permettre à un débat
 aussi complexe de s'insérer dans
 la clarté, et au bon sens d'en
 triompher.

On peut même regretter les quatre
 années dernières, qui n'ont pas per-
 mis cela, car maintenant l'opportu-
 nisme étroit vient obscurcir la
 controverse, compliquer les analyses,
 camoufler les évidences.

Raison de plus pour rester ferme
 et seré et ne pas répondre à la
 violence par la violence. C'est le
 seul moyen, car maintenant l'opportu-
 nisme étroit vient obscurcir la
 controverse, compliquer les analyses,
 camoufler les évidences.

non, la conscience des citoyens sur
 cette question fondamentale.
 Du moins, quand on est démocrate.

C'est avec cette attitude d'esprit
 que, à la Ligue française de l'ensei-
 gnement et de l'éducation perma-
 nente, on entend apporter une contri-
 bution à la nécessaire réflexion
 nationale qui reprend aujourd'hui sur
 le statut de l'enseignement. Alors, de
 grâce, vous qui êtes nos opposants,
 du calme ! Que cette mobilisation,
 utile, ne soit pas la guerre ! Ne nous
 rappelez pas trop souvent que c'est
 vous, et vous seuls, qui n'avez
 jamais, depuis l'Occupation, laissé
 s'éteindre cette guerre scolaire que
 la guerre tout court vous avait per-
 mis de rallumer.

Et évitons les faux procès. Les
 partisans de l'enseignement privé
 sont à 95 % catholiques. C'est une
 réalité, soit, que personne ne songe
 à nier. Mais chacun sait bien aussi
 que ce ne sont pas leurs écoles qui
 forment tous les catholiques. L'école
 laïque a bientôt cent ans. Sur cette
 période, elle a instruit sans doute
 plus de catholiques que les écoles
 privées. Sans leur faire perdre leur
 religion. On peut même se demander
 si ce ne sont pas les catholiques
 formés à l'« école sans Dieu » qui
 ont le mieux contribué aux incons-
 tables évolutions de l'Eglise de
 France. Décidément non, nous ne
 sommes plus en 1905. Si l'on devait
 nous faire la guerre, qu'on nous
 elle ne soit pas de religion.

D'ailleurs, ce n'est pas l'ensei-
 gnement lui-même que défendent ceux
 qui veulent, en gardant leurs pré-
 rogatives, bénéficier des crédits de
 la nation. En effet, les enseignements
 privés, comme l'enseignement public,
 sont sanctionnés par des diplômes
 identiques, délivrés par un même
 jury, qui ne connaît pas l'origine
 des candidats. Les uns et les autres
 passeront les mêmes épreuves.

obtiennent leur C.A.P. ou leur
 B.E.P.C., leur B.E.P. ou leur baccalauréat. Les acquis scientifiques,
 techniques ou pratiques sont sensi-
 blement analogues. Alors, pourquoi
 vouloir à tout prix des systèmes
 cloisonnés ? Ne nous y trompons pas,
 ce qui compte vraiment, pour les
 tenants des enseignements privés,
 confessionnels, patronaux ou lucra-
 tifs, c'est l'éducation dans laquelle
 s'intègre l'enseignement, une édu-
 cation partisane, avec ce qui l'im-
 prègne et ce qui la sous-tend, qu'il
 s'agisse d'un système politique, d'une
 croyance spirituelle ou des deux à
 la fois.

Education permanente et globale

En outre, peut-on encore, de nos
 jours, aborder ce problème en con-
 sidérant seulement l'éducation des en-
 fants ? La scolarité se prolonge, la
 formation continue des adultes se
 développe. Il faut donc bien situer,
 dans l'ensemble de ce dispositif
 complexe et diversifié, les responsa-
 bilités respectives de la nation, celles
 des familles, celles des individus et
 celles aussi, qui sont d'une autre
 nature, des groupements volontaires,
 mouvements, Eglises ou partis. Tout
 recul face à cette notion d'éducation
 permanente et globale ne saurait
 être que rétrograde, réactionnaire et
 surtout inefficace pour trouver les
 solutions adaptées aux problèmes
 nouveaux qui se posent.

Autre remarque encore, qu'on feint
 trop souvent d'oublier, la nationa-
 lisation n'instaurera pas de monopole
 sur l'éducation. Parmi les écoles pri-
 vées, seules celles qui bénéficient
 de l'aide de l'Etat sont concernées
 par le projet soutenu par l'ensemble
 des forces de gauche. Les autres
 établissements privés ne se verront
 pas interdire leurs activités.

Plus important encore pour nous,
 c'est l'ensemble du système éducatif
 public qui, dans sa prise en charge
 de l'éducation permanente, devra
 perdre ses tendances statiques par
 la nationalisation. Et cet aspect de
 la réforme proposée, qui n'a rien à
 voir avec celle de M. Haby, est
 tout aussi significatif et générateur
 de progrès que l'intégration des en-
 seignements privés.

La controverse, telle que l'orien-
 tent des parents ou certains maîtres
 de l'enseignement privé, n'est vrai-
 ment qu'un volet parmi d'autres du
 débat nécessaire. C'est peut-être
 d'ailleurs par la confrontation sur
 toutes les autres questions que se
 trouvera résolue cette difficulté-ci.
 Pour empêcher les indispensables
 solutions d'ensembles, on comprend
 bien alors que certains cherchent à
 focaliser l'opinion sur le problème
 de l'intégration. Oubliera-t-on, tout
 de coup, que l'éducation est en crise ?
 Et comment faire croire que cette
 crise pourrait se résoudre en main-
 tenant le statu quo ? C'est pourtant
 bien ce que cherche à faire une
 association de parlementaires dont le
 président s'agitait vraiment beaucoup
 pour prôner l'immobilité, faite
 peut-être d'oser, pour l'instant, récla-
 mer un retour de cent ans en arrière.

On a pu lire ici, sous le titre
 « La libre école », (1) : « L'enfant
 appartient à sa famille avant d'appar-
 tenir à l'Etat ». Cette affirmation
 étonnante était faite au nom de la
 liberté ! Une fois écartées toutes
 les péripéties et les querelles cir-
 constancielles, voilà bien, sur le fond,
 ce qui oppose authentiquement les
 partisans et les adversaires de la
 nationalisation. Pour l'auteur, pour
 ceux qui le guident et pour ceux
 qu'il influence encore, la liberté de
 donner la vie entraînerait donc le
 droit, après la naissance, de disposer
 de cette vie qu'on a donnée ? Cette
 liberté, quoi qu'ils en disent,
 empêcher que soient réunies les
 conditions qui garantissent à l'être
 humain la possibilité de conquérir
 sa liberté de penser. La liberté de
 donner la vie entraînerait donc le
 droit, après la naissance, de disposer
 de cette vie qu'on a donnée ? Cette

conception est archaïque et définitive-
 ment dépassée. Il suffit d'avoir com-
 pris qu'elle continue pourtant d'ins-
 pirer les tenants des écoles privées
 pour se détacher d'eux. Beaucoup
 de catholiques l'ont fait après d'au-
 tres chrétiens. D'autres encore le
 feront sans aucun doute. Beaucoup
 de démocrates abusés en reviennent
 Et d'autres en reviendront.

Pour nous, au contraire, l'enfant
 appartient d'abord à lui-même. Il a
 la charge de construire sa liberté, son
 autonomie et sa responsabilité. Ses
 parents, comme la société, plus que
 des droits sur lui, ont d'abord des
 devoirs, et celui, en particulier, de
 lui garantir les meilleures conditions
 de ses apprentissages de vie sans
 lui dicter ses conduites.

Tel est bien le sens profond de la
 nationalisation laïque de l'éducation
 que propose, avec d'autres, le mou-
 vement d'éducation dont je suis mem-
 bre. Et qu'on ne prétende point qu'il
 s'agit d'utopie et de songe creux
 inspirés d'une laïcité dite péjorative-
 ment « tous azimuts ». Bien sûr
 qu'elle est tous azimuts, la laïcité,
 par essence même. Elle n'est pas
 un rêve. Elle a été vécue par des
 millions et des millions d'enfants et
 de jeunes à l'école publique. Elle
 est vécue aussi dans les mouvements
 laïcs. Elle est aujourd'hui de base à
 un million de jeunes et d'adultes,
 croyants ou non, à quatre millions
 d'enfants dans les trente-huit mille
 associations d'éducation populaire
 qui se regroupent dans la Ligue fran-
 çaise de l'enseignement et de l'édu-
 cation permanente.

La nationalisation laïque

Si la Ligue propose la création
 d'un seul service public national et
 laïc d'éducation gérée démocratique-
 ment par les pouvoirs publics, les
 personnels d'éducation et les usagers,
 c'est parce qu'elle est, concrète-
 ment, par sa pratique quotidienne,
 qu'il est possible d'élaborer, de
 mettre en œuvre et d'évaluer des
 actions éducatives avec l'active
 contribution de tous ceux qui sont
 concernés et dans le respect de
 toutes les opinions, celles des enfants
 et celles des adultes. Cette conviction
 est née de l'expérience, de la
 réflexion sur l'expérience et des
 confrontations de centaines de mil-
 liers de participants à des actions
 éducatives volontaires, filles et gar-
 çons, femmes et hommes aux statuts,
 aux croyances, aux options les plus
 diverses. Tous, outre les possibilités
 de se former, se donnent ainsi les
 moyens d'être bien ensemble et
 d'éprouver les plaisirs qu'on trouve
 à découvrir et à confronter les diffé-
 rences tout en les respectant.

Si notre pays s'élève aujourd'hui
 à rechercher un « consensus »,
 comme on dit, n'est-il pas évident
 que c'est dans la restauration de la
 laïcité et dans la nationalisation de
 l'éducation qu'il faudra d'abord qu'il
 s'instaure, à l'abri de tous les dog-
 mes ? Pour nous, et nous sommes
 optimistes. Parmi d'autres mesures
 positives, l'association progressive,
 dans un service public transformé,
 des parents et des élèves, qui auront
 leur mot à dire, des maîtres, dont une
 bonne partie réclament déjà leur
 intégration, des bâtiments, dont per-
 sonne n'envisage de spolier les pro-
 priétaires, est une proposition de
 bon sens. Cette proposition recueille
 une adhésion sans cesse plus grande
 pour peu qu'elle ne soit pas volon-
 tairement dénaturée. Tous les laïcs
 de ce pays, où ils sont très nombreux,
 sauraient empêcher qu'elle ne le soit.

Les derniers revanchards passés-
 les finiront bien par comprendre.

L'éducation en France deviendra
 un bien public, au service de chacun,
 à la disposition de tous, dans l'inté-
 rêt de la nation tout entière.

Et il n'y aura plus de guerre
 scolaire.

(*) Secrétaire national de la Ligue
 française de l'enseignement et de
 l'éducation permanente.

**TRECA
 EPEDA
 SIMMONS**
 Les 3 grands noms de la
 literie exposent leur
 gamme complète chez :
CAPELOU
 DISTRIBUTEUR
 LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE
 EXPOSITION ET MAGASIN DE VENTE
 37, AVENUE DE LA REPUBLIQUE
 PARIS 13^e • TEL. 257.46.55
 Métro : Parmentier

ANGLETERRE
 Oxford Intensive
 School of English
 10, rue de Valenciennes
 75013 Paris, Tél. 335 54 82

La Picardie:

il n'y pousse pas seulement les plus belles roses.

Les roses de Picardie appartiennent déjà au réper-
 toire. La réalité d'aujourd'hui, si elle est moins
 romantique n'en est pas moins souriante. Car dans la
 Picardie séculaire fleurissent maintenant, fleurs de
 métal ou de verre, les industries nou-
 velles. Et les Picards ne sont pas ingrats.
 Ils savent rendre avec intérêt les bien-
 faits que leur apportent l'industrialisation
 et le développement économique de leur
 région. Demandez à Poclain, Dunlop,
 Motobecane et tous les autres s'ils regrettent
 d'être implantés en terre picarde.
 Qu'ils soient chimistes ou métallurgistes, hommes
 du textile ou de l'alimentation, tous ces industriels
 vous diront qu'ils ont trouvé en terre picarde une
 nature riche et généreuse, sillonnée de voies de
 communication. Une région économique grande
 ouverte sur les pays de l'Europe du Nord, sur
 l'Angleterre.

Ils vous diront aussi qu'ils ont découvert chez
 les Picards ce courage et cette volonté d'entreprendre
 et de réussir. Qualités spécifiques d'une
 population active qui profitera bien-
 tôt d'un formidable atout qui est sa
 mitoyenneté avec la région parisienne
 et le Nord. Quand Paris demain étouf-
 fera, il vous faudra alors
 compter avec l'espace picard.
 A moins que vous n'ayez déjà
 sagement choisi d'aller voir ce qui
 germe aujourd'hui en Picardie.

Etablissement Public Régional de Picardie.

PECHINEY
AEROSPATIALE
USINOR
YOPLAIT
COLGATE PALMOLIVE
NESTLÉ
ST GOBAIN
POCLAIN
Motobecane
MASSEY
VICO
DUNLOP

trois cents postes d'assistants seront
 postes de maitres-assistants dans la

Les difficultés de l'enseignement
 d'entre part, nous ne
 les avons pas oubliées.
 L'enseignement, pour
 être efficace, doit être
 adapté à la situation
 sociale, économique et
 culturelle de la société.
 C'est pourquoi nous
 proposons une réforme
 de l'enseignement qui
 tienne compte de ces
 réalités. Nous proposons
 une réforme qui permette
 de former des hommes
 capables de relever les
 défis de l'avenir. Nous
 proposons une réforme
 qui permette de rendre
 l'école plus attractive,
 plus ouverte sur le monde,
 plus capable de répondre
 aux besoins de la société.
 Nous proposons une réforme
 qui permette de former
 des hommes libres, responsables,
 capables de contribuer
 au bien-être de la société.

SOCIÉTÉ

La Légion d'honneur à cent dix ans

De notre correspondant

Mme Marie
 Dumas, née à Paris,
 le 10 mars 1867, a été
 décorée de la Légion
 d'honneur par décret
 du 10 janvier 1977.
 Elle a 109 ans.
 Elle est la dernière
 survivante de la
 Légion d'honneur
 fondée par Napoléon
 Bonaparte.

Mme Marie Dumas
 est une femme
 d'exception. Elle a
 vécu une vie
 remarquable. Elle a
 été mariée trois fois.
 Elle a eu dix enfants.
 Elle a travaillé
 pendant toute sa
 vie. Elle a été
 une femme
 d'action. Elle a
 été une femme
 de bien.

La Légion d'honneur
 est une distinction
 française. Elle est
 créée par Napoléon
 Bonaparte en 1804.
 Elle est destinée
 à récompenser les
 personnes qui ont
 rendu de grands
 services à la France.
 Elle est une
 distinction
 prestigieuse.

MÉDECINE

SELON LA SECTION C.F.D.T.

La petite virale frappe un nombre croissant d'agents hospitaliers de la Pitié-Salpêtrière

Les chiffres officiels, à
 ce jour, ne sont pas
 encore connus. Mais
 on peut estimer que
 le nombre d'agents
 hospitaliers atteints
 de la petite virale
 continue d'augmenter.
 Cette maladie est
 transmise par contact
 direct avec les
 personnes atteintes.
 Elle se manifeste
 par une éruption
 cutanée et des
 douleurs articulaires.
 Elle est bénigne,
 mais elle peut
 être très gênante.
 Les agents hospitaliers
 doivent être vaccinés
 contre cette maladie.
 La vaccination est
 gratuite.

مكتبة من الأصل

ÉDUCATION

Trois cents postes d'assistants seront transformés en postes de maîtres-assistants dans les I.U.T.

Mme Alice Samier-Selité, secrétaire d'Etat aux universités, a confirmé, jeudi 20 janvier, au cours d'une réunion de la conférence des présidents d'université, la transformation, en 1977, de trois cents postes d'assistants en postes de maîtres-assistants affectés aux institutions universitaires de technologie (I.U.T.). Cette mesure, qui vise à stabiliser les personnels enseignants de ces départements, sera appliquée en deux temps : une première tranche de soixante-quatre transformations est prévue à partir du 1^{er} janvier (à titre rétroactif) ; la seconde, portant sur deux cent trente-six postes, doit prendre effet au 1^{er} octobre 1977.

Au cours de la réunion de la conférence des présidents, la secrétaire d'Etat aux universités a insisté sur la nécessité d'améliorer les conditions d'enseignement des quelque mille quatre cents assistants affectés à des postes d'I.U.T., qui sont le plus souvent dans l'impossibilité de préparer des thèses ou d'entreprendre des travaux de recherche, en raison de l'importance de leur service.

Mme Alice Samier-Selité a précisé, d'autre part, que les mesures envisagées par son administration pour la modification du recrutement des « professeurs associés » (contrat de cinq ans maximum, création de postes à temps partiel) n'auraient pas d'effet rétroactif.

Pendant leur réunion mensuelle, les présidents d'université ont également évoqué, une nouvelle fois, les difficultés financières de leurs établissements. Les présidents constatent l'« inadéquation des critères de répartition » (normes Caracac C 1) et souhaitent une « meilleure adaptation » des calculs d'attribution. Ils envisagent d'organiser prochainement une campagne d'information sur la nécessité d'une augmentation du budget 1978 des universités.

Les difficultés financières se sont d'autre part, accrues ces dernières semaines dans certains établissements. Notre correspondant nous signale la démission de quinze membres du conseil d'administration de l'I.U.T. de Lannion (Côtes-du-Nord) en signe de protestation contre le manque de moyens de leur établissement. A l'I.U.T. de Marseille, les cours ont repris après la grève déclenchée le 10 janvier, nous rapporte notre correspondant. Le conseil d'administration de cet établissement a demandé au secrétariat d'Etat aux universités la possibilité d'utiliser mille heures d'enseignement, initialement sans affectation, pour faire face à la diminution du nombre d'heures de cours dispensées.

(1) Groupe d'analyse et de recherche sur le coût de l'enseignement supérieur.

A Nantes

M. CHRISTIAN BONNET A POSÉ LA PREMIÈRE PIERRE DE LA QUATRIÈME ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE

M. Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture, s'est rendu à Nantes, vendredi 21 janvier, pour y présider successivement l'inauguration officielle de l'école des ingénieurs des techniques des industries agro-alimentaires (ENTIA) et l'ouverture d'un nouveau centre de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) consacré à la recherche dans le secteur agro-alimentaire et assister à la pose de la première pierre de la quatrième école nationale vétérinaire, qui devrait fonctionner à partir de la rentrée 1978.

Le ministre de l'Agriculture a souligné que ces initiatives, qui représentent un investissement d'ores et déjà estimé à plus de 150 millions de francs, témoignent d'un intérêt renouvelé pour l'enseignement et la recherche agricole.

L'ENTIA de Nantes, qui a accueilli, en octobre 1974, sa première promotion d'étudiants ingénieurs, compte actuellement cent quarante-six élèves. En l'inaugurant officiellement, M. Bonnet a annoncé une réforme de l'enseignement supérieur préparant aux industries agro-alimentaires. Une commission d'étude sera prochainement mise en place pour préparer cette réforme.

La même procédure avait été suivie pour l'enseignement vétérinaire. La quatrième école vétérinaire ouvrira ses portes à un enseignement élargi et modifié, qui n'avait guère évolué depuis que les règles en avaient été fixées sous le régime de Vichy. L'accroissement des effectifs (passés de 25 % depuis 1975), l'ouverture à la promotion sociale par la création d'un second concours ouvert aux titulaires de certains brevets de technicien supérieur et l'autonomie pédagogique relative des écoles (à concurrence de 20 % des programmes) seront les traits principaux de cette réforme, qui comporte aussi des modifications de l'accès au corps enseignant des écoles.

SOCIÉTÉ

La Légion d'honneur à cent dix ans

De notre correspondant

Lille. — Mme Marie Duham Mollet, cent dix ans, a reçu, le vendredi 21 janvier, la croix de chevalier de la Légion d'honneur des mains de M. Maurice Schumann, de l'Académie française, ancien ministre, sénateur du Nord.

La remise de ce ruban rouge ne semble guère impressionner Mme Duham. Depuis qu'elle a franchi le cap des cent ans — elle est née le 2 août 1886, à Seclin (Nord) — elle a l'habitude de recevoir des journalistes chaque année au mois d'août. Sous des cheveux d'argent bien lissés, sur un visage parcheminé et paisible, elle porte des lunettes d'écaillé aux verres fumés : depuis quelques années, en effet, elle est frappée de cécité. Ainsi privée de télévision, elle se console avec le radio : « J'écoute toujours la radioscopie de Jacques Chancel. C'est très bien », dit-elle.

Sa résistance physique semble d'autant plus étonnante qu'en 1972, elle avait alors cent six ans, elle fit une chute dans un escalier et dut être hospitalisée avec un traumatisme crânien. Après trois semaines de semi-conscience la vie reprit le dessus.

Mme Duham a gardé une très bonne mémoire et égrène lentement ses souvenirs. Elle se rappelle la guerre de 1870 : « J'étais toute petite, mais je me souviens bien qu'à l'école

on faisait de la charpie pour les soldats... » Mariée, en 1893, à un ingénieur chimiste, Hippolyte Duham, elle a huit enfants, quinze petits-enfants, ce qui lui vaut d'être aujourd'hui la tête d'une descendance de plus de cinq cents personnes. Son mari mourut peu avant la seconde guerre mondiale, et c'est sans doute pourquoi elle garde ses meilleurs souvenirs de la « Belle Époque » : « C'était beau, car c'était simple... Rien n'était aussi compliqué qu'aujourd'hui... » Elle allait quelquefois à Paris et elle fut sans doute l'une des premières visiteuses de la tour Eiffel. Mais le fait sur lequel elle revient le plus volontiers est sa rencontre avec Jules Verne, en gare de Lille, en 1905 : « C'est mon plus jeune frère Victor qui me montra Jules Verne assis sur le banc en train de lire un journal. Nous nous sommes installés à côté de lui et j'ai entamé la conversation. Vraiment il a été charmant... » Notre temps, cependant, ne lui déplaît pas trop : « Il y a un peu plus de liberté pour les enfants... Au fond, c'est bien... » Elle s'étonne que l'on puisse lui demander le secret de sa longévité, car pour elle il n'y a vraiment pas de secret : « Entourée de l'affection des siens et de la chaude sympathie de toute une commune, Mme Duham, en somme, connaît une vieillesse heureuse. »

GEORGES SUEUR.

MÉDECINE

SELON LA SECTION C.F.D.T.

L'hépatite virale frappe un nombre croissant d'agents hospitaliers de la Pitié - Salpêtrière

D'après les chiffres officiels, il a eu trente-neuf cas d'hépatite virale en 1976 parmi le personnel de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière ; six cas ont été déclarés ces six derniers mois dans le laboratoire de biochimie. Pour l'ensemble de l'assistance publique, quatre cent cinquante cas ont été signalés. Cette situation a été dénoncée par la section C.F.D.T. de l'hôpital, le mardi 18 janvier, lors d'une conférence de presse.

Le développement des hépatites virales est certainement lié aux manipulations de sang effectuées de plus en plus fréquemment dans les hôpitaux. L'injection de gammaglobulines est un bon moyen de protection puisque aucun cas d'hépatite n'a été signalé dans le service de néphrologie du professeur Legrain ou un tel traitement est appliqué.

Les responsables de la C.F.D.T. reconnaissent que l'ensemble du personnel ne pourrait bénéficier de ces garanties en raison du professeur Legrain ou un tel traitement est appliqué.

du personnel a une incidence sur la propagation de cette maladie : un personnel qui pare au plus pressé néglige un certain nombre de gestes de prévention (port d'un masque, lavage des mains). Ce personnel surmené sera donc plus facilement contaminé.

Cette insuffisance d'effectifs se retrouve dans l'ensemble des services hospitaliers : « Des malades ont mourir en raison du manque de personnel », a pu affirmer M. Pierre Rusti, responsable de la C.F.D.T. pour l'ensemble de l'Assistance publique, qui estime que dix mille créations d'emplois devraient être décidées. Ainsi à l'hôpital de la Pitié, il arrive qu'il n'y ait qu'une infirmière pour cent malades dans le service de diabétologie, alors que des piqûres régulières d'insuline sont nécessaires.

Les responsables syndicaux ont d'autre part présenté un certain nombre de photos témoignant des conditions d'hygiène souvent défectueuses de cet établissement hospitalier : ainsi dans un pavillon, salles d'opération, cuisine, relais et compacteur à ordures voisins et communiquent.

RELIGION

En Inde

PLUSIEURS MILLIONS DE PERSONNES SONT ATTENDUES AU PÈLERINAGE DU « KUMBH MELA »

Allahabad (Inde) (A.P., A.P.P.). — Près d'un million de pèlerins hindous, désireux d'assurer le salut de leur âme en se trempant dans les eaux du Gange, ont entamé, le 5 janvier, le Kumbh Mela, période de quarante-trois jours — qui revient seulement tous les douze ans — où les conditions les plus favorables à cet acte sacré sont réunies. C'est sans doute la plus importante réunion de masse du monde puisque l'importance de la participation laisse prévoir pour certains jours une affluence pouvant aller jusqu'à dix millions de personnes.

Dès que la pleine lune a laissé place à l'aube, les processions de pèlerins, psalmodiant des prières et trempant à tour de rôle, ont commencé à se diriger vers le confluent du Gange et de la Jumna, à 580 kilomètres au sud-est de la Nouvelle-Delhi. Pour leurs ablutions, les pèlerins ont dû braver une température très fraîche.

Cette année, le Kumbh Mela est considéré comme tout particulièrement favorable en raison des conditions astrologiques parfaites. En fait, la conjonction planétaire est la meilleure qu'on ait connue depuis cent quarante-quatre ans.

Les autorités locales estiment à cinq cent mille le nombre de personnes qui prendront chaque jour un « kalyavas » (bain rituel) dans le Gange. Dix mille policiers et soldats seront chargés de canaliser la foule. En 1954, une bousculade avait entraîné la mort de plus de trois cents personnes. Dix mille balayeurs maintiendront propres les lieux de réunion des fidèles. A l'occasion du pèlerinage, on a construit quatorze ponts provisoires sur les deux bras du Gange. Le transport des pèlerins sur le fleuve sacré sera assuré par deux mille embarcations. En vue de diminuer les risques d'épidémies, les autorités locales exigeront de tout pèlerin un certificat de vaccination contre le choléra. Elles ont en outre prévu cent soixante centres de vaccination.

Le Père Georges Gorre, délégué du Comité international des amis de Mère Teresa, vient de mourir à l'âge de soixante-neuf ans.

Compagnon du Père Voltaire et disciple du Père Feytaud, le Père Gorre a longtemps vécu en Afrique du Nord, où il découvrit sa vocation missionnaire. Auteur d'une trentaine d'ouvrages, il s'attachait notamment à faire connaître le Père de Foucauld et Mère Teresa.

Politique hebdo reparaît!

Des milliers de souscripteurs, représentant des courants divers de la gauche et de l'extrême-gauche françaises, ont répondu à l'appel lancé au début de ce mois. Ils ont sauvé Politique-Hebdo et lui permettent aujourd'hui de reparaître, après deux semaines d'interruption.

Cet exceptionnel mouvement de solidarité traduit l'attachement que beaucoup portent à la liberté d'expression. Il est un défi à toutes les tentatives, aujourd'hui si nombreuses, de manipulation ou d'étouffement de l'information.

Politique Hebdo, pour sa part, y trouve plus qu'un encouragement à poursuivre dans la voie originale qui est la sienne depuis 1970. Informer, analyser et critiquer librement à l'intérieur du combat pour le socialisme, c'est l'engagement qu'il prend vis-à-vis de ses nombreux lecteurs et amis.

nouvelle formule

politique hebdo

en vente dès aujourd'hui

هكذا من الأصل

TOURISME

A cheval sur l'Ardèche On pourra bientôt mouiller aux Sables

La passion de l'équitation et l'amour de l'Ardèche ont conduit, voici un peu plus d'un an, quelques jeunes cavaliers ardéchois à créer l'ATAC, Association pour le tourisme ardéchois à cheval.

Cette association, qui compte aujourd'hui une centaine d'adhérents, se propose de faire découvrir « une autre Ardèche » aux amateurs de sports équestres et aux amoureux de la nature. A l'occasion de diverses randonnées, les cavaliers ont déjà redécouvert quelques 300 kilomètres de chemins et de sentiers dans les Ess-Vivaraux et l'Ardèche équestre en particulier. Un parcours de 50 kilomètres a également été balisé que peuvent désormais emprunter sans risque tous les cavaliers.

Mais il est évident qu'en matière d'hébergement le touriste à cheval connaît des difficultés qu'ignore l'automobiliste : rares sont les auberges, même en Ardèche, qui ont conservé les écuries d'autan. Grâce à la gentillesse et à la compréhension de nombreux agriculteurs, le problème a pu être surmonté, des gîtes ont été improvisés. Bien souvent, le confort n'est pas au rendez-vous, mais il y a au moins un accueil simple, aimable, souvent chaleureux. Le cheval sert de lien entre le monde habituellement citadin de son propriétaire et le monde rural de l'hôte. On imagine aisément la richesse de ces contacts.

A cet ensemble de relais, les responsables de l'ATAC projettent d'ajouter dès cet été le château de Craus, un édifice du douzième siècle situé dans un cadre remarquable près de Genestelle. On pourrait y accueillir bon nombre de cavaliers et de montures dans des conditions très satisfaisantes : les écuries sont demeurées intactes, et plusieurs salles du château peuvent recevoir des voyageurs pour lesquels eau courante et électricité ne sont pas indispensables. A brève échéance, le château de Craus pourrait même devenir le centre départemental du tourisme équestre.

Cette formule de week-end ou de vacances rustiques, si elle attire en priorité des citadins de la région, parfois propriétaires d'un cheval, est également ouverte aux simples amateurs qui doivent simplement posséder quelques rudiments de pratique équestre. Des éleveurs, membres de l'ATAC, jouent en effet à des tarifs fort intéressants des chevaux pour des séjours de durée variable.

Les responsables de l'association tiennent à conserver à leur organisation son caractère quasi familial. Instruits par des expériences touristiques plutôt malheureuses dans leur département, ils craignent plus la trop grande réussite que l'échec. Ils n'entendent pas faire succéder aux cohortes d'automobilistes acrobates des escadrons de cavaliers.

Mais ce danger existe-t-il réellement ? Malgré les efforts accomplis ces dernières années, l'équitation n'est pas encore un loisir populaire. Il suffit de voir au grain.

JEAN-PAUL LARDY.

ATAC, Siège social : place de l'Église-de-Ville, 07000 Privas. Pour tous renseignements complémentaires s'adresser à M. Pierre Blachet, secrétaire de l'ATAC, Valfréux, 07200 Aubenas.

FAITS ET GESTES

Les remontées soumises à patente. — Le tribunal administratif de Clermont-Ferrand a condamné la régie départementale d'exploitation des engins de remontée mécanique de la station du Lioran (Cantal) au paiement de la patente aux trois communes d'Albiopierre, Lavelloire et Saint-Jacques-de-la-Blanche, copropriétaires des terrains où sont implantées ses installations.

Le tribunal a estimé, en effet, que l'exploitation de cette station, dont le budget devait être équilibré par les redevances des skieurs, présentait « un caractère industriel et commercial, justifiant l'assujettissement à paiement de la patente ». Cette contribution fiscale sera d'autant plus appréciable pour les trois communes, qui totalisent mille quatre cents habitants, que la station constitue la seule activité commerciale importante du massif du Plomb du Cantal.

Pour la première fois, le MIVICO, marché international des villes de congrès se tiendra à Paris, à l'hôtel Intercontinental, les 20, 21 et 22 janvier 1977. Cette manifestation accueillera les responsables de réunions et congrès. L'Allemagne, la Belgique, la Grèce, le Maroc, le Portugal, la Pologne, le Sénégal, la Yougoslavie, les villes et stations françaises leur présenteront à cette occasion leurs équipements et possibilités d'accueil.

★ MIVICO, tél. 720-71-06.

Le 4 décembre dernier, la cérémonie simple que présida, aux Sables-d'Olonne (Vendée), M. Alain Fohier, au titre de président des maires de France, fut, en fait, une initiation aux mystères que réserve l'avenir sur cette station balnéaire. « Monsieur le président, je vous ai invité à poser symboliquement une première pierre, celle des Sables de demain... »

Par ces mots, M. Albert Froustey, le maire, relayé par une réalisation — et par la parole — une évolution entamée sous Napoléon III, en 1868, lors de l'arrivée du premier train Paris-Sables (Créneau de l'Ouest, via Les Aubrais et Saint-Pierre-des-Corps). Une légende, en fait, avait monopolisé sur cette ville le symbole de l'évasion des citadins vers la mer : une affiche, multipliée dans les gares de Paris, l'avait créée. Une Sables, dont la coiffe n'avait pas encore monté comme un bannin du Moyen Âge, y répétait sur un décor de train et de plage : « Les Sables-d'Olonne, première station balnéaire de l'Atlantique reliée à la capitale par voie ferrée... »

Cette mythologie n'a pas complètement disparu chez les estivants, qui ont succédé aux « balnéaires » d'autan : elle survit un peu chez les Sables, qui, le dimanche, au printemps, comme les habitants de tous les ports, vivent encore un conte du Proche-Orient, à la manière d'une race venue, dit-on, de pays où le verbe règne de pair avec le goût du panache.

Cette cérémonie a-t-elle vraiment nui à l'évolution ? Non, car les maires ont modelé leur ville selon leur époque. Parmi eux, « le Grand Charles », qui partisans et adversaires évoquent encore avec fierté et une tendresse inavouée envers un homme disparu, dans lequel ils se reconnaissent, qualités et défauts confondus : le député, maître indépendant Charles Rousseau, qui comprit l'adieu dans une phrase restée célèbre, ceux du M.R.P. aux « poissons rouges dans un bûcher ». Il allait transformer sa ville avec l'intuition aimante d'un compatriote.

A cette compréhension toute sentimentale, il semble bien qu'ait succédé une exigence nouvelle. C'est l'impression, en tout cas, que donne M. Albert Froustey, maire depuis 1971 : ce Sables, formé à la technique, à l'économie et à l'urbanisme par ses séjours à Centrale, aux Beaux-

Arts, et dans divers instituts de gestion, continue pour sa ville une activité qu'il a « testée » sur le tas dans les travaux publics d'une entreprise privée.

C'est pourquoi ses idées vont bien au-delà de la fièvre électorale (plus ardue ici que dans le reste de la Vendée, et l'absence d'un parti de la majorité lors de la cérémonie le montrait bien). En c'est pourquoi nous l'avons écouté nous dire ses projets.

Du dérivé au gros yacht

« C'est le manque de place qui nous gêne, confie-t-il. Quand cinquante mille personnes courent sur la grande plage, vingt mille sur celle de Tanchet, et que les rues de la ville, cependant, se désolent, comment, malgré tout, satisfaire chacun ? Eh bien, à côté du grand nombre de ceux qui, pour se baigner, y a ceux qui, pour corriger les contraintes de toute l'année, quêtent une évasion dans la solitude... A ceux-là, quand la plage les refuse, le port de plaisance répond, en leur permettant de vivre sur l'eau. Le bateau représente tous ces rêves, et le port de l'avenir et du risque, ou la crainte (homotélie) de « dessaler » l'empêche de tricher... »

Le nouveau port de plaisance devrait répondre à cette évolution : « Le dérivé, c'est le début de l'avenir. Puis c'est un 6,50 m, qui nécessite un chariot de transport. Pour éviter les frais, on le laisse à flot... Et le gabarit continu d'augmenter car, avec les années, l'exigence du confort commande. Alors, on en arrive aux formules de copropriété. Et quand la dimension augmente, l'équipage suit. Et ces gens, qui veulent vivre à bord, désirent avoir à proximité une agglomération vivante avec ses magasins, ses bistros, ses marins en bordée. Or la ville proche des Sables (dix-sept mille habitants sédentaires) offre cet accueil toute l'année. Le pari est gagné, l'abri garanti, le silence : le port, entouré à 1 300 mètres dans les anciens marais, protégé des vents : les jours de tempête le bassin frise à peine et écarte la hantise des nuits blanches avec les haubiers qui tiennent, les drisses qui claquent sur les mâts en aluminium... »

L'environnement ne sera pas vivement réagi à ces propos. M. Gilbert Doukan, de Paris, rappelle qu'une réglementation sévère existe déjà : « Se peut-il que le secrétaire d'Etat aux transports ignore à ce point la réalité en matière de réglementation de chasse sous-marine ? Que pas un seul de ses collaborateurs ne soit mieux informé ? Parler d'une réglementation de la chasse sous-marine est tout de même assez étonnant. Permettez-moi, en tant que président d'honneur des chasseurs sous-marins de France et ancien vice-président de la Fédération nationale française d'études et de sports sous-marins de rétoriquer la vérité. Nous avons créé, il y a trente ans, un permis de chasse sous-marine, et il existe, dans les prud'hommes des arrondissements maritimes une longue suite d'articles réglementant la chasse sous-marine... » (.) Non seulement le permis de chasse sous-marine existe mais encore doit-il être constamment porté par le chasseur sous-marin.

La conversation nous apprend que, cet été, quatre cents voiliers ont rallié le port de pêche, que la demande a été si grande qu'il a fallu en refuser trois cents. Pourquoi donc tant de retard ? « Oui, le port de plaisance promène des projets depuis trente ans, de la plage aux rochers, qui marquent l'entrée de la rade, au nord et au sud ; sur les plans, il a voyagé aussi de part et d'autre du chenal, entre deux jetées de protection et même au port de

pêche intercalé entre la ville, qui couvre une ancienne darse de sable, et l'arrière-pays... on a longtemps hésité par peur de nuire à la plage : l'équilibre de l'estran » reste toujours fragile... »

En 1923, un raz de marée avait creusé au long du remblai une rivière profonde de 1,50 m ; pendant deux saisons, il fallut poser des passerelles en bas pour gagner la plage. Un deuxième raz de marée a comblé la rivière et « engraisé l'estran », mais, à juste titre, la défense a continué contre des aménagements qui auraient pu remuer des courants et des fonds non encore étudiés. Longtemps, les plaisanciers entre La Rochelle et La Trinité n'avaient aucun port à rallier : maintenant, Le Croisic, Le Fouliguen, Pornic, L'Herbaultière, Saint-Gilles, permettent de relâcher en paix. A quand le tour des Sables ?

« Dès juin 1977, je compte offrir de cent cinquante à deux cents amarrages. Je prévois l'achèvement de l'ensemble en cinq ans, car il y a 5 milliards d'anciens francs à absorber, et la ville ne peut les digérer plus vite. Evidemment, je pourrais en entrevoir l'in en quinze mois, pour le 1^{er} juillet 1978, sans que les travaux coûtent à la ville : un groupement ne les propose à condition de vendre lui-même quatre cent cinquante amarrages sur six cents et d'acheter 1 000 mètres carrés de surfaces commerciales. Mais la décision dépend de la municipalité tout entière... »

Le contrôle, en tout cas, n'échappera pas à la collectivité, et le projet protégera aussi l'environnement.

PAS D'ACCORD

La discipline du harpon

Sous le titre « Harpons sauvages » (Le Monde daté 21-22 novembre), il était fait état de déclarations de M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, selon lesquelles un projet de loi réglementant l'exercice de la chasse sous-marine serait soumis au Parlement au cours de la prochaine session de printemps.

Des amateurs de ce sport ont vivement réagi à ces propos. M. Gilbert Doukan, de Paris, rappelle qu'une réglementation sévère existe déjà : « Se peut-il que le secrétaire d'Etat aux transports ignore à ce point la réalité en matière de réglementation de chasse sous-marine ? Que pas un seul de ses collaborateurs ne soit mieux informé ? Parler d'une réglementation de la chasse sous-marine est tout de même assez étonnant. Permettez-moi, en tant que président d'honneur des chasseurs sous-marins de France et ancien vice-président de la Fédération nationale française d'études et de sports sous-marins de rétoriquer la vérité. Nous avons créé, il y a trente ans, un permis de chasse sous-marine, et il existe, dans les prud'hommes des arrondissements maritimes une longue suite d'articles réglementant la chasse sous-marine... » (.) Non seulement le permis de chasse sous-marine existe mais encore doit-il être constamment porté par le chasseur sous-marin.

« Mais il n'est pas question non plus dans votre article, qui déplore le dépeuplement des fonds jusqu'à 10 mètres, du dépeuplement bien plus grave que fait subir aux fonds la pratique du chalut. (...) Dire que les fonds sont dépeuplés jusqu'à 10 mètres, c'est reconnaître que le poisson est intelligent et sait que la meilleure défense pour lui est de descendre de quelques mètres. Là, il est à l'abri du pêcheur sous-marin, mais pas de la grenade, couramment employée, avec la bouteille de carbure, le long de la Côte Vermeille... »

ronnement contre les abus, car une couronne de 15 hectares ont été achetés en même temps que les 10 hectares du port de plaisance par la ville.

Dans cette ville, où la mer attire en tout temps, où deux cent cinquante-quatre sociétés multiplient les loisirs jusque dans leurs diversités, il est dommage de séparer l'année en deux : pourquoi ne pas construire pour les retraités, qui cherchent ici un climat sédatif, une hôtellerie « sociale » de basse saison, et une sorte de béguinage pour ceux qui sont aisés, avec des achats de studios en viager revendables seulement à des personnes âgées ? Pourquoi ne pas rechercher une péréquation fiscale entre les commerçants sédentaires et saisonniers, afin de prolonger sur douze mois une partie des affaires ? Pourquoi ne pas essayer de décentraliser certaines industries sur ces côtes, où les épouses des cadres auront l'impression d'être en vacances toute l'année ?

Dans cet immense chantier de l'avenir, les projets tourneront soit en rêves, soit en faits : la construction de ces « acroïdes » dépendra surtout du caractère des chefs de la côte.

Le port va donc beaucoup plus loin que l'enjeu proche des élections municipales : mais l'initiation aux « mystères » des Sables de demain court de gros risques, car elle suppose une longue patience, si l'on veut que les cérémonies se succèdent jusqu'en l'an 2000.

VALENTIN ROUSIERE.

Le Monde

Quand la plaisance

Le Monde daté 21-22 novembre, il était fait état de déclarations de M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, selon lesquelles un projet de loi réglementant l'exercice de la chasse sous-marine serait soumis au Parlement au cours de la prochaine session de printemps.

Des amateurs de ce sport ont vivement réagi à ces propos. M. Gilbert Doukan, de Paris, rappelle qu'une réglementation sévère existe déjà : « Se peut-il que le secrétaire d'Etat aux transports ignore à ce point la réalité en matière de réglementation de chasse sous-marine ? Que pas un seul de ses collaborateurs ne soit mieux informé ? Parler d'une réglementation de la chasse sous-marine est tout de même assez étonnant. Permettez-moi, en tant que président d'honneur des chasseurs sous-marins de France et ancien vice-président de la Fédération nationale française d'études et de sports sous-marins de rétoriquer la vérité. Nous avons créé, il y a trente ans, un permis de chasse sous-marine, et il existe, dans les prud'hommes des arrondissements maritimes une longue suite d'articles réglementant la chasse sous-marine... » (.) Non seulement le permis de chasse sous-marine existe mais encore doit-il être constamment porté par le chasseur sous-marin.

« Mais il n'est pas question non plus dans votre article, qui déplore le dépeuplement des fonds jusqu'à 10 mètres, du dépeuplement bien plus grave que fait subir aux fonds la pratique du chalut. (...) Dire que les fonds sont dépeuplés jusqu'à 10 mètres, c'est reconnaître que le poisson est intelligent et sait que la meilleure défense pour lui est de descendre de quelques mètres. Là, il est à l'abri du pêcheur sous-marin, mais pas de la grenade, couramment employée, avec la bouteille de carbure, le long de la Côte Vermeille... »

Au fil de la

Le Monde daté 21-22 novembre, il était fait état de déclarations de M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, selon lesquelles un projet de loi réglementant l'exercice de la chasse sous-marine serait soumis au Parlement au cours de la prochaine session de printemps.

Des amateurs de ce sport ont vivement réagi à ces propos. M. Gilbert Doukan, de Paris, rappelle qu'une réglementation sévère existe déjà : « Se peut-il que le secrétaire d'Etat aux transports ignore à ce point la réalité en matière de réglementation de chasse sous-marine ? Que pas un seul de ses collaborateurs ne soit mieux informé ? Parler d'une réglementation de la chasse sous-marine est tout de même assez étonnant. Permettez-moi, en tant que président d'honneur des chasseurs sous-marins de France et ancien vice-président de la Fédération nationale française d'études et de sports sous-marins de rétoriquer la vérité. Nous avons créé, il y a trente ans, un permis de chasse sous-marine, et il existe, dans les prud'hommes des arrondissements maritimes une longue suite d'articles réglementant la chasse sous-marine... » (.) Non seulement le permis de chasse sous-marine existe mais encore doit-il être constamment porté par le chasseur sous-marin.

« Mais il n'est pas question non plus dans votre article, qui déplore le dépeuplement des fonds jusqu'à 10 mètres, du dépeuplement bien plus grave que fait subir aux fonds la pratique du chalut. (...) Dire que les fonds sont dépeuplés jusqu'à 10 mètres, c'est reconnaître que le poisson est intelligent et sait que la meilleure défense pour lui est de descendre de quelques mètres. Là, il est à l'abri du pêcheur sous-marin, mais pas de la grenade, couramment employée, avec la bouteille de carbure, le long de la Côte Vermeille... »

APPRIVOISEZ L'HIVER.

Glace, neige, verglas, le mauvais temps est de nouveau sur les routes. Pour vous aider à mieux traverser l'hiver, Esso et Peugeot ont créé des écoles de conduite sur glace en liaison avec les municipalités de Chamoni, Sene Chevalier, Isola 2000.

La piste : un circuit naturel et protégé, recouvert des pires conditions de conduite sur route, pendant l'hiver. Les véhicules : des Peugeot qui, là encore, font confiance aux produits Esso. Les moniteurs : des montagnards, anciens coureurs automobiles, placés sous la responsabilité de J.P. Nicolas, E. Hummel, C. Laurent, spécialistes des rallyes les plus difficiles.

Cette année, passez de la théorie à la pratique avec les écoles de conduite sur glace Esso-Peugeot.

Deux des quatre petits immeubles de 3 étages qui la composent sont achevés et les deux autres le seront au printemps.

Pour ceux qui veulent prendre un peu de recul vis-à-vis de Paris, très proche cependant par le train ou l'autoroute du Sud, pour ceux qui ont sensibilité au charme de la Nature et des souvenirs de notre

ESSO PEUGEOT
CHAMONIX-SENE CHEVALIER-ISOLA 2000

A FONTAINEBLEAU, pour construire certains petits immeubles on se sert encore de la pierre de taille et de l'ardoise. Comme autrefois.

Pour conserver à Fontainebleau son cachet et son style, certains promoteurs n'hésitent pas à utiliser les matériaux d'autrefois, l'ardoise et même la pierre de taille. Ainsi, de petits immeubles viennent se nicher dans le centre même de la célèbre cité sans altérer son charme.

Ce souci de qualité se retrouve dans les finitions intérieures et aide à réaliser un mariage heureux entre la tradition d'hier et le confort d'aujourd'hui.

A 800 mètres de la Forêt et du Parc du Château, la Résidence du Carmel est un bon exemple de modernisme raisonnable.

Deux des quatre petits immeubles de 3 étages qui la composent sont achevés et les deux autres le seront au printemps.

Pour ceux qui veulent prendre un peu de recul vis-à-vis de Paris, très proche cependant par le train ou l'autoroute du Sud, pour ceux qui ont sensibilité au charme de la Nature et des souvenirs de notre

Histoire, Fontainebleau sera toujours un site privilégié ; et certains n'hésitent pas à ajouter : un excellent placement !

Pourquoi ne vous laisseriez-vous pas tenter, vous aussi, par le charme discret de Fontainebleau ?

Serge VERY.

à Fontainebleau

la Résidence du Carmel

Dans 4 petits immeubles bien construits et bien situés, il reste quelques studios et appartements à prix fermes et définitifs.

Visitez l'appartement témoin : de 14h30 à 18h30 (sauf mercredi et jeudi) le samedi et dimanche de 10h30 à 12h30 et de 14h30 à 18h30.

8 Bd. du Général Leduc Fontainebleau Tél. 422.02.36

Bon à envoyer à FINERCO, 19, rue de la Michodière - 75002 Paris Tél. 742.45.69. Je désire recevoir votre documentation gratuite.

Nom Adresse

مكتبة من الأصل

Le Monde aujourd'hui

SALON

Quand la plaisance devient déplaisante

Aucun doute : le nautisme déploie ses gènes et ses ailes dans le ciel de la récréation et de la haute promotion. Le Salon de la navigation de plaisance a reçu sa Légion d'honneur : tous les journaux télévisés en ont parlé, avec l'émotion que suscite les grosses hémarques d'argent.

Cela faisait l'habitude de pénétrer, le soir de l'ouverture du Salon, dans cet énorme hangar où stagnaient des centaines de voiliers aux voiles hissées, mais toutes flasques, alors que dehors soufflait un vent d'ouest de force 6. Impression d'autant plus dérangeante qu'une tempête brasse des images de désordre, de fouillis, d'anarchie, alors que tout était si propre dans ce Salon, si clinique, si « promotionnel » comme on dit : les coques, les ponts, les pièces d'accostillage, les voiles surtout. On aurait pu jurer que tout cela n'était jamais qu'un vaste décor en carton, que rien ne servirait jamais et que tous ces bateaux étaient destinés à demeurer immobilisés entre les échafaudages de leurs remorques.

Ce n'est pas tout à fait vrai. Presque tous bougeront, car ils trouveront acquiescence, mais inutile de débiter dans la palme en imaginant les océans qu'ils traverseront et les horreurs marines qu'ils déferont. La plupart des bateaux vendus iront par la route jusqu'à un port de plaisance et n'en bougeront jamais, ou à peine. Dans tous ces ports, on peut compter sur les doigts des deux mains les voiliers qui prennent la mer régulièrement.

Quand on sait que le moindre bateau de 6 mètres doté de quatre couchettes coûte entre 30 000 francs

et 40 000 francs, on comprend enfin ce que signifie l'expression « aller son tric à l'eau ». Compte tenu du fait qu'un bateau, cela doit s'entretenir, et qu'une place dans un port, cela représente un véritable petit loyer supplémentaire. Tout cela est d'autant plus risible que « la couchette » est devenue la véritable unité de valeur d'un bateau.

Où, la plaisance a bien des côtés déplaisants. Ou, plus exactement, la voile se concerte de plus en plus sûrement de tous les flics de l'époque.

Certes, avec la révolution du plaisir, la voile s'est démocratisée dans les années 50. Mais, en admettant au départ les pur et les fanatiques de la mer, puis un public de plus en plus vaste — et de moins en moins pur — au cours des années, elle a fini par devenir la proie des promoteurs qui voient vite d'où souffle le vent : en direction du profit. Le succès, l'engouement, l'intérêt du grand public signifient, latéralement, d'une façon ou d'une autre, la surenchère, la flamme des prix, la surproduction absurde. Puis la presse s'en est mêlée. On a lancé sur le marché le nautisme comme on aurait lancé un film ou un détergent.

Cela fait dix ans qu'on ne parle plus que d'exploits défrayés, de performances publicitaires, de courses aux records, d'escalade du survolage, de névrose de la survie. Les dérivés les plus simples s'encombrent d'un accastillage de haute régate qui fait monter considérablement les prix, en met plein la vue et ne sert strictement à rien aux

PORTRAIT

Le vieil homme et la vie

« L'ESSENTIEL, me dit-il, est de ne pas être dupé. Je ne crois pas en l'homme. Voilà pourquoi. »

Amer, le vieil homme ouvre, d'un geste sec, son secrétaire. Un flot de journaux plus ou moins jaunis en jaillit.

C'est l'année de sa retraite que j'ai commencé à lire les journaux. Je sais désormais ce que cachent même les lettres d'or : la vraie vie, monsieur, sournoise, qui remue ses oreilles d'âne. Dire qu'on vivait à côté de ce ! J'ai découvert ce qu'est la France.

— La France ?

— Oui : quelques choses qui se prennent pour quelque chose. Je ne voudrais pas louer les Cassandres, mais vous allez voir...

Fébrile, il dépile les longues feuilles. Ça et là, un article nerveusement écrit de rouge l'arrête.

— La France, commente-t-il d'une voix de tête, est un pays de prétendus cartésiens qui n'ont jamais lu Descartes. Un pays où l'inconscience peut faire plus de mal que tous les instincts destructeurs réunis. Le pays d'un antique record mondial, celui de l'ivrognerie : 28 litres d'alcool pur par an et par habitant, soit 280 à 300 litres de vin. Un pays où, dans la semaine même où il prendrait à déclencher une campagne antitabac, l'Etat lance une nouvelle cigarette. Un pays où l'auto a été en vingt-cinq ans plus de Français que Hitler, et en a blessé plus que la guerre de 14-18. Un pays où la voiture coûte deux fois plus qu'elle ne rapporte, ses taxes compensant à peine ses

fraîs routiers et les seuls accidents coûtant 25 milliards, soit le chiffre d'affaire de l'industrie automobile. Que dites-vous de ce chef-d'œuvre d'absurdité ?

— J'avoue...

— Mais « eux », ils n'avaient jamais lu Descartes ! Un pays qui limite la vitesse est un pays qui vieillit. Il y a eu un président de firme automobile pour protéger une averse aussi orminelle. En vain l'Association des paralysés avait lancé un appel : « Il n'est pas possible de mettre en parallèle quelques minutes perdues sur le trajet avec des vies gâchées... Cette année même, un tribunal de l'Est n'a condamné qu'à quatre mois de retrait de permis un chauffeur récidiviste, entièrement responsable de la mort d'un enfant de sept ans.

Péché contre l'esprit

— Le parquet aura fait appel ?

— Mais pas ! Quant à la pollution sonore, je ne cite que pour mémoire la prétendue lutte qu'on dit engager contre elle. Savez-vous de combien de décibels le mur anti-bruit de l'autoroute du Sud a diminué le bombardement sonore des gens de l'Hilly-Roses ? De 71 frottes à subir : 70 décibels : l'équivalent des chutes du Niagara.

J'observai le vieil universitaire. Je le crois affligé d'un vice que la Bible a dénoncé énergiquement : il ne s'aime pas. Et, comme il n'arrive pas à se sentir tout à fait innocent de tous les malheurs qui arrivent, son malaise croît en raison directe de

la petite revue de presse qu'il entreprend devant moi.

— Que voulez-vous, s'excuse-t-il en froissant ses journaux. Moi aussi, une coupure de presse me fait saigner, parfois. S'il n'y avait que la France et aussi le pays où 58 % des citoyens n'ouvrent jamais un livre. C'est le péché contre l'esprit ça ; le plus grave ! Il est vrai que 50 % ont le « télé ». Et qu'on a caqué qu'un Français né en 1976 passera huit ans pleins de sa vie devant le petit écran...

— Contre dix-huit ans s'il naît aux Etats-Unis !

— Surtout ! Mais pour en revenir aux névroses nationales, dans quel autre pays a-t-on 8 millions de joueurs de tiercé ? Je ne prétends pas dresser la liste complète de nos absurdités. Des foyers d'irrationalité collective, il y en a partout dans le monde. Mais vous comprendrez qu'on est bien placé. Lisez encore ça, s'il vous plaît. C'est le dernier sondage sur ce que croient, ou du moins pensent croire, les Français : 90 % se disent chrétiens, mais... 75 % seulement de ces derniers affirmant que Dieu existe et 40 % d'entre eux disant que Jésus n'est pas Dieu ! Je suis assez loin de ces problèmes, mais comme modèle d'inconscience !

— Quand les chrétiens se convertiront à leur propre religion...

PIERRE LEULLIETTE.

(Lire la suite page 22.)

LA MISÈRE

La boulangère et la demi-baguette

La boulangère fait son bilan. Elle n'a jamais vendu tant de bûches, tant de galettes, tant de galettes de rois. Aussi en ces lendemains de fêtes est-elle un peu fatiguée. Ses bras au-dessus du comptoir font passer les baguettes, les ficelles, les pains complets avec moins d'élan et d'allégresse qu'à l'ordinaire. Et sous ses beaux yeux noirs, elle n'a pas son sourire des meilleurs jours.

D'ailleurs, dans le magasin, les gens n'ont pas l'air spécialement réjoui. On murmure que le café va augmenter et que les prix des légumes flambent. Une cliente explique que le moment est venu de payer la note des festivités de fin d'année : selon elle, la plupart des Français dépensent à ce moment-là sans hésiter, bien au-delà de leurs possibilités, et sont ensuite bien obligés de faire le compte de leurs débours, de leurs dettes, de leurs traitements, un compte qui n'en finit jamais. Une autre réplique qu'au point où les choses sont arrivées elle renonce, elle rend à la lettre son tablier, elle ne peut plus boucler son budget familial, elle en a assez de voir le coût de la vie grimper et de traîner misère.

On se récite alors dans la boutique au dîner qu'il y a des mois qu'il ne faut pas prononcer à la légère, qu'on ne doit rien exagérer, qu'après tout la France continue à manger et à boire. Il suffit, dit un vieux retraité, de voir ce que les gens emportent dans leur filet. Ou de respirer l'odeur chaude du bon pain dans cette boulangerie, remarque une dame d'âge mûr capée et bottée. Mieux, de constater tout ce dont elle regorge : des pains, des miches, des croissants, des brioches, des biscottes, des tricotées, des tartes, des glaces, des entremets, des desserts. La boulangère retrouve son sourire.

C'est alors qu'elle se souvient d'une chose qu'on lui a dite la veille et qui la préoccupe pourtant. Il paraît qu'entre Noël et le Jour de l'An on a trouvé un homme mort dans un local froid et insalubre du quartier. C'était un de ses clients. Un peu bizarre, pas très engageant, mais client tout de même, et régulier. Il venait tous les trois jours acheter une demi-baguette, dit la boulangère à voix très basse. Oui, vous avez bien entendu, madame, une demi-baguette tous les trois jours. On chuchote dans la boutique. On se met à parler d'autres choses. Léger froid parmi le pain chaud.

Je n'ai pas raconté cette petite histoire par goût du misérabilisme. Mais je ne l'ai pas inventée.

RAYMOND JEAN.

Au fil de la semaine

1948 : « Nul ne sera soumis à la torture, ni à des traitements cruels, inhumains ou dégradants. » (Déclaration universelle des droits de l'homme. Article 5.)

1970 : « On parle des tortures comme d'une épidémie répandue dans de nombreuses parties du monde. Les tortures... sont à condamner absolument. Elles ne sont pas admissibles aujourd'hui, pas même sous prétexte d'exercer la justice et de défendre l'ordre public. Il faut les dénoncer et les abolir. » (Paul VI. Audience générale du 21 octobre.)

1973, décembre : Amnesty International réunit à Paris un congrès mondial pour l'abolition de la torture.

1974, juin : constitution en France de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT), mouvement œcuménique.

16 novembre : l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies décide la mise en route d'une action spécifique contre la torture » par 125 voix (dont celles du Brésil, de l'Indonésie, de l'Iran, du Chili, du Cambodge, de l'U.R.S.S., etc.), contre zéro et une abstention (le Zaïre).

1975 : l'Assemblée mondiale du Conseil œcuménique des Eglises réunie à Nairobi lance un appel aux chrétiens de toutes confessions contre la torture.

1976, 29 septembre : s'adressant à l'Assemblée générale de l'O.N.U., M. Van Der Stoep exprime « la préoccupation du gouvernement des Pays-Bas vis-à-vis de la violation des droits de l'homme dans le monde et de l'institutionnalisation de la torture ».

1977, janvier : « La torture est actuellement pratiquée dans plus de soixante-cinq pays », M. André Jacques, directeur du service des réfugiés de la CIMADE, dans la revue « Unité des chrétiens » (1).

18 janvier : une délégation de l'ACAT remet au pape Paul VI une lettre signée de trente-six mille chrétiens français lui demandant de dénoncer la torture.

Quelques dates, quelques repères, parmi d'autres. La liste pourrait en être dix fois, vingt fois, plus longue. Jamais, en effet, on n'a aussi souvent dénoncé, aussi fermement condamné la torture. Il n'est pas de jour où quelques autorités morales ou spirituelles, quelque instance internationale, ne plaident, bien haut, en faveur des droits élémentaires de l'homme et ne prennent à part les bourreaux. Jamais, cependant, on n'a aussi largement utilisé, aussi fermement, pratiqué la torture. Il n'est pas de jour où, sur les cinq continents, ne s'élèvent les cris des suppliciés. La lecture de la presse, de ce Journal, l'information diffusée par tous les médias, en portent quotidiennement témoignage, et ces temps-ci, semble-t-il, tout particulièrement.

LA PESTE

par
PIERRE VIANSSON-PONTÉ

Après tout, disent les résignés, la torture n'est pas une invention récente, il s'en faut. D'Athènes, où elle était réservée aux esclaves, à la « question » du Moyen Age, de l'Inquisition à la Gestapo, l'histoire est pleine d'affreux et sanglants récits, d'images de corps broyés, roués, déshabillés, d'hommes brisés et avilis. Toute l'histoire, même la nôtre, où, même notre toute récente histoire, celle des trente-cinq dernières années, en France, en Indochine, en Algérie... Ce n'est pas un hasard d'ailleurs si, dans notre code pénal, ce monument où tout est prévu, et dans notre code de justice militaire, qui réprime avec tant de minutie le pillage et les destructions, le mot de torture ne figure nulle part, et pas davantage la chose.

Alors, avançant quelques sceptiques, on en viendrait presque à se demander si on ne torture pas plutôt moins que jamais, plutôt moins qu'hier, et si ce n'est pas la publicité donnée par les moyens modernes d'information qui sensibilise aujourd'hui l'esprit public à un problème aussi ancien que l'homme. Et de couvrir le raisonnement plus loin encore : toute dénonciation serait hypocrite, elle ne ferait que donner, à peu de frais, bonne conscience à ses auteurs. Ainsi, à la limite, ce serait presque encourager la torture que de la condamner avec tant d'éclat, mais, semble-t-il, sans grand résultat.

Au surplus, renchérissement des cyniques, la torture morale et surtout physique, moyen médiéval de provoquer les aveux et les déclarations, ne va-t-elle pas disparaître d'elle-même ? Déjà des méthodes beaucoup plus raffinées, les techniques de manipulation, la « torture propre » (2), sont maintenant tout à fait au point et commencent d'être utilisées. Le danger est là, et il ne sera bientôt plus dans ce qu'on continue de désigner par le nom de torture.

Ce n'est pas faux. Si, cependant, dans nombre de pays, la torture classique, si l'on ose dire, continue d'être largement pratiquée, c'est tout simplement parce qu'elle est devenue un mode de gouvernement. On la nie mollement, tout en laissant volontiers filtrer

d'effrayants récits et en leur donnant même à l'occasion une certaine publicité. Ainsi elle frappe l'imagination, sème la terreur, engage le peuple et les opposants à se tenir tranquilles. Qu'on se rappelle les réponses faussement embarrassées du chah d'Iran à diverses interviews récentes où il ne niait pas l'existence de la torture dans son pays (3) ! On l'enseigne d'ailleurs, et de grandes puissances qui ne sont pas les moins ardentes à la condamner, qui ne la tolèrent pas chez elles, l'exportent volontiers avec instructeurs et matériels. Au surplus, ce ne sont pas ceux qui l'ordonnent et la pratiquent ; ainsi peuvent-ils en parler publiquement avec dégoût, et en secret la déplorer à voix basse.

Tout cela fait partie du jeu. D'une certaine façon, les dénonciations, les condamnations solennelles aussi : en accréditant le rumeur, elles contribuent à répondre la cruauté et incitent à la répression, à la soumission. Il est plus facile d'accepter de mourir pour une cause que de souffrir mille morts pour elle.

Alors, rien ne sert à rien, il n'y a rien à faire ? Puisque aucune réprobation, aucune interdiction n'a pu abolir la torture, à quel bon ces appels, ces mouvements, ces manifestations ?

Tout récemment, un hebdomadaire suisse, « la Vie protestante », publié dans cinq villes de la Confédération, a lancé une grande enquête (4) sur la base d'une série de suggestions pratiques. En résumé, il proposait que la Suisse prenne l'initiative d'une nouvelle convention internationale contre la torture, groupant à l'origine un nombre restreint de pays qui accepteraient un contrôle permanent par une commission internationale autorisée à visiter à tout moment et sans préalable les lieux de détention.

Une vingtaine de personnalités, invitées à donner leur avis, ont répondu à l'enquête (5). La plupart se contentaient d'approuver l'idée, tout en exprimant quelque scepticisme. « Aucune illusion », disait l'un. « Oui à cette utopie », écrivait l'autre. « N'êtes-vous pas trop optimistes ? », demandait un troisième.

Répondant aux parisiens et aux sceptiques, le journaliste suisse auteur de l'initiative, M. J. Gautier, écrivait : « Pour les uns, il est impossible de combattre la torture. Pour les autres, il est impossible de s'y résigner. » Et d'ajouter que ses convictions religieuses l'engageaient pour sa part « à saisir toutes les chances, si minimes soient-elles, de diminuer son emprise ».

A noter qu'une seule des personnes interrogées, un conseiller d'Etat helvétique, M. Carlos Grosjean, s'était catégoriquement prononcé contre le projet, disant : « Nous sommes au regret de rappeler qu'il a fallu des avions, des tanks et des millions de morts pour vaincre le nazisme. C'est pourquoi nous n'apporterons jamais au monde des pacifistes, qui nous paraît relever d'« Alice au pays des merveilles. »

Dans la revue « Unité des chrétiens », citée plus haut, plusieurs des auteurs d'articles (6) avancent aussi des propositions. La torture, crime international, ne devrait-elle pas être poursuivie et jugée dans tout pays, aucune extradition demandée de ce chef ne pouvant être refusée, suggère M. Maurice Rolland, président honoraire à la Cour de cassation ? Il propose aussi une commission spéciale d'enquête permanente des Nations unies, compétente dans le monde entier et astreinte à remettre à l'Assemblée générale un rapport annuel.

Les tortionnaires seront-ils impressionnés par toutes ces molli-dictions, par les foudres de la justice internationale, armée du droit et de sa bonne conscience, aux qui se moquent du pape, des Eglises, des conventions et déclarations et de l'ONU comme de leur première victime, même s'ils torturent au nom de la religion, de la civilisation ou du socialisme ? Comment stigmatiser, envoyer la torture ? Peut-on déshonorer la peste ?

(1) Revue trimestrielle de formation et d'information œcuménique. Le numéro 7 (17, rue de l'Assomption, 75016 Paris). Le numéro 25 (janvier 1977) est presque entièrement consacré à la torture.

(2) Titre d'un livre de J.-C. Lazzari et Raymond Lantieri (Grasset, 1975).

(3) Notamment à André Portet dans le Monde du 25 juin 1974 et à Olivier Warin (Le Monde et le Soleil, Stockholm, 1976).

(4) Du numéro 48 (28 octobre 1976) au numéro 44 (26 novembre).

(5) Parmi des personnalités, six Français : MM. Robert Bruy-Mary, Pierre Mendès France, Jacques Mili, Mme Benoîte Groult, le pasteur André Dumais et M. Louis Pétit.

(6) Parmi eux, MM. Gilbert Chabron, Maurice Rolland, Pierre Toulet, etc. etc.

RADIO-TELEVISION

Samedi 22 janvier

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. Série : Chapeau melon et bottes de cuir ; 21 h. 45. Variétés québécoises ; 22 h. 20. A bout portant : Silvia Monfort, réal. R. Sciandra.

Paul Guth
Lettres à votre fils qui
en a ras le bol
FLAMMARION

CHAÎNE II : A 2

20 h. 30. Téléfilm : « les Cinq Dernières Minutes », (« le Gout du pain »), scén. et dial. J. Chabert ; réal. Cl. Loursais ; avec J. Debart, M. Eynaud, P. Préboist.

Isoler-vous avec
Sisrê sur 2
le 23 janvier à 13 h 45
le 25 janvier à 19 h 45

Enquête autour du meurtre d'un ouvrier boulangier

22 h. 5. Entretien : Question sans visage, de P. Dumayet.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. (R). Retransmission lyrique : « la Norma », de Bellini, à la Scala de Milan. Mise en scène de Mauro Bolognini. Avec M. Caballé, G. Casellato, J. Lambert, C. Zardo, T. Troyanos, M. Fiorentini, S. Porzano, dirigés par G. Gavazzeni.

Cette œuvre, qui fut représentée la première fois en 1831 à la Scala de Milan, le 28 décembre 1831 (avec la cantatrice Giuditta Pasta), a été enregistrée le 18 janvier 1976.

FRANCE-CULTURE

20 h. Carte blanche, par L. Sliu : « Poésie comme une image », de C. Caubère, avec C. Rich, C. Huet, C. Hubert ; 21 h. 25. Musique de chambre ; 21 h. 55. Ad lib ; 22 h. 3. (R). La lune du samedi, du dimanche, du mardi, un divertissement de B. Jérôme ; 22 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 5. Echanges internationaux de Radio-France : orchestre symphonique de la radio longpré, direction J. Ferencsik, avec D. Kovacs, M. Parenti, E. Kovacs, K. Kovacs ; 21 h. 25. Concerto pour violon, violoncelle et orchestre, avec M. (Laurin) ; 21 h. 55. Chœur de Barba-Bleu (Barba) ; 22 h. (R). Vieilles chansons ; 22 h. 5. Musique de civilisations africaines ; 23 h. 30. Sonc harpe arabe.

Dimanche 23 janvier

CHAÎNE I : TF 1

9 h. 15. (III). Emissions religieuses et philosophiques ; 12 h. (III). La séquence du spectacle ; 12 h. 30. (III). Bon appétit ; 13 h. 20. (III). C'est pas sérieux ; 14 h. 45. (III). Les rendez-vous du dimanche (en cas d'annulation, téléfilm) ; 15 h. 45. (III). Sports : Direct à la une ; 17 h. 5. Série : Qui est-ce qui fait courir papa ? ; 17 h. 45. (R). Film : « Adrienne Lecouvreur », de M. L'Herbier (1938), avec Y. Prinsep, P. Fresnay, J. Astor, A. Lefaur, P. Larquy (N.).

Sous la Régence, l'illustre tragédienne Adrienne Lecouvreur se prend de passion pour Maurice de Saxe et se heurte aux intrigues du roi, de la reine, de la duchesse de Bourgogne.

18 h. 55. Tom et Jerry ; 19 h. 15. Les animaux du monde ; 20 h. 30. (R). Film : les Cinquante-cinq Jours de Pékin, de N. Ray (1962), avec Ch. Heston, A. Gardner, D. Niven, F. Robson, H. Andrews.

Les amours tourmentées d'une aventurière russe et d'un officier américain, avant et pendant le siège des légations internationales par les Boxers révoltés, à Pékin, en 1900.

La diffusion du film sera suivie d'un flash littéraire, à propos du « Sac du Palais d'été », de P.-J. Rémy, interviewé par P. Sprint.

CHAÎNE II : A 2

10 h. 30. Téléformation (reprise à 11 h.) ; 12 h. 15. Le monde merveilleux de la couleur ; 12 h. 45. Dessins animés ; 13 h. 30. Série : Flipper le dauphin ; 13 h. 55. Les cirques du monde ; Le cirque P. P. et S. Espérance ; 14 h. 50. Film : « Sissi », d'E. Marischka (1955), avec R. Schneider.

L'histoire d'une jeune fille, la princesse Sissi, épouse de l'empereur d'Autriche.

18 h. 30. Ballet : « Giselle », 17 h. 25. Documentaire : Soif d'aventures (Iran, univers magique et familial) ; 17 h. 50. Dessins animés ; 18 h. 5. Vivre libre (Terre sauvage) ; 19 h. Sports ; 22 h. 2.

20 h. 30. Variétés : Music-hall, par R. Pradins (Dave, show antillais, etc.) ; 21 h. 30. Série : Rush ; 22 h. 30. (R). Documentaire : Le musée imaginaire de Philippe Sollers. Prod. P. Breugnot, réal. Ch. Chaboud.

CHAÎNE III : FR 3

10 h. Emission destinée aux travailleurs émigrés : A écrans ouverts ; 10 h. 30. Mosalaï ; 16 h. 55. (R). Astronomie : Voyage dans le cosmos (reprise de l'émission L'étoile la plus proche) ; 17 h. 50. (R). Espace musical : « Petrouchtka », de Stravinski. Prés. J.-M. Damian ; 18 h. 45. Spécial DOM-TOM ; 19 h. Hexagonal : C'est pas tout le monde qui connaît et Ampère ; 20 h. 5. Pour les jeunes ; 22 h. 2.

20 h. 30. Magazine : L'homme en question (M. Roger Garaudy) ; 21 h. 30. Aspects du court métrage français ; 22 h. 30. Cinéma de minuit (cycle l'âge d'or hollywoodien) : « L'âme de miel mouvementée », de L. McCarey (1942), avec G. Rogers, C. Grant, W. Sizak, A. Dekker (v.o. sous-titrée, N.).

Entre 1933 et 1940, dans l'Europe peu à peu envahie par les nazis, un radio-reporter américain cherche à contraindre l'action d'un baron autrichien, agent de la cinquième colonne.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie ; 7 h. 7. La fenêtre ouverte ; 7 h. 15. Horizon ; 7 h. 40. Chasseurs de son ; de 8 h. à 11 h.

Emissions photographiques et religieuses : 11 h. Regard sur la musique ; 12 h. 15. Allegro ; 12 h. 45. Disques rares ; 14 h. 15. Poésie ; 14 h. 5. La Comédie-Française présente : « Tru, ou la 14 » (Shakespeare), avec P. Chammelle, J.-C. Arnaut, Adami ; 16 h. 5. Musique de chambre (Schoenberg, Lachner, Schreier, Haefliger) ; 17 h. 30. Rencontre avec... P. Guth ; 18 h. 30. Ma non troppo ; 19 h. 10. (R). Le cinéma des cinéastes ; 20 h. 15. Poésie (Lucrèce) ; 20 h. 40. (R). Atelier de création radiophonique... « L'opéra ou une voix à la pente... » ; 22 h. (R). Black and Blue ; 22 h. 50. Poésie.

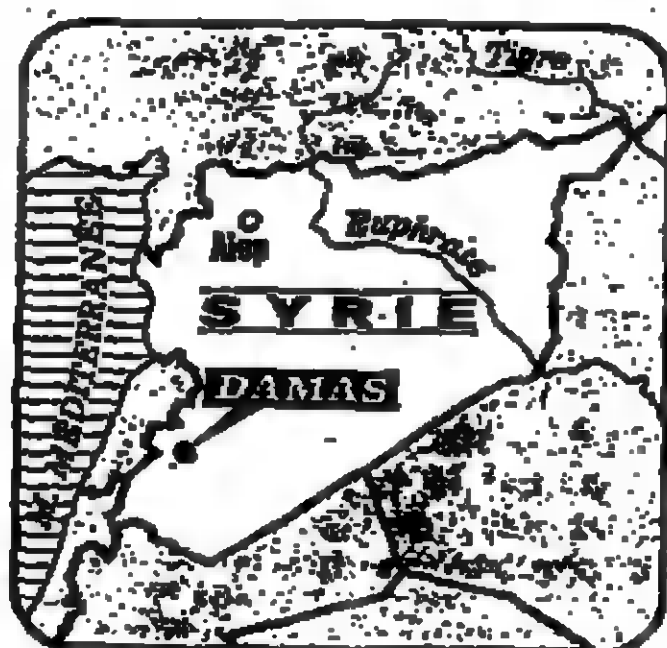
FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Philharmoniques et algériens ; 8 h. 2. Concerto ; 9 h. 2. Musique d'orgue ; 11 h. 2. Concert en direct du Théâtre d'Orsay ; 11 h. 25. « L'opéra ou une voix à la pente... » ; 12 h. 15. (R). Opéra-bouffon, « Angélique », de J. L. ; 13 h. 30. Petites formes ; 14 h. 15. La tribune des critiques de disques ; 15 h. 30. (R). Le concert ; 16 h. 30. (R). Le concert ; 17 h. 30. (R). Le concert ; 18 h. 30. (R). Le concert ; 19 h. 30. (R). Le concert ; 20 h. 30. (R). Le concert ; 21 h. 30. (R). Le concert ; 22 h. 30. (R). Le concert ; 23 h. 30. (R). Le concert ; 24 h. 30. (R). Le concert ; 25 h. 30. (R). Le concert ; 26 h. 30. (R). Le concert ; 27 h. 30. (R). Le concert ; 28 h. 30. (R). Le concert ; 29 h. 30. (R). Le concert ; 30 h. 30. (R). Le concert ; 31 h. 30. (R). Le concert ; 32 h. 30. (R). Le concert ; 33 h. 30. (R). Le concert ; 34 h. 30. (R). Le concert ; 35 h. 30. (R). Le concert ; 36 h. 30. (R). Le concert ; 37 h. 30. (R). Le concert ; 38 h. 30. (R). Le concert ; 39 h. 30. (R). Le concert ; 40 h. 30. (R). Le concert ; 41 h. 30. (R). Le concert ; 42 h. 30. (R). Le concert ; 43 h. 30. (R). Le concert ; 44 h. 30. (R). Le concert ; 45 h. 30. (R). Le concert ; 46 h. 30. (R). Le concert ; 47 h. 30. (R). Le concert ; 48 h. 30. (R). Le concert ; 49 h. 30. (R). Le concert ; 50 h. 30. (R). Le concert ; 51 h. 30. (R). Le concert ; 52 h. 30. (R). Le concert ; 53 h. 30. (R). Le concert ; 54 h. 30. (R). Le concert ; 55 h. 30. (R). Le concert ; 56 h. 30. (R). Le concert ; 57 h. 30. (R). Le concert ; 58 h. 30. (R). Le concert ; 59 h. 30. (R). Le concert ; 60 h. 30. (R). Le concert ; 61 h. 30. (R). Le concert ; 62 h. 30. (R). Le concert ; 63 h. 30. (R). Le concert ; 64 h. 30. (R). Le concert ; 65 h. 30. (R). Le concert ; 66 h. 30. (R). Le concert ; 67 h. 30. (R). Le concert ; 68 h. 30. (R). Le concert ; 69 h. 30. (R). Le concert ; 70 h. 30. (R). Le concert ; 71 h. 30. (R). Le concert ; 72 h. 30. (R). Le concert ; 73 h. 30. (R). Le concert ; 74 h. 30. (R). Le concert ; 75 h. 30. (R). Le concert ; 76 h. 30. (R). Le concert ; 77 h. 30. (R). Le concert ; 78 h. 30. (R). Le concert ; 79 h. 30. (R). Le concert ; 80 h. 30. (R). Le concert ; 81 h. 30. (R). Le concert ; 82 h. 30. (R). Le concert ; 83 h. 30. (R). Le concert ; 84 h. 30. (R). Le concert ; 85 h. 30. (R). Le concert ; 86 h. 30. (R). Le concert ; 87 h. 30. (R). Le concert ; 88 h. 30. (R). Le concert ; 89 h. 30. (R). Le concert ; 90 h. 30. (R). Le concert ; 91 h. 30. (R). Le concert ; 92 h. 30. (R). Le concert ; 93 h. 30. (R). Le concert ; 94 h. 30. (R). Le concert ; 95 h. 30. (R). Le concert ; 96 h. 30. (R). Le concert ; 97 h. 30. (R). Le concert ; 98 h. 30. (R). Le concert ; 99 h. 30. (R). Le concert ; 100 h. 30. (R). Le concert ; 101 h. 30. (R). Le concert ; 102 h. 30. (R). Le concert ; 103 h. 30. (R). Le concert ; 104 h. 30. (R). Le concert ; 105 h. 30. (R). Le concert ; 106 h. 30. (R). Le concert ; 107 h. 30. (R). Le concert ; 108 h. 30. (R). Le concert ; 109 h. 30. (R). Le concert ; 110 h. 30. (R). Le concert ; 111 h. 30. (R). Le concert ; 112 h. 30. (R). Le concert ; 113 h. 30. (R). Le concert ; 114 h. 30. (R). Le concert ; 115 h. 30. (R). Le concert ; 116 h. 30. (R). Le concert ; 117 h. 30. (R). Le concert ; 118 h. 30. (R). Le concert ; 119 h. 30. (R). Le concert ; 120 h. 30. (R). Le concert ; 121 h. 30. (R). Le concert ; 122 h. 30. (R). Le concert ; 123 h. 30. (R). Le concert ; 124 h. 30. (R). Le concert ; 125 h. 30. (R). Le concert ; 126 h. 30. (R). Le concert ; 127 h. 30. (R). Le concert ; 128 h. 30. (R). Le concert ; 129 h. 30. (R). Le concert ; 130 h. 30. (R). Le concert ; 131 h. 30. (R). Le concert ; 132 h. 30. (R). Le concert ; 133 h. 30. (R). Le concert ; 134 h. 30. (R). Le concert ; 135 h. 30. (R). Le concert ; 136 h. 30. (R). Le concert ; 137 h. 30. (R). Le concert ; 138 h. 30. (R). Le concert ; 139 h. 30. (R). Le concert ; 140 h. 30. (R). Le concert ; 141 h. 30. (R). Le concert ; 142 h. 30. (R). Le concert ; 143 h. 30. (R). Le concert ; 144 h. 30. (R). Le concert ; 145 h. 30. (R). Le concert ; 146 h. 30. (R). Le concert ; 147 h. 30. (R). Le concert ; 148 h. 30. (R). Le concert ; 149 h. 30. (R). Le concert ; 150 h. 30. (R). Le concert ; 151 h. 30. (R). Le concert ; 152 h. 30. (R). Le concert ; 153 h. 30. (R). Le concert ; 154 h. 30. (R). Le concert ; 155 h. 30. (R). Le concert ; 156 h. 30. (R). Le concert ; 157 h. 30. (R). Le concert ; 158 h. 30. (R). Le concert ; 159 h. 30. (R). Le concert ; 160 h. 30. (R). Le concert ; 161 h. 30. (R). Le concert ; 162 h. 30. (R). Le concert ; 163 h. 30. (R). Le concert ; 164 h. 30. (R). Le concert ; 165 h. 30. (R). Le concert ; 166 h. 30. (R). Le concert ; 167 h. 30. (R). Le concert ; 168 h. 30. (R). Le concert ; 169 h. 30. (R). Le concert ; 170 h. 30. (R). Le concert ; 171 h. 30. (R). Le concert ; 172 h. 30. (R). Le concert ; 173 h. 30. (R). Le concert ; 174 h. 30. (R). Le concert ; 175 h. 30. (R). Le concert ; 176 h. 30. (R). Le concert ; 177 h. 30. (R). Le concert ; 178 h. 30. (R). Le concert ; 179 h. 30. (R). Le concert ; 180 h. 30. (R). Le concert ; 181 h. 30. (R). Le concert ; 182 h. 30. (R). Le concert ; 183 h. 30. (R). Le concert ; 184 h. 30. (R). Le concert ; 185 h. 30. (R). Le concert ; 186 h. 30. (R). Le concert ; 187 h. 30. (R). Le concert ; 188 h. 30. (R). Le concert ; 189 h. 30. (R). Le concert ; 190 h. 30. (R). Le concert ; 191 h. 30. (R). Le concert ; 192 h. 30. (R). Le concert ; 193 h. 30. (R). Le concert ; 194 h. 30. (R). Le concert ; 195 h. 30. (R). Le concert ; 196 h. 30. (R). Le concert ; 197 h. 30. (R). Le concert ; 198 h. 30. (R). Le concert ; 199 h. 30. (R). Le concert ; 200 h. 30. (R). Le concert ; 201 h. 30. (R). Le concert ; 202 h. 30. (R). Le concert ; 203 h. 30. (R). Le concert ; 204 h. 30. (R). Le concert ; 205 h. 30. (R). Le concert ; 206 h. 30. (R). Le concert ; 207 h. 30. (R). Le concert ; 208 h. 30. (R). Le concert ; 209 h. 30. (R). Le concert ; 210 h. 30. (R). Le concert ; 211 h. 30. (R). Le concert ; 212 h. 30. (R). Le concert ; 213 h. 30. (R). Le concert ; 214 h. 30. (R). Le concert ; 215 h. 30. (R). Le concert ; 216 h. 30. (R). Le concert ; 217 h. 30. (R). Le concert ; 218 h. 30. (R). Le concert ; 219 h. 30. (R). Le concert ; 220 h. 30. (R). Le concert ; 221 h. 30. (R). Le concert ; 222 h. 30. (R). Le concert ; 223 h. 30. (R). Le concert ; 224 h. 30. (R). Le concert ; 225 h. 30. (R). Le concert ; 226 h. 30. (R). Le concert ; 227 h. 30. (R). Le concert ; 228 h. 30. (R). Le concert ; 229 h. 30. (R). Le concert ; 230 h. 30. (R). Le concert ; 231 h. 30. (R). Le concert ; 232 h. 30. (R). Le concert ; 233 h. 30. (R). Le concert ; 234 h. 30. (R). Le concert ; 235 h. 30. (R). Le concert ; 236 h. 30. (R). Le concert ; 237 h. 30. (R). Le concert ; 238 h. 30. (R). Le concert ; 239 h. 30. (R). Le concert ; 240 h. 30. (R). Le concert ; 241 h. 30. (R). Le concert ; 242 h. 30. (R). Le concert ; 243 h. 30. (R). Le concert ; 244 h. 30. (R). Le concert ; 245 h. 30. (R). Le concert ; 246 h. 30. (R). Le concert ; 247 h. 30. (R). Le concert ; 248 h. 30. (R). Le concert ; 249 h. 30. (R). Le concert ; 250 h. 30. (R). Le concert ; 251 h. 30. (R). Le concert ; 252 h. 30. (R). Le concert ; 253 h. 30. (R). Le concert ; 254 h. 30. (R). Le concert ; 255 h. 30. (R). Le concert ; 256 h. 30. (R). Le concert ; 257 h. 30. (R). Le concert ; 258 h. 30. (R). Le concert ; 259 h. 30. (R). Le concert ; 260 h. 30. (R). Le concert ; 261 h. 30. (R). Le concert ; 262 h. 30. (R). Le concert ; 263 h. 30. (R). Le concert ; 264 h. 30. (R). Le concert ; 265 h. 30. (R). Le concert ; 266 h. 30. (R). Le concert ; 267 h. 30. (R). Le concert ; 268 h. 30. (R). Le concert ; 269 h. 30. (R). Le concert ; 270 h. 30. (R). Le concert ; 271 h. 30. (R). Le concert ; 272 h. 30. (R). Le concert ; 273 h. 30. (R). Le concert ; 274 h. 30. (R). Le concert ; 275 h. 30. (R). Le concert ; 276 h. 30. (R). Le concert ; 277 h. 30. (R). Le concert ; 278 h. 30. (R). Le concert ; 279 h. 30. (R). Le concert ; 280 h. 30. (R). Le concert ; 281 h. 30. (R). Le concert ; 282 h. 30. (R). Le concert ; 283 h. 30. (R). Le concert ; 284 h. 30. (R). Le concert ; 285 h. 30. (R). Le concert ; 286 h. 30. (R). Le concert ; 287 h. 30. (R). Le concert ; 288 h. 30. (R). Le concert ; 289 h. 30. (R). Le concert ; 290 h. 30. (R). Le concert ; 291 h. 30. (R). Le concert ; 292 h. 30. (R). Le concert ; 293 h. 30. (R). Le concert ; 294 h. 30. (R). Le concert ; 295 h. 30. (R). Le concert ; 296 h. 30. (R). Le concert ; 297 h. 30. (R). Le concert ; 298 h. 30. (R). Le concert ; 299 h. 30. (R). Le concert ; 300 h. 30. (R). Le concert ; 301 h. 30. (R). Le concert ; 302 h. 30. (R). Le concert ; 303 h. 30. (R). Le concert ; 304 h. 30. (R). Le concert ; 305 h. 30. (R). Le concert ; 306 h. 30. (R). Le concert ; 307 h. 30. (R). Le concert ; 308 h. 30. (R). Le concert ; 309 h. 30. (R). Le concert ; 310 h. 30. (R). Le concert ; 311 h. 30. (R). Le concert ; 312 h. 30. (R). Le concert ; 313 h. 30. (R). Le concert ; 314 h. 30. (R). Le concert ; 315 h. 30. (R). Le concert ; 316 h. 30. (R). Le concert ; 317 h. 30. (R). Le concert ; 318 h. 30. (R). Le concert ; 319 h. 30. (R). Le concert ; 320 h. 30. (R). Le concert ; 321 h. 30. (R). Le concert ; 322 h. 30. (R). Le concert ; 323 h. 30. (R). Le concert ; 324 h. 30. (R). Le concert ; 325 h. 30. (R). Le concert ; 326 h. 30. (R). Le concert ; 327 h. 30. (R). Le concert ; 328 h. 30. (R). Le concert ; 329 h. 30. (R). Le concert ; 330 h. 30. (R). Le concert ; 331 h. 30. (R). Le concert ; 332 h. 30. (R). Le concert ; 333 h. 30. (R). Le concert ; 334 h. 30. (R). Le concert ; 335 h. 30. (R). Le concert ; 336 h. 30. (R). Le concert ; 337 h. 30. (R). Le concert ; 338 h. 30. (R). Le concert ; 339 h. 30. (R). Le concert ; 340 h. 30. (R). Le concert ; 341 h. 30. (R). Le concert ; 342 h. 30. (R). Le concert ; 343 h. 30. (R). Le concert ; 344 h. 30. (R). Le concert ; 345 h. 30. (R). Le concert ; 346 h. 30. (R). Le concert ; 347 h. 30. (R). Le concert ; 348 h. 30. (R). Le concert ; 349 h. 30. (R). Le concert ; 350 h. 30. (R). Le concert ; 351 h. 30. (R). Le concert ; 352 h. 30. (R). Le concert ; 353 h. 30. (R). Le concert ; 354 h. 30. (R). Le concert ; 355 h. 30. (R). Le concert ; 356 h. 30. (R). Le concert ; 357 h. 30. (R). Le concert ; 358 h. 30. (R). Le concert ; 359 h. 30. (R). Le concert ; 360 h. 30. (R). Le concert ; 361 h. 30. (R). Le concert ; 362 h. 30. (R). Le concert ; 363 h. 30. (R). Le concert ; 364 h. 30. (R). Le concert ; 365 h. 30. (R). Le concert ; 366 h. 30. (R). Le concert ; 367 h. 30. (R). Le concert ; 368 h. 30. (R). Le concert ; 369 h. 30. (R). Le concert ; 370 h. 30. (R). Le concert ; 371 h. 30. (R). Le concert ; 372 h. 30. (R). Le concert ; 373 h. 30. (R). Le concert ; 374 h. 30. (R). Le concert ; 375 h. 30. (R). Le concert ; 376 h. 30. (R). Le concert ; 377 h. 30. (R). Le concert ; 378 h. 30. (R). Le concert ; 379 h. 30. (R). Le concert ; 380 h. 30. (R). Le concert ; 381 h. 30. (R). Le concert ; 382 h. 30. (R). Le concert ; 383 h. 30. (R). Le concert ; 384 h. 30. (R). Le concert ; 385 h. 30. (R). Le concert ; 386 h. 30. (R). Le concert ; 387 h. 30. (R). Le concert ; 388 h. 30. (R). Le concert ; 389 h. 30. (R). Le concert ; 390 h. 30. (R). Le concert ; 391 h. 30. (R). Le concert ; 392 h. 30. (R). Le concert ; 393 h. 30. (R). Le concert ; 394 h. 30. (R). Le concert ; 395 h. 30. (R). Le concert ; 396 h. 30. (R). Le concert ; 397 h. 30. (R). Le concert ; 398 h. 30. (R). Le concert ; 399 h. 30. (R). Le concert ; 400 h. 30. (R). Le concert ; 401 h. 30. (R). Le concert ; 402 h. 30. (R). Le concert ; 403 h. 30. (R). Le concert ; 404 h. 30. (R). Le concert ; 405 h. 30. (R). Le concert ; 406 h. 30. (R). Le concert ; 407 h. 30. (R). Le concert ; 408 h. 30. (R). Le concert ; 409 h. 30. (R). Le concert ; 410 h. 30. (R). Le concert ; 411 h. 30. (R). Le concert ; 412 h. 30. (R). Le concert ; 413 h. 30. (R). Le concert ; 414 h. 30. (R). Le concert ; 415 h. 30. (R). Le concert ; 416 h. 30. (R). Le concert ; 417 h. 30. (R). Le concert ; 418 h. 30. (R). Le concert ; 419 h. 30. (R). Le concert ; 420 h. 30. (R). Le concert ; 421 h. 30. (R). Le concert ; 422 h. 30. (R). Le concert ; 423 h. 30. (R). Le concert ; 424 h. 30. (R). Le concert ; 425 h. 30. (R). Le concert ; 426 h. 30. (R). Le concert ; 427 h. 30. (R). Le concert ; 428 h. 30. (R). Le concert ; 429 h. 30. (R). Le concert ; 430 h. 30. (R). Le concert ; 431 h. 30. (R). Le concert ; 432 h. 30. (R). Le concert ; 433 h. 30. (R). Le concert ; 434 h. 30. (R). Le concert ; 435 h. 30. (R). Le concert ; 436 h. 30. (R). Le concert ; 437 h. 30. (R). Le concert ; 438 h. 30. (R). Le concert ; 439 h. 30. (R). Le concert ; 440 h. 30. (R). Le concert ; 441 h. 30. (R). Le concert ; 442 h. 30. (R). Le concert ; 443 h. 30. (R). Le concert ; 444 h. 30. (R). Le concert ; 445 h. 30. (R). Le concert ; 446 h. 30. (R). Le concert ; 447 h. 30. (R). Le concert ; 448 h. 30. (R). Le concert ; 449 h. 30. (R). Le concert ; 450 h. 30. (R). Le concert ; 451 h. 30. (R). Le concert ; 452 h. 30. (R). Le concert ; 453 h. 30. (R). Le concert ; 454 h. 30. (R). Le concert ; 455 h. 30. (R). Le concert ; 456 h. 30. (R). Le concert ; 457 h. 30. (R). Le concert ; 458 h. 30. (R). Le concert ; 459 h. 30. (R). Le concert ; 460 h. 30. (R). Le concert ; 461 h. 30. (R). Le concert ; 462 h. 30. (R). Le concert ; 463 h. 30. (R). Le concert ; 464 h. 30. (R). Le concert ; 465 h. 30. (R). Le concert ; 466 h. 30. (R). Le concert ; 467 h. 30. (R). Le concert ; 468 h. 30. (R). Le concert ; 469 h. 30. (R). Le concert ; 470 h. 30. (R). Le concert ; 471 h. 30. (R). Le concert ; 472 h. 30. (R). Le concert ; 473 h. 30. (R). Le concert ; 474 h. 30. (R). Le concert ; 475 h. 30. (R). Le concert ; 476 h. 30. (R). Le concert ; 477 h. 30. (R). Le concert ; 478 h. 30. (R). Le concert ; 479 h. 30. (R). Le concert ; 480 h. 30. (R). Le concert ; 481 h. 30. (R). Le concert ; 482 h. 30. (R). Le concert ; 483 h. 30. (R). Le concert ; 484 h. 30. (R). Le concert ; 485 h. 30. (R). Le concert ; 486 h. 30. (R). Le concert ; 487 h. 30. (R). Le concert ; 488 h. 30. (R). Le concert ; 489 h. 30. (R). Le concert ; 490 h. 30. (R). Le concert ; 491 h. 30. (R). Le concert ; 492 h. 30. (R). Le concert ; 493 h. 30. (R). Le concert ; 494 h. 30. (R). Le concert ; 495 h. 30. (R). Le concert ; 496 h. 30. (R). Le concert ; 497 h. 30. (R). Le concert ; 498 h. 30. (R). Le concert ; 499 h. 30. (R). Le concert ; 500 h. 30. (R). Le concert ; 501 h. 30. (R). Le concert ; 502 h. 30. (R). Le concert ; 503 h. 30. (R). Le concert ; 504 h. 30. (R). Le concert ; 505 h. 30. (R). Le concert ; 506 h. 30. (R). Le concert ; 507 h. 30. (R). Le concert ; 508 h. 30. (R). Le concert ; 509 h. 30. (R). Le concert ; 510 h. 30. (R). Le concert ; 511 h. 30. (R). Le concert ; 512 h. 30. (R). Le concert ; 513 h. 30. (R). Le concert ; 514 h. 30. (R). Le concert ; 515 h. 30. (R). Le concert ; 516 h. 30. (R). Le concert ; 517 h. 30. (R). Le concert ; 518 h. 30. (R). Le concert ; 519 h. 30. (R). Le concert ; 520 h. 30. (R). Le concert ; 521 h. 30. (R). Le concert ; 522 h. 30. (R). Le concert ; 523 h. 30. (R). Le concert ; 524 h. 30. (R). Le concert ; 525 h. 30. (R). Le concert ; 526 h. 30. (R). Le concert ; 527 h. 30. (R). Le concert ; 528 h. 30. (R). Le concert ; 529 h. 30. (R). Le concert ; 530 h. 30. (R). Le concert ; 531 h. 30. (R). Le concert ; 532 h. 30. (R). Le concert ; 533 h. 30. (R). Le concert ; 534 h. 30. (R). Le concert ; 535 h. 30. (R). Le concert ; 536 h. 30. (R). Le concert ; 537 h. 30. (R). Le concert ; 538 h. 30. (R). Le concert ; 539 h. 30. (R). Le concert ; 540 h. 30. (R). Le concert ; 541 h. 30. (R). Le concert ; 542 h. 30. (R). Le concert ; 543 h. 30. (R). Le concert ; 544 h. 30. (R). Le concert ; 545 h. 30. (R). Le concert ; 546 h. 30. (R). Le concert ; 547 h. 30. (R). Le concert ; 548 h. 30. (R). Le concert ; 549 h. 30. (R). Le concert ; 550 h. 30. (R). Le concert ; 551 h. 30. (R). Le concert ; 552 h. 30. (R). Le concert ; 553 h. 30. (R). Le concert ; 554 h. 30. (R). Le concert ; 555 h. 30. (R). Le concert ; 556 h. 30. (R). Le concert ; 557 h. 30. (R). Le concert ; 558 h. 30. (R). Le concert ; 559 h. 30. (R). Le concert ; 560 h. 30. (R). Le concert ; 561 h. 30. (R). Le concert ; 562 h. 30. (R). Le concert ; 563 h. 30. (R). Le concert ; 564 h. 30. (R).

ETRANGER

Lettre de Damas

« Un grain de beauté sur la joue du monde »



des resquilleurs... La verdure de la Ghouta est partout grignotée par les constructions neuves, à l'aplomb du djebel. Cassioun même n'a pas rebûtes les finisseurs koweïtiens, qui, à coup de dynamite, y taillent des terrasses pour bâtir des villas. Des plateaux de la route de Beyrouth montent d'altiers palais internationaux, dont un « Méridien ». Entre l'aérodrome militaire de Mezze et la rotonde des Omeyyades s'élève le long d'une autoroute la masse baroque du Nouveau-Damas.

SYRIE tient à rester ce « grain de beauté sur la joue du monde », qui, à travers l'air arabe, lui vaut le doux surnom d'« Esh-Cham », prêté au raouke et officiel Dimachq, dont nous avons tiré « Damas ».

BIEN que Roland Dorjé ait écrit y avoir atteint « l'Orient de la légende », les sous-sols verriers de Damas n'ont pas l'ampleur de ceux d'Alep, mais on en prend aisément son parti en mangeant, chez Bagdache, les plus célèbres glaces à la pistache de tout le Machrek ou en brassant, chez Obeld, les nappes de coton brodées à la damascène. Plus introvertie encore que les autres métropoles islamiques, Damas met ses talents au service du palais et du toucher. Il est symptomatique qu'en Europe elle ait donné son nom à l'étoffe la plus synonyme de confort connu.

(Comme à Fez) même bourgeoisie tyrolienne et française, intéressée, calculatrice (...), intérieurement fidèle à ses conceptions de la vie, notent encore les frères Tharaud. Commerçante et prosaïque, mais raffinée, Damas a drapé en dogme la bonne chère et le confort, et aussi le secret de la vie privée. Eté comme hiver, les femmes-commerçantes ne se risquent dehors qu'en redingote et cagoule noire ; celles qui affrontent la rue en cheveux ou avec un fichu, pourtant descendu jusqu'aux sourcils et noué sur le menton, ne peuvent être que des « évaporées » — ou des chrétiennes totalement inféodées aux modes étrangères...

Les cafés ou les veillées entre hommes sont le théâtre de débats politiques. On y pose au romantique pour évoquer cet autre roi Fayçal, métamorphose prince hachémite découvert au Hedjaz par Lawrence d'Arabie, qui prit Damas et l'alma brièvement mais fortement, entre le départ des Turcs et l'arrivée des Français, et avant d'être expédié sur le trône de la rugueuse Mésopotamie. Le mandat français, ensuite, fut une longue boudoirie nationaliste, non sans sympathies aussi ardentes que contraires. Puis Damas vit à

Une chance quand même : aucun gratte-ciel ne fait, pour le moment, concurrence aux trois minarets dits de Jésus-Christ, du sultan Ouâit-bey et de la Flanquée qui signalent, de loin, la mosquée des Omeyyades. Damas à l'horizon, malgré ses agrandissements, conserve un profil homogène qui sera peut-être éparpillé si les « jaillissements » de béton restent cantonnés à la banlieue de Mezze. Cela se devrait, car la capitale de la République arabe de

travers ses moucharabehs les chais de l'autha, monotones prémices de putres toujours recommandées : la Syrie s'éloignait de l'Occident dans une brume de prononciation. Les Damascènes s'extirment en foule, suivis d'autres citadins d'Alep, de Hama, de Hama, de Lattaquié : de 1958 à 1968, 57 % de Syriens ayant reçu une formation supérieure ou technique s'échappèrent vers le Liban, la France ou les Amériques. En douze ans la nation perdit 65 % de ses médecins et 81 % de ses ingénieurs. Aujourd'hui le régime est toujours militaire et ombrageux, mais il a le mérite de n'avoir pas changé depuis 1970 et de desservir les carcans qui étouffent l'économie. La très bourgeoisie Damas a repris goût à la vie et elle fait un peu moins grise mine, mais elle tolère plus qu'elle n'a adopté ce gouvernement où le ton est donné par les montagnards alouites, ni orthodoxes en islam, ni citadins de vieille souche.

LES Damascènes ont quand même une foi en commun avec leurs compatriotes : l'arabisme. Si Beyrouth et Alexandrie sont égyptiennes, le Caire égyptien avant tout, Khartoum surtout africain, Ryad et Djeddah d'abord saoudiens, Damas se sent et se proclame arabe avec une vigueur unanime, à laquelle participent sans se forcer tous ses habitants : y compris les chrétiens, qui volent dans l'excitation de leur arabité l'un des moyens de conjurer le panslamanisme.

Si, selon la célèbre phrase de Maurice Barrès, Damas est « une des patries de l'imagination, une des résidences de la poésie, un des châteaux de fée », pour ceux des Arabes qui croient en l'unité de leur monde, elle est aussi, et avant tout, « le cœur battant de l'Arabisme ».

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

(1) En dernier ressort on nous assure qu'à la suite de l'intervention d'un journaliste arabe délaissé, M. Rafik Saban, les autorités syriennes ont décidé de sauver de la destruction la gare du Hecja.

AFRIQUE ORIENTALE

L'heure du Kilimandjaro

P

terrogations déchirantes. Un brin de tendresse...

Pour une heure à peine, l'Afrique se détend, se repose d'elle-même, de ce qu'en ont fait les autres. Ancienne terre d'esclaves, de champs de conquêtes et de batailles européennes, de rivalités ethniques et politiques, elle peut enfin respirer. Avant que la nuit s'installe, une parure d'étoiles trompeuses. L'effort reprend, la voie se redresse, le temps de la pause se sera vite dissipé. Il ne restera plus qu'à jouer à l'autre, qu'à survivre jusqu'à ce crépuscule où toutes les couleurs se refont. La nappe de neige du Kilimandjaro réapparaît alors telle une assurance ou, à défaut, pour inviter à la réverie.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75121 PARIS — CROIX 69
C.C.P. 4207-21

ABONNEMENTS
6 mois 2 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - P.O.M.
58 F 175 F 325 F 530 F

TOUT PAYS STRANCIERS
PAR VOIE NORMALE
128 F 355 F 525 F 690 F

ETRANGER
(par mandat postal)
1. BELGIQUE - LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
125 F 230 F 335 F 440 F

II. TUNISIE
125 F 335 F 440 F 590 F

Par voie aérienne
Taux sur demande.

Les abonnés qui paient par
chèque postal (trois virements)
doivent bien joindre ce chèque à
leur demande.

Changements d'adresse diffi-
ciles en province (deux
semaines ou plus) : nos abonnés
sont invités à formuler leur
demande d'adresse au moins
avant leur départ.

Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de
rédiger tous les mots propres en
cyrillique d'impression.

A L'HOTEL DROUOT

VENTE LE 24 JANVIER
S. 2 - Liv. ann. et mod.
S. 3 - Belles fourrures. Visons, etc.

EXPOSITIONS LE 24 JANVIER
S. 5 - Membres. Obj. d'art XVIII.

LISEZ

Le Monde
des Philatélistes.

FLORENCE POMES.

REFLETS DU MONDE ENTIER

MATCH

On demande compositeurs de biguines

Il est temps de redonner ses lettres de noblesse à la biguine, estime l'hebdomadaire de la Guadeloupe MATCH.

« Notre rythme local, qui tient son inspiration des rythmes africains, notre danse « nationale » comme diraient certains, notre biguine serait-elle déjà du folklore ? Selon la définition qu'en donne le Petit Larousse, le folklore serait constitué par l'ensemble des traditions, légendes et usages populaires d'une région ou d'un pays. Notre biguine serait-elle déjà une chose du passé, alors que l'esprit, l'inspiration, qui en sont l'essence, traduisent les choses du présent, l'actualité locale ?

« Serait-ce un manque d'inspiration de nos compositeurs, ou tout simplement le sacrifice à une mode d'inspiration étrangère à notre île ?

« Pourquoi les radios ne se lassent-elles pas de nous rebattre les oreilles avec des airs et des rythmes « modern style », d'une plasticité inégalable, sans parler des paroles « bêtes comme choux » ?

« Pourquoi la biguine ne reviendrait-elle pas une chose présente qui inspirerait de l'actualité locale, au lieu d'être déjà du folklore ? »

The New York Times

Les brigades de louanges mutuelles

Dans son édition dominicale, le quotidien NEW YORK TIMES se penche sur une pratique curieuse en vigueur chez les gouverneurs, les prêtres et les rabbins, les personnalités du monde du spectacle et particulièrement chez les écrivains :

« Ils mènent réciproquement une campagne de publicité engagée pour leurs œuvres littéraires (et souvent pas tellement littéraires). La plupart du temps, ils sont sûrs. Des critiques enthousiastes publiées avant la parution du livre font désormais partie du mystérieux processus par lequel quelques livres sont ceux dont on parle durant une saison. Cela ne fait de mal à personne, sauf peut-être au lecteur jacobin qui prend à la lettre les louanges des copains de l'auteur sans tenter de se rendre compte par lui-même. (...)

« Le lecteur doit tenter de lire les louanges entre les lignes. Il faut un véritable détecteur pour pouvoir séparer les phrases dictées par l'amitié des citations choisies par le critique professionnel qui s'apparente parfois plutôt à un vendeur. (...) La déclaration la plus honnête est sans doute celle faite par Groucho Marx. Lorsque son Groucho et moi avons été publiés, se serai-je bien lui-même, il avait dit : « Depuis David Copperfield, je n'avais jamais lu une biographie aussi inspirée et aussi émouvante. »

EL MOUDJAHID

Une prise de conscience difficile

Il n'est pas facile de changer les habitudes. EL MOUDJAHID relate l'effort fait dans le djebel Tacheta pour tirer les montagnards de leur misère. Ainsi, raconte le quotidien algérois, « à la limite de la commune d'Abadia, aux confins de cette région désertifiée et inhospitalière, à Souk-El-Thénine, une expérience enrichissante a été entreprise. Parce que c'est la région la plus pauvre du territoire et parce les populations y sont, plus que partout ailleurs, nécessiteuses.

« Ils sont vingt-sept aujourd'hui, soit autant de familles à vivre leurs deux premières années d'abondance. Vingt-sept paysans de Souk-El-Thénine sont, depuis le 1^{er} janvier 1975, constitués en groupement d'entraide paysanne. (...) C'est au cœur de ces djebels, hier insaisissables, que l'on peut réellement juger des efforts de l'Etat en faveur des plus démunis. A Souk-El-Thénine, un système coopératif d'entraide a permis à une collectivité, avec l'aide de l'Etat, de gérer vingt-sept parcelles de terres privées qui, pour la première fois, ont donné des fruits. Près de deux millions d'anciens de bénéficiaires pour une saison pour trois frères qui ont travaillé ensemble, cela peut paraître normal, presque banal. Mais la satisfaction des « frères Balkassem », celle des « frères Ouazza » — les deux attributaires — ce n'est pas d'avoir réalisé des bénéfices seulement. C'est le sentiment d'avoir pu enfin tirer d'une terre qui n'a jamais rien voulu rendre une subsistance maintenant garantie. (...)

« Et si les petits fellahs rêvent d'avoir leur village socialiste, il ne tient qu'à eux, sans doute, d'en formuler le désir et de prendre toutes les dispositions pour que ce rêve se réalise. On n'en est pas encore à Souk-El-Thénine, c'est vrai, et il y a tant de familles encore démunies, tant de petits paysans isolés qui luttent encore leurs bras à d'autres. Leur expliquer, c'est les amener à adhérer à un système qui est leur seule voie de salut, cela s'impose.

« Alors, peut-être ne verrons-nous plus cette image misérable qui nous a tant frappés à Souk-El-Thénine : une procession de fellahs déguenillés, trempés et tremblant de froid, portant à travers monts et vaux un des leurs étendu sur une civière de fortune, à la recherche d'un médecin... »

ASAHI EVENING NEWS

Petites causes, gros effets

Le journal nippon de langue anglaise, l'ASAHI EVENING NEWS, écrit : « Les Japonais sont peut-être connus comme des mangeurs de riz, mais le rapport publié sur l'alimentation au Japon en 1975 par le ministère de la Santé démontre que cette image n'est plus vraie : pour la première fois, le riz a fourni moins de la moitié des calories consommées par le Japonais moyen.

« Plus les Japonais adoptent une nourriture occidentale qui met l'accent sur la viande, les produits laitiers, le pain et les fruits, plus ils attrapent de maladies occidentales, telles l'obésité et l'hypertension. Le rapport sur l'année 1975 montre que la consommation quotidienne moyenne a été de 2 185 calories par personne, comme en 1974, soit 10 % de plus que nécessaire. (...) La consommation de céréales est tombée à 49,8 % du total, alors qu'en 1949 elle en constituait 70 %. (...) La consommation quotidienne de riz par tête d'habitant est passée de 335 g en 1946 à 246 g en 1975. (...) L'obésité frappe surtout les femmes qui atteignent la trentaine et la quarantaine, et l'hypertension les quinquagénaires des deux sexes. »

NEW-YORK

La femme invisible

S

OPHIE monte dans l'autobus plein à craquer comme toujours quand il s'agit de l'express de 8 h. 5. Le conducteur fait la moue comme chaque fois qu'elle lui tend, l'air presque gêné, un billet de 5 dollars et l'oblige ainsi à lui rendre la monnaie. Et, sans prendre garde aux cris de la jeune femme, qui débouche trop tard de l'arrêt en faisant de grands signes désespérés, il démarre. En douceur. Dans l'autobus bondé, personne ne bronche.

Sophie, bien moulée dans sa petite robe printanière, s'accroche de la poignée suspendue au-dessus de sa tête bouclée (cela fait longtemps qu'elle ne s'est plus levée de ce qu'un représentant de l'autre sexe lui offre la place). Elle remarque même, dans, que pour la première fois elle apparaît en petit écran sur les six premiers sièges de l'autobus sont réservés aux handicapés (aveugles compris !), sans que le jeune homme (bien propre, alliance toute neuve brillante à l'annulaire, mais, soupir intérieurement Sophie, totalement dénué de charme et de sex-appeal) lève le nez de son Wall Street Journal.

A l'arrêt suivant, de nouveaux arrivants forcent Sophie à refuser vers l'arrière de l'autobus, et c'est vers une assistance d'aveugles qu'elle a la pénible impression de s'avancer. Visages fermés ou endormis (comme d'habitude le jeune Philippe) assis près de la fenêtre terminée sa nuit, Sophie se sent seule et ses yeux sont bleus clairs ou noirs corbeaux, bousillés affaiblis par leur âge et balottés au gré des virages et des coups de frein.

Sophie se sent invisible. Elle est prête à parler (modeste mais à part) qu'un mannequin de Playboy en tenue d'Eve s'accrocherait pas plus qu'elle les regards de cette foule terne. Ce

n'est pas qu'elle regrette un seul instant le temps de ses vingt ans où elle ne pouvait pas mettre le pied dans une rue romaine sans se voir entourée d'un essaim de mâles italiens (que rien, absolument rien, ne semblait décourager, ni le silence digne ni les insultes grossières) et escortée par un escadron de scooters dont les jeunes conducteurs « relâchaient » à sa hauteur et, ignorant les coups de klaxon furieux (ou jaloux ?) des automobilistes, bloquaient sans vergogne le trafic en continuant de la déranger de la tête aux pieds. Non, Rome c'était trop, et cette sensation vaguesse d'être une ohlène lancée au milieu de la meute lui était vraiment pénible. Mais cette indifférence new-yorkaise n'est-elle pas après tout aussi lourde à porter ?

Sophie sourit doucement en se rappelant l'aventure arrivée récemment à une amie italienne, abordée dans le village par un très beau spécimen masculin qui avait pris la peine de garer sa Mustang le long du trottoir et avait jailli comme un diable de sa boîte pour lui lancer, en guise d'introduction : « You are beautiful, I like you, would you be interested in an affair with me ? » (Vous êtes belle et je vous aime, voudriez-vous avoir une aventure avec moi ?). Puis, n'ayant reçu aucun signe d'encouragement, il avait repris tout aussi tranquillement le volant.

Sophie se demande ce qu'elle voit et cela la laisse rêveuse. Sur quel coin de terre aujourd'hui peut-on encore être femme, à la fois « libérée » et féminine ? Elle n'a pas vu le Terminal arriver et se sent poussée par les passagers qui ne laissent pas marcher, tels des automates. Du coup, elle en oublie de tendre son ticket au conducteur qui, pour une fois, ne ronchonne pas.

FLORENCE POMES.

IDEES

L'HISTOIRE

par Jean-Marie Mayeur

LA LIBÉRATION DE LA FRANCE

VOILA un peu plus de deux ans, un important colloque était consacré par le Comité d'histoire de la seconde guerre mondiale à la libération de la France (1). Les actes, aujourd'hui publiés, représentent des interventions présentées, s'ajoutent des observations rédigées par la suite, ainsi qu'une conclusion de René Brouillet, qui nous a bien cette vaste entreprise. L'ouvrage, complété par un index fort précieux des noms de lieux, de personnes et de thèmes étudiés, dépasse le millier de pages. C'est dire qu'il s'agit d'une véritable somme, qui demeurera pour longtemps un ouvrage de référence.

Comme des colloques antérieurs, ceux notamment consacrés par la Fondation nationale des sciences politiques à Léon Blum, chef de gouvernement, et au gouvernement de Vichy, l'entreprise associe des historiens, des juristes, des sociologues, n'aurait pas été la période, et des témoins et acteurs. Il est inutile d'insister longuement sur le prix d'une telle confrontation : elle fait surgir souvenirs et témoignages, elle apporte des éclairages divers d'un même problème et d'un même temps, qui permettent une meilleure compréhension. Non qu'il faille sans doute, et René Brouillet met en garde avec raison contre cette erreur, « dériver schématiquement la passion du côté des acteurs et réserver le monopole de l'objectivité aux historiens » : l'historien n'est pas étranger au temps des passions, pour reprendre le titre du beau livre de Francis-Louis Closon, et le témoin, loin de s'enfermer dans son expérience, peut fort bien prendre une distance critique vis-à-vis de son histoire.

En tout état de cause, les nombreuses interventions suscitées par les travaux des archives fondées ou privées, des rapports des préfets de Vichy aux papiers d'André Marty, constituent, à elles seules, un ensemble documentaire d'importance, sur le passé de 1944 comme sur le présent de l'automne 1974. On ressent, par exemple, assez fortement la connaissance de fait entre socialistes et communistes. La réside sans doute la raison pour laquelle, comme l'observe Henri Michel en conclusion, la Résistance est représentée plus une « affaire » n'a été, comme est estimée l'hétérogénéité de la Résistance extérieure et de la Résistance intérieure.

Ce gros livre comporte maintes répo-

sitions, et peut-être, pour l'édition, eût-il fallu alléger certaines interventions. Cependant l'ouvrage comporte des lacunes : rien sur la politique étrangère à la libération, des allusions trop brèves sur la querelle si souvent évoquée de l'A.M.G.O.T. et le projet d'administration militaire par les alliés des territoires libérés. Une note précise de René Massigli, adressée après la colloque, aborde du moins ce problème et rappelle que les accords de débarquement du 26 août 1944 ne sont, aux yeux de Washington, que des arrangements entre militaires. Les résistances américaines reposaient jusqu'au 23 octobre la reconnaissance du gouvernement provisoire. On pourrait, toujours au plan des lacunes, regretter aussi l'absence de tout développement sur l'attitude des Églises, comme sur la politique religieuse du gouvernement provisoire. Enfin, la diversité des situations provinciales, souvent suggérée, aurait mérité de faire l'objet d'un rapport d'ensemble qui aille au-delà du seul problème, certes fort bien traité par C.-L. Foulon, de la prise et de l'exercice du pouvoir. Ainsi aurait-on évité de donner parfois le sentiment d'une analyse vue d'en haut, au niveau des dirigeants et des organisations.

Ces réserves sont mineures au regard de l'apport de l'ouvrage, et, à moins de dresser un catalogue ou un palmarès, on ne peut ici que mentionner nombre d'interventions et de communications de grand intérêt, qu'elles portent sur le régime de Vichy en 1944, la libération de la Corse, l'organisation de la Résistance, la démographie, l'intégration des F.F.I., l'épuration, le retour des prisonniers et déportés. On reviendra simplement sur deux thèmes majeurs : les problèmes politiques et l'attitude du parti communiste, la politique économique suivie à la libération. Incontestablement, le débat sur les intentions et le comportement des communistes est au cœur du colloque, au point que René Brouillet met justement en garde contre le jugement rétrospectif qui tend à présenter le parti communiste comme la force principale à la libération.

Il reste que Claude Bourdet, dans des observations rédigées après le colloque, dit la « véritable angoisse » ressentie par « beaucoup de résistants », au rang

desquels il se compte, devant le « poids accablant du P.C. et de ses amis » dans la direction de la Résistance à partir du début de 1944. Les communistes, conviés à la libération, des allusions trop brèves sur la querelle si souvent évoquée de l'A.M.G.O.T. et le projet d'administration militaire par les alliés des territoires libérés. Une note précise de René Massigli, adressée après la colloque, aborde du moins ce problème et rappelle que les accords de débarquement du 26 août 1944 ne sont, aux yeux de Washington, que des arrangements entre militaires. Les résistances américaines reposaient jusqu'au 23 octobre la reconnaissance du gouvernement provisoire. On pourrait, toujours au plan des lacunes, regretter aussi l'absence de tout développement sur l'attitude des Églises, comme sur la politique religieuse du gouvernement provisoire. Enfin, la diversité des situations provinciales, souvent suggérée, aurait mérité de faire l'objet d'un rapport d'ensemble qui aille au-delà du seul problème, certes fort bien traité par C.-L. Foulon, de la prise et de l'exercice du pouvoir. Ainsi aurait-on évité de donner parfois le sentiment d'une analyse vue d'en haut, au niveau des dirigeants et des organisations.

L'analyse de Maurice Agulhon va au-delà de la question. Elle met en évidence, à partir de 1944, de trois groupes. Maurice Thorez, à Moscou, auprès de Staline et des autres dirigeants internationaux, est favorable à une politique d'union nationale autour de de Gaulle, héros positif face aux Anglo-Saxons. Les communistes d'Alger, Billoux, Grenier, Marty, dont les impressions sont « négatives », acceptent « implicitement l'idée d'une rupture avec Staline ». Enfin le groupe de l'intérieur, avec Jacques Duclos, est plus proche des positions de Moscou que d'Alger. Au total, et malgré des « flottements » que l'historien, fort d'écarter après coup, tend parfois à sous-estimer, la ligne thorezienne l'emporte.

Dès lors, les institutions nées de la Résistance, Conseil national de la Résistance, comités départementaux et locaux de libération, devaient s'effacer devant les institutions de la République. « La lenteur à admettre cet effacement est sans doute, observe M. Agulhon, la mesure la plus exacte de la nostalgie de révolution immédiate qui a existé dans le parti dans les derniers mois de l'année 1944 ».

Le choix fait définitivement au printemps 1945 pour le néo-front populaire contre le néo-soviétisme ; Thorez et Duclos préférèrent « miser sur juin 1938 plutôt que sur août 1944 ». Leur sens politique se conduisit à reconnaître la force de l'« enracinement » de la démocratie républicaine classique dans les structures françaises », note M. Agulhon, bon connaisseur de la gauche et de la tradition républicaine.

Dans une réflexion lucide sur les problèmes politiques au lendemain de la libération, René Brouillet insiste sur l'échec des forces issues de la Résistance, et l'inévitable reconstitution des partis. La libération révéla « une formidable aspiration au renouvellement des hommes, des forces, des systèmes d'alliance ».

Mais les constantes et les clivages traditionnels reprirent bien vite le dessus. Encore ne faut-il pas conclure des l'automne 1945 au succès de la restauration et « projeter sur le passé les vues qu'inspire aux historiens la connaissance de la suite ». Le renouvellement du personnel politique à la première Constituante est considérable, près des trois quarts, tout comme, René Brouillet insiste justement, celui du haut personnel administratif. Mais les contraintes de tous ordres qui pesaient sur ces hommes nouveaux les conduisirent à retrouver la continuité et la tradition, dépassant l'« immense espérance » et l'aspiration à l'âge d'or dont Michel Debré redit l'intensité.

À propos de la politique économique en 1944-1945, Jean Bouvier marque fortement les contraintes de l'économie et les contradictions sociales qui délimitent le cadre au sein duquel sont prises les grandes décisions d'après guerre. Reprenant le mot de Georges Boris en 1949, il s'efforce d'expliquer l'absence d'« orthographe rigoureuse » en matière d'inflation. Une partie des socialistes et la totalité des communistes y sont hostiles. Les hausses simultanées des salaires et des prix satisfaisent pour un temps les partisans sociaux, dans une fuite en avant qui étouffe les conflits. L'opposition à la politique de Pierre Mendès France, et de son conseiller Georges Boris qui a médité sur la politique économique britannique de guerre, est hétérogène, du parti communiste au milieu patronal. Les partis de gauche et les syndicats n'étaient pas prêts à adopter une politique de rigueur dont les salaires feraient les frais.

En fait, et là encore le témoignage de Michel Debré dit la vérité du temps, le rationnel n'était pas possible et la politique préconisée par P. Mendès France se heurtait à un large consensus.

« La politique de confiance, c'est-à-dire de facilité », qu'il refusait, portait en elle l'évolution vers une économie mixte, mais de plus en plus néo-libérale. Dès lors, les nationalisations, même venues dans le court terme comme de « bruts » que ruptures », entraîneraient bien des déceptions. Aussi les réformes de 1946 étaient-elles ambiguës, qui mêlaient, observe encore J. Bouvier, anticapitalisme et planisme technocratique, et n'apportaient pas de solution nouvelle au problème du pouvoir dans l'entreprise, la société et l'État.

L'université de Lille-III avait organisé, les 2 et 3 novembre 1974, un colloque sur la « libération du Nord et du Pas-de-Calais 1944-1945 ». Deux fascicules de la Revue du Nord (2) donnent les actes de ce colloque, qui, lui aussi, associe des historiens, personnalités politiques, responsables syndicaux, « résistants de base ». Quatre thèmes furent abordés : la libération, la communauté polonaise et la seconde guerre mondiale, sujet considérable dont l'examen associe heureusement historiens vivant en Pologne et émigrés, les problèmes politiques, enfin les problèmes économiques et sociaux.

L'analyse des forces politiques, menée jusqu'à 1947, fait place, à côté du parti communiste, au parti socialiste et au M.R.P., qui n'étaient guère évoqués au colloque parisien. Les interventions des témoins, Francis-Louis Closon, qui fut commissaire de la République à Lille, Augustin Laurent, Marcel Paul, revêtent bien souvent une portée nationale, tout comme les documents publiés en annexe, ainsi que le procès-verbal des premières conversations tripartites entre les partis le 23 janvier 1948, après le départ du général de Gaulle. L'originalité de la région du Nord, ses traditions politiques, les problèmes posés par la reconstruction et par la nationalisation des Houillères, dont E. Dejonghe retrace utilement l'histoire de 1944 à 1947, suffisent à démontrer l'intérêt d'une publication parmi les plus remarquables de celles qui sont nées du trentième anniversaire de la libération.

(1) La Libération de la France, actes du colloque international tenu à Paris du 18 au 31 octobre 1974, Comité d'histoire de la seconde guerre mondiale, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, 1975, 1064 pages.
(2) Actes du Colloque Libération Nord-Pas-de-Calais des 2 et 3 novembre 1974, Revue du Nord, fascicules 207 et 208, octobre-décembre 1975, p. 341 à 380.

A propos de la leçon inaugurale de Roland Barthes

Langue, pouvoir et responsabilité intellectuelle

L'UNE des caractéristiques de l'avant-garde intellectuelle parisienne, qui frappe beaucoup d'universitaires étrangers — et même provinciaux — est une politisation teintée de terrorisme et de masochisme. Si elle ne ruine nullement une originalité indéniable, elle laisse peser une équivoque sur le sens des responsabilités de ses représentants. Les contradictions abondent entre l'engagement politique et la glorification du jeu, entre la dénonciation de tous les pouvoirs et l'influence — puissante — qu'ils ne manquent pas d'exercer dans certains milieux. En critiquant la notion d'auteur au bénéfice de celle d'« opérateur d'échec », leurs noms n'en restent pas moins célèbres et célébrés grâce aux immenses moyens de diffusion de la société contemporaine. Montrant-ils dès lors assez clairement les méfaits d'un pouvoir qu'ils veulent dissocier ? Et peuvent-ils, sans se déconsidérer, y inclure un langage qui est leur raison et leur manière d'être ?

Ainsi, l'originalité du principal planifier de la sémiologie française (1) pourrait-elle consister à dénoncer tout pouvoir et à diluer toute responsabilité dans une crise culturelle, où le diagnostic dispenserait d'une quelconque « réaction » personnelle ? Ce serait alors le « bouquet » d'un feu d'artifice sans lendemain. Combien de surenchères anarcho-sartristes ne visent-elles point à intimider tout le monde, en croyant décaler du terrorisme partout — du côté de l'ordre établi ! Curieux jeu qui, de façon exemplaire, soit la branche (la langue) sur laquelle on est assis et au moyen de laquelle a été acquiescée une notoriété dont la cérémonie-bilan-programme (de la leçon inaugurale de la chaire de sémiologie littéraire au Collège de France) devait attirer de légitimes applaudissements. Attaquer les pouvoirs, même celui de la langue, à un moment où tout est déclaré combat — qu'on ne saurait vouloir inefficace, — n'est-ce pas se prêter sur un plan plus radical à l'argument opposé à la raison des sceptiques : comment nier ou obliterer le pouvoir qui permet seul d'agir contre les pouvoirs ? Or on se méprend pas sur le point précis où le bat blesse. Que la langue soit politique de part en part, n'en doutez pas que ceux qui continuent à en faire la fonction unique d'un homme éternel, en vérité, instrument à éclipser par une analyse purement formelle. Cependant, il y a des couches anthropologiques où la politisation est peut-être un leurre ou

un alibi. La langue comme « pouvoir-dire » transcende bien des colusions et suspensions d'ordre politique, parce qu'elle est en deçà de divagations et de luttes socio-historiques. C'est la confusion entre l'en deçà linguistique et le social, en prêtant aux contraintes mécaniques de la langue le masque de l'ordre éternellement terrifiant du discours, qui incite à l'enthousiasme barthésien : « La langue n'est ni réactionnaire ni progressiste, elle est tout simplement fasciste », contre lequel le présent propos a voulu s'inscrire en faux.

Ici aussi il faut savoir s'arrêter, ne pas croire qu'un pas de plus dans l'audace provocatrice fera progresser le savoir, fût-ce comme savoir, ou susciter une salutaire émancipation. Car c'est au niveau du discours pris en main par des hommes, sous l'égide d'un État répressif, que le fascisme subvertit le langage — sans qu'on puisse en toute rigueur soutenir que le langage porte déjà en lui du fascisme. Proclamer que la langue est fasciste bloque tous les problèmes en niant conjointement homme, institution et système. En réalité, — dans un premier moment, le fascisme oblige les hommes à se taire ; — dans un second moment, il les oblige à dire ce qu'ils souhaitent ne pas dire ; notamment répéter des formules plus ou moins mystificatrices à la gloire du régime ou du chef, dispensant toujours davantage de penser ; — dans un dernier moment, il les oblige souvent à crier sous la torture — régression en deçà du langage articulé — et, à la limite, à mél. — à l'inverse de ce que nous animal — par dérision, comme on l'a signalé dans certains camps nazis.

Quant à la langue, à n'importe quelle langue — silence lourd de toutes les significations, qu'elle permet — à l'inverse de ce que R. Barthes a cru pouvoir avancer, elle n'oblige nullement à dire quoi que ce soit : elle empêche seulement de dire n'importe quoi, n'importe comment — toutes les divagations anarcho-sartristes et dénuées de sens, auxquelles on était plus sensible lorsque la réhabilitation de la folie n'avait pas encouragé tant d'excès, d'attente à la rigueur, voire d'impostures. Quelle contrainte, en vérité, déplorera-t-on à ne pas pouvoir dire en français — sous peine de ridicule, non d'intellectuellement d'ailleurs — « chahut la misère dont vain » ?

Quel heureux dé-pouvoir — que l'on nous vante — nous y encourageait ? Quelle émancipation réaliserait-on à généraliser un langage édicté, dont usent à leurs risques et périls et pour l'éventuel plaisir de leurs lecteurs certains écrivains et poètes d'avant-garde moins « magistral » que le grand sémiologue, maître exemplaire, fût-ce malgré lui ? Et celui-ci, comme M. Foucault il y a cinq ans, aurait-il réussi sa brillante leçon inaugurale s'il n'avait pas assumé le même code que ces illustres collègues et amis venus l'entendre et l'applaudir ? Si personne ne semble avoir été déçu, n'est-ce pas qu'il avait parlé pour dire quelque chose ? Discours alisé, familier, bien à lui, qui avait le « pouvoir » d'être accueilli par les détentés du pouvoir intellectuel présents dans la salle (comme l'a noté le chroniqueur du Monde daté 8-10 janvier) ; loin de condamner des gens sans pouvoir, même linguistiques, avec qui l'on aurait pu parler pour ne rien dire ! La seule faiblesse — démission devant un pouvoir légitime et impérial : celui de viser et d'assumer le sens — n'est-elle pas été de ne pas « broncher », de ne pas réagir, fût-ce en protestant au temps à l'endroit de la caractérisation complaisante et par là plus confuse qu'on ne croit, de la langue comme structure fasciste ?

Toutes les langues du monde sont à leur manière des « pouvoir-dire », sans lesquelles l'homme ne serait pas au monde, mais comme un être créateur dans un milieu mouvant parcourent de congénères. Puisse-t-elles demeurer les garantes d'échanges interhumains échappant à l'impulsion, au déclinisme ou au chaos ! Car Babel reste sans doute un symbole-clé : ne pas avoir, démographiquement, honte de la distinction — et de la clarté — pour ne pas avoir à sombrer dans la confusion.

Savoir jouer — et jouer, — n'est pas, par ailleurs, n'est pas le moindre mérite d'une avant-garde intellectuelle qui se réclame de Nietzsche. Mais la vérité ne saurait en faire les frais. Si la sémiologie ne remonte pas aux fondements de sa vénération, faute d'y croire, certes, tout lui deviendrait permis. Mais quelle audience, quelle confiance lui demeurerait acquiesces ?

ANDRÉ JACOB
(Agrégé de philosophie, docteur ès lettres.)

(1) Voir le Monde daté 8-10 janvier 1977.

PORTRAIT

LE VIEIL HOMME ET LA VIE

(Suite de la page 17.)

— Et ça, m'interrompt-il ! Un fait très divers je ne le nie pas : « Un malade moribond par des rats à l'hôpital qui meurt quelques jours après ». Méditerranée, n'est-ce pas ? Et ça ! Et ça ? « Embellie-t-il : Sandrine, quatre ans, Séverine, deux ans, sont mortes de froid à Chantilly... » Un jeune homme meurt de faim à Grenoble... « Le quart-monde ! Mais dans un pays où l'on voit des yachts dans tous les ports, où l'« éminent spécialiste » perçoit en trois cent cinquante-cinq jours ce que l'agami débourrant de l'hôpital où il arrive ne gagne qu'en quarante-cinq ans ! Un pays où un jeune industriel sans compétence particulière peut léguer à un ami de passage quelques 30 millions de francs, comme d'autres vus laissent une montre, une nation où un patron dont le compteable lila avec 8 millions de francs en est si peu gêné qu'il ne porte pas plainte : un vieil, enfin, où l'on peut acheter un journal comme une boîte d'allumettes, et où, un premier ministre, entre en France à la seule idée d'imposer la torture au même titre que le travail, suivi, si est vrai, d'une solide majorité de députés... »

L'ex-professeur en gilet de collier : « Vous voyez, quand l'odeur le dispute au ridicule, il n'y a plus de limites à la monnaie de l'humanité. Et finalement, comparativement aux morts de laim ou de froid français, l'O.S. est mort comme le monde en fait, toutes les viles secondes, qu'un geste, à raison de plus de mille à l'heure, pareil privilégié. De même que les vieillards, que les bons Français confient à l'hôpital en partant en vacances et « oublient », de reprendre : Mais que dire de l'infirmité du Nouveau qui dicte : « Si j'avais gardé toute mes dents, j'en aurais vingt et un... » ? Incroyable, n'est-ce pas ? Mais c'est la France, c'est aussi la France ! Et

que penser des jeunes assassins d'une vieille dame qui, après l'avoir prostrée agonisante, risquent à l'audience : « Elle était dure à tuer ? Cas isolé ? Non ! J'en ai des centaines de cas faits divers en portefeuille. La réalité est devenue une chose inacceptable. Masterlink avait raison : « Si j'étais Dieu, dis-je, j'aurais honte d'avoir créé les hommes... »

Terrain brûlant. Sans répondre à mon interlocuteur, je ramasse un journal. Mai m'en prend ! « L'assassin de Bordeaux », y lit-on, se poignardant l'unique amour de sa vie... comme il avait supprimé sa première amie, il y a neuf ans... « Je n'invente rien, gronde mon hôte. L'ignominie, l'incroyable ! Vous écoutez ! C'est trop facile de prendre le monde en flagrant délit. Une chance qu'on lise les journaux si vite ! Si nous étions lucides, instantanément, l'horreur de ce qui nous entoure nous paralyserait ! Ignorez quand on s'est demandé si la terre n'était pas l'enfer de quelque autre planète ! Si c'était vrai ? »

— Tellement romanesque !

La camaraderie des dieux morts

Vexé, il reprend une liasse pour me mettre sous le nez un nouveau « fait » : « L'un d'eux, il-on, âgé de dix-sept ans, armé d'un couteau de boucher avait déjà attaqué dimanche une femme à la Fourche ». Il avait été appréhendé le lendemain pour une agression similaire et mis en liberté après quelques jours de détention... « Hein ! triomphe le rétrograde, quand la société flote sur son propre fléau ! »

Aux réaménagements de la réalité, mon vieil ami n'est plus capable de répondre que par d'autres réaménagements. On le dit pessimiste, misanthrope. Pour

ses voisins, ce n'est qu'un petit vieux. Pour les « jeunes », un vieux « croûton ». Il n'en a cure. Il se sent plus homme qu'un croûton, avec les saints et les criminels. Il a une commune horreur celle d'être homme, justement, hic et nunc. Toute sa vie, il a souffert de voir son existence dominer par la bêtise : la sienne, celle des autres. Savoir qu'un animal va le monde et qu'il ne va pas bien. L'irrité. Il hall trop l'absurdité pour aimer la vie d'aujourd'hui. Au-delà des faits prétendus divers, c'est le monde de demain qu'il tente d'entrevoir. Il n'en a pas de plaisir.

— Comment tout cela finira-t-il ?

— Peut-être que ça ne finira ni bien ni mal, que l'homme même ne finira pas.

— Et ça sera sa punition ? L'idée lui plaît. Ah ! Je regretterai d'avoir à quitter ce bailli de tous qu'on nomme la Terre. J'aurais aimé voir la suite.

— Les futurologues disent...

— Les... ! Il éclate. Ne me portez pas de ces bric-à-brac ! Il n'est rien de si évanescent que de criser du pétrole, chômage mondial... Ils sont toujours tombés de leurs nués. Un détail : savez-vous combien de pommes on a envoyées à la décharge l'année dernière en Europe ? Huit milliards ! Les économistes n'avaient pas prévu que les pommes donnaient des pommes. Alors qu'un tiers de l'humanité meurt de faim, quand un tiers meurt de suralimentation, il est vrai. Tout se tient ! Nous pâtissons dans l'absurde.

— L'ordinateur a déçu, dis-je, un peu au jugé, pour le calmer.

— Le désordre n'est-il qu'une machine à ne pas penser ? L'appareil à traiter les faits humains comme des choses. Une infirmité a tenté de se suicider à Nancy. Pourquoi ? L'ordinateur lui refusait sa punition. Par erreur. Ce n'est qu'un début. Tous les désespoirs sont permis. Je sais que certains leuons ne voient plus le monde que comme une poubelle qui flotte dans l'espace. On-lis si tort ?

— Les hommes, disaient votre ami Nietzsche, deviendront plus habiles et plus rusés mais ils ne seront plus heureux ni plus forts dans l'action...

Au nom de celui qui fut son idole, le vieil ami se redresse plus à l'aise dans la camaraderie des dieux morts que dans la triste réalité. Il a toujours vécu dans une île.



DEPUIS 100 ANS
toutes marques
neufs et d'occasion
Larges facilités de paiement

LABROUSSE

41 bis, bd des Balligolles, 387.50.34 - 221, Pdg-Saint-Honoré, 622.13.55
33, rue de Rivoli, 272.91.24 - 101, av. du Général-Leclerc, 540.90.90

LOISIRS

Chiz

Il y a cinquante ans, le 23 janvier 1927, le Comité d'histoire de la seconde guerre mondiale a organisé, les 2 et 3 novembre 1974, un colloque sur la « libération du Nord et du Pas-de-Calais 1944-1945 ». Deux fascicules de la Revue du Nord (2) donnent les actes de ce colloque, qui, lui aussi, associe des historiens, personnalités politiques, responsables syndicaux, « résistants de base ». Quatre thèmes furent abordés : la libération, la communauté polonaise et la seconde guerre mondiale, sujet considérable dont l'examen associe heureusement historiens vivant en Pologne et émigrés, les problèmes politiques, enfin les problèmes économiques et sociaux.

L'université de Lille-III avait organisé, les 2 et 3 novembre 1974, un colloque sur la « libération du Nord et du Pas-de-Calais 1944-1945 ». Deux fascicules de la Revue du Nord (2) donnent les actes de ce colloque, qui, lui aussi, associe des historiens, personnalités politiques, responsables syndicaux, « résistants de base ». Quatre thèmes furent abordés : la libération, la communauté polonaise et la seconde guerre mondiale, sujet considérable dont l'examen associe heureusement historiens vivant en Pologne et émigrés, les problèmes politiques, enfin les problèmes économiques et sociaux.

L'analyse des forces politiques, menée jusqu'à 1947, fait place, à côté du parti communiste, au parti socialiste et au M.R.P., qui n'étaient guère évoqués au colloque parisien. Les interventions des témoins, Francis-Louis Closon, qui fut commissaire de la République à Lille, Augustin Laurent, Marcel Paul, revêtent bien souvent une portée nationale, tout comme les documents publiés en annexe, ainsi que le procès-verbal des premières conversations tripartites entre les partis le 23 janvier 1948, après le départ du général de Gaulle. L'originalité de la région du Nord, ses traditions politiques, les problèmes posés par la reconstruction et par la nationalisation des Houillères, dont E. Dejonghe retrace utilement l'histoire de 1944 à 1947, suffisent à démontrer l'intérêt d'une publication parmi les plus remarquables de celles qui sont nées du trentième anniversaire de la libération.

(1) La Libération de la France, actes du colloque international tenu à Paris du 18 au 31 octobre 1974, Comité d'histoire de la seconde guerre mondiale, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, 1975, 1064 pages.
(2) Actes du Colloque Libération Nord-Pas-de-Calais des 2 et 3 novembre 1974, Revue du Nord, fascicules 207 et 208, octobre-décembre 1975, p. 341 à 380.

POINT DE VUE

AVENUE RESTE

grave : certaines conditions autorisent l'implémentation de tables calébrées sur de petites tables. Si l'on interroge les responsables, les vœux divers de ces derniers apparaissent. L'après-midi, les communistes ont leur contribution au bilan de la commune est bien faible, rapport à leurs engagements en matière de voirie, ramassage ordures et équipements. L'espace agricole est de plus en plus mangé : c'est une évidence. Aussi les rivalités de groupes de personnes s'avivent. Les auteurs dynamiques et productifs ont le regard triste. Ils se profondément voir mettre à l'échec, pour de moins en moins.

Pourquoi ne pas imposer POG à ces communes ? Cet traitement juridique, qui permettrait sans doute de mettre au d'ordre, pousse peut-être de l'âge aux discordes que l'analyse actuelle, dont il est vrai, le monde n'est pas conscient, voudrait faire part de déclarations maintes et maintes entendues au sujet des POG. première est que les POG sont justes : certaines propriétés se trouvent dans des zones à bâtir ; en revanche, l'analyse pu économiser dans le passé acheter quelques fermes, mais leur maison ; du fait qu'ils ont le droit de bâtir dans des zones réservées à l'agriculture, ils pourraient, jadis, lire et leurs terrains.

La seconde est que les communes font de moins en moins.

La Tunisie! Nous y sommes nés. Aussi sommes-nous les mieux placés pour vous en parler et pour vous la faire découvrir.

TUNISIE CONTACT

OU

des vacances en Tunisie préparées par des gens du pays

LA TUNISIE : UNE TERRE DES HOMMES

Pour une documentation gratuite, retournez ce bon à :

TUNISIE CONTACT

30, rue de Richelieu - 75001 Paris - 294.02.05

TOURISME

Chizé, zoo modèle

LES six cent cinquante pensionnaires du zoo de la forêt de Chizé (Deux-Sèvres) ont eu, comme tout le monde, leur cadeau de fin d'année. En l'occurrence, la visite de M. Vincent Ansquer, ministre de la qualité de la vie, qui, le mardi 23 décembre, a parcouru les sentiers adossés à la forêt. Le ministre a exprimé sa satisfaction : elle n'était pas feinte.

Ouvert depuis trois ans, le zoo de Chizé s'étend sur 25 hectares au centre même du vaste massif domaniale de Chizé, qui couvre 400 hectares. Un cadre de qualité, qui est aussi parfaitement adapté, puisque les animaux présents ici appartiennent exclusivement à la faune européenne. Celle qui, justement, est la moins connue, puisqu'on ne la produit point dans les cirques et qu'elle est dédaignée par les zoos classiques.

Il n'est pas courant de pouvoir admirer un couple de chats sauvages, une famille de lynx, des blons d'Europe ou des tépals, ces rouspés de la préhistoire équestre qui vivent encore en Pologne. Comme il est rare de voir galoper en quasi-liberté, à quelques mètres, une harde de corbis ou une portée de sangliers.

Car au zoo de Chizé la tech-

nique de présentation des animaux est tout à fait remarquable. On y a systématiquement éliminé les grillages, les cages, les enclos resserrés ou les bêtes tournent en rond comme des condamnés. Des fossés tiennent lieu d'obstacle et l'espace est largement dispensé. Pour apercevoir les espèces les plus discrètes, comme les hérissons — ils ne sortent que la nuit, — on a construit des terriers vitrés. Bien entendu, des fiches fort explicites placent aux bons endroits les chargés des présentations. Les visiteurs ne boudent pas leur plaisir : bien que le

parc soit à l'écart des grands itinéraires et loin des villes importantes, on a compté soixante mille entrées en 1976. Et leur chiffre s'accroît sans cesse. Ce zoo modèle l'est encore à un autre point de vue : il n'est pas le fruit d'une entreprise commerciale, mais le résultat d'une heureuse convergence d'efforts publics. L'Etat a offert un peu de forêt, le conseil général des Deux-Sèvres 650 000 francs d'investissement, et une association — où les naturalistes figurent en nombre — se charge de la gestion. Chizé équilibre son budget sans aide extérieure,

remarquable — de Mulhouse. Les mornes « prisons pour bêtes » devraient donc disparaître avant longtemps. Les parcs animaliers de demain n'auront tout de même pas les atouts de celui de Chizé. Car à côté de celui-ci on trouve une réserve nationale de chasse et le Centre d'étude biologique des animaux sauvages (CEBAS), une antenne du C.N.R.S. L'une et l'autre se sont installées sous les frondaisons et dans les bâtiments qui abritaient autrefois un dépôt de munitions de l'armée américaine. Deux mille six cents hectares de forêt avaient été entièrement cédés à un grillage haut de 8 mètres par les G.I. Une aubaine ! La réserve que l'Office national de la chasse y a créée est une sorte d'usine à chevreuils.

Douze cents bêtes y ont déjà été reprises au filet, en douceur. Diment examinées et marquées, puis placées dans des cages de voyage, elles vont repaître dans les parcs de la région. Grâce à ces transferts de gibier, mais également à des limitations du droit de tuer, l'Office national de la chasse réussit maintenant à gérer rationnellement le cheptel des chevreuils français. Celui-ci, malgré les prélèvements des

chasseurs, augmente de vingt mille unités par an. Voilà une bonne nouvelle pour les promeneurs. Nous reverrons demain de libres animaux en forêt.

Quant au centre d'étude des animaux sauvages, il est unique au monde. Une cinquantaine de chercheurs s'y emploient à mettre au jour les comportements les plus secrets de la gent sauvage. Des caméras de télévision, disposées en sous-bois, des photos aériennes et, surtout, des postes émetteurs placés au cou des chevreuils et même des buses permettant de connaître minute après minute, et sur une année entière, l'emploi du temps de ces animaux. Les résultats de ces « indiscrétions » étonnent les naturalistes du monde entier.

Un regret cependant. Pourquoi les activités de la réserve nationale et du centre d'études ne sont-elles pas présentées aux visiteurs du zoo ? Elles feraient de Chizé le rendez-vous de tous ceux qui passionnent la vie animale.

MARC AMBROISE-RENDU.

Une sorte d'usine à chevreuils

Le parc animalier constitue pour la région un équipement pédagogique et touristique non négligeable. Deux restaurants se sont installés à proximité et toute une vie locale est en train de ressusciter. Voilà qui valet bien avec la visite d'un ministre. D'autant que les services de l'environnement comptent publier au cours du premier trimestre 1977 plusieurs décrets réglementant le « bon usage » des zoos. Ceux-ci, au nombre de deux cents en France, repèrent bon an mal an vingt-deux millions de visiteurs. Quant un phé-

nomène atteint une telle dimension il n'est guère possible de laisser faire n'importe quel parc d'importation. Le souci des pouvoirs publics n'est plus seulement une source de profit ou d'amusement. Ils doivent avant tout des conservatoires de la faune sauvage, des laboratoires d'observation et des lieux d'initiation à la nature. A ce titre le ministère de la qualité de la vie finance une expérience de présentation « pédagogique » des animaux avec le zoo — déta-

POINT DE VUE

LA VENDÉE RESTE A VENDRE...

C'EST un lieu commun que souligner l'invasion du front de mer par la pierre. Il faut bien hélas le reconnaître : elle déferle chaque année ! Mais, de grâce, pourvu qu'elle ne s'installe pas en architecture urbaine de style H.L.M. ? Pourquoi ne pas construire des immeubles inspirés du style poitevin ? Pourquoi toujours édifier en longueur ce qui mange davantage de dunes, formations naturelles qui deviendront un jour assez rares ? Comment se fait-il qu'une forêt domaniale soit amputée pour favoriser la construction de pavillons ?

Alors, soyons optimistes : la côte de Monts n'est pas encore saccagée : de nombreuses forêts de pins subsistent ; la construction pavillonnaire anarchique ne prolifère pas encore. Mais il est légitime de s'inquiéter des projets de certains groupes dirigeants locaux. On réclame, par exemple, la poursuite de la fameuse route littorale, dite « route bleue », à partir de Saint-Jeu vers la côte de Monts. Or est la considération pour la beauté naturelle des marais, des forêts et des dunes ?

Ce sont cependant les problèmes de l'arrière-pays qui semblent les plus préoccupants. En se promenant au hasard des routes départementales ou des chemins vicinaux, on constate l'incroyable multiplication des constructions dispersées. Des « villas » en dur s'édifient n'importe où. Plus

grave : certaines municipalités autorisent l'implantation de véritables cabanons sur de petits terrains.

Si l'on interroge les responsables communaux, ils vous diront que tous ces estivants apportent de l'argent aux communes. Bien sûr ! Mais leur contribution au budget de la commune est bien faible par rapport à leurs exigences en matière de voirie, ramassage des ordures et équipements.

L'espace agricole est de plus en plus mangé : c'est une évidence. Aussi les rivalités de groupes et de personnes s'avivent. Les agriculteurs dynamiques et productifs ont le regard triste. Ils aiment profondément leur métier et ils pourront de moins en moins l'exercer.

Pourquoi ne pas imposer des POS à ces communes ? Cet instrument juridique, qui permettrait sans doute de mettre un peu d'ordre, pousse peut-être davantage aux discordes que l'anarchie actuelle, dont il est vrai, tout le monde n'est pas conscient. Je voudrais faire part de deux réflexions malicieuses et maladroites : la première est que les POS sont injustes : certains propriétaires vont se trouver dans des zones à construire devenant riches sans travailler ; en revanche, d'autres ont pu économiser dans le passé pour acheter quelques terres autour de leur maison ; du fait du zonage, ils vont se trouver dans des secteurs réservés à l'agriculture et ne pourront jamais tirer profit de leurs terrains. La seconde est que les responsables font preuve d'hypocrisie.

L'exemple est local et très précis. Le maire d'une commune vendéenne se veut très moderne : il s'inspire par ses idées d'urbanisme, pousse les particuliers à respecter le style régional dans leurs constructions et donne l'exemple dans les réalisations communales ; un projet de POS est lancé sur sa commune. Mais à côté de cette façade agréable, le même personnage fait ériger une imposante maison au cœur d'une zone rurale sur le territoire d'une commune voisine.

En conclusion, je crois qu'il est essentiel d'appliquer les mesures de préservation de l'espace agricole et naturel et peut-être de les renforcer. D'autre part, la profession agricole mérite d'être révalorisée. De plus en plus, certains urbains considèrent la campagne comme leur bien : tout ce qui y pousse leur appartient, et l'agriculteur doit respecter le sommeil du citadin qui se prolonge fort tard dans la matinée, etc. Une fraction non négligeable de gens veulent tuer l'agriculture. Sans paysans, la France ne sera plus elle-même.

HENRI TESSIER.

Notes.

(Lire d'autre part l'article sur Les Sables-d'Olonne, en page 15.)

Rumeurs au Grau-du-Roi

Histoire peu commune que celle de la naissance d'un village liée à la naissance même de la terre qui le portera. Ce village, à l'extrémité occidentale du rivage de la Camargue, est celui du Grau-du-Roi. Aujourd'hui actif port de pêche et de plaisance, autrefois humble hameau de cabanes, né il y a près de quatre cents ans sur les sables alluvionnaires que les courants marins venaient à peine d'anéantir au rivage. Voici son histoire exhumée des archives et recueillie de la bouche de ses derniers témoins, chantée en cent vingt pages d'un livre abondamment illustré.

La formation tourmentée du littoral lagunaire est à l'image des épreuves que les hommes durent constamment y affronter : sables redoublés, terres instables, eaux combées, vents impétueux, inondations, naufrages, piraterie... En dépit de multiples obstacles, la

vie s'y fit, difficilement entretenue par une activité de pêche à peu près exclusive, mais étonnamment diversifiée. Longtemps le village vécut à l'écart du monde et de la civilisation, mais les siècles splendides. Mais l'invasion touristique et l'évolution des techniques viennent, en quelques années, d'en bouleverser les structures. Le mode d'existence, le cadre de vie s'écroulent.

Ce livre est non seulement un témoignage historique solidement documenté, mais aussi, et d'abord, peut-être, célébration de l'eau — lacustre ou marine, — évocation d'une fraternité ressuscitée avec nostalgie, hymne à la beauté dont les mensonges de nos journaux aggravent la résonance. — R. M.

Le Grau-du-Roi, par Alain Albert, sous la direction de M. Albert. Mortier. (18 F. franco de port, G.D.F. 330-64 Montpellier.)

— Télécinéma à l'Orly-Hilton. — La direction de l'hôtel Orly-Hilton a mis en place la première réalisation d'un plan dont l'objectif est de mieux répondre aux exigences de sa clientèle : le télécinéma. Outre les émissions régulières des trois chaînes de la télévision nationale, un film long métrage couleur est programmé gratuitement chaque jour entre 19 h. 30 et 2 heures du matin. Entre les films est présenté le programme « Paris Video Show », magazine consacré aux spectacles de la capitale.

réalisé par la société Hotel Film International.

Cette diffusion, qui se fait sur le récepteur de chaque chambre, est opérée à partir d'une régulation équipée de lecteurs de vidéo-cassettes Sony adaptés au procédé Secam.

— ERRATUM. — Le chiffre de 160 millions de francs que nous avons attribué au bénéfice brut du Casino de Monte-Carlo (le Monde du 25 décembre) était inexact. Les recettes du Casino S.B.M. pour le dernier exercice se sont, en effet, élevées à 105 878 368 francs, chiffre qui, sans être négligeable pour placer le Casino de Monte-Carlo en tête des casinos européens.

exceptionnel la chine: canton

3 croisières avec escales à Canton, Singapour, Hong Kong, Bangkok, à bord du Rasa Sayang

Départ de Paris le 11 mars 1977 14, 18 ou 19 jours de 7250 F à 12 650 F

Date limite des inscriptions: 11 février 77

Renseignements et inscriptions auprès de toutes les Agences de voyages

Jet tours - croise east

52 WEEK ENDS

PROPOSES PAR

Le Monde

les guides bleus

à partir de partout en France...

Un guide pour des excursions à partir de Paris et des principales métropoles régionales. Les souvenirs historiques, les curiosités monumentales, les thèmes littéraires et artistiques, les plaisirs de la table, en un mot les meilleurs Week-ends proposés par « Le Monde » dans ses pages touristiques pour une découverte raffinée et approfondie de la France.

192 pages / 25 cartes 25 F

HACHETTE

La Tunisie! Nous y sommes nés. Aussi sommes-nous les mieux placés pour vous en parler et pour vous la faire découvrir.

TUNISIE CONTACT

OU

des vacances en Tunisie préparées par des gens du pays

LA TUNISIE : UNE TERRE DES HOMMES

Pour une documentation gratuite, retournez ce bon à :

TUNISIE CONTACT

30, rue de Richelieu - 75001 Paris - 296-02-23

Nom: _____

Adresse: _____

UNIT LCA 681

si vous voulez partir en INDE

Nous vous suggérons 3 voyages exceptionnels

INDE DU SUD ET CEYLAN INDE MYSTERIEUSE ET CEYLAN INDE - NEPAL

à prix forfaitaires (avion - guide-accompagnateur - hôtel 1^{re} catégorie)

un exemple de nos prix :

INDE - NEPAL 6550 F pour 17 jours

le tourisme français

86, rue de la Victoire 75428 Paris - Tél. 280.57.80

32, avenue de la République 75016 Paris - Tél. 280.67.80 poste 244

107, rue de la Glacière 75013 Paris - Tél. 337.85.82

14, avenue de Villiers 75017 Paris - Tél. 227.82.18

122, avenue de la République 93400 Saint-Denis - Tél. 283.67.80 poste 280

CAEN, BREUX, LE HAVRE, LILLE, ROUBAIX, NANTES, TOURNAI, BRUXELLES

5 PASSAGERS GRATUITS PAR VOITURE

Pour l'Angleterre prenez l'Hoverlloyd

Partir de **140 F**

Encore moins cher que cet été

Calais-Ramsgate

- jusqu'à 6 vols par jour
- 40 minutes de traversée
- formalités accélérées à l'Hoverport
- autoroute directe jusqu'à Londres

HOVERLLOYD

Brochures, horaires et réservations:

Agences de voyages ou Hoverlloyd

Paris: 723.73.05 - Calais: 34.67.10

Bruxelles: 219.02.25

Desire recevoir gratuitement une brochure HOVERLLOYD.

A retourner à Hoverlloyd

Hoverport International - 6206 Calais


Mode

LES COLLECTIONS DE PRINTEMPS

LECTURES DE SC

Deux temps tous temps

THE
NEW
WORLD
OF
THE
WORLD



40, rue La Boétie, Paris 8^e - 44, rue du Dragon, Paris 6^e

هكذا من الأصل

Plaisirs de la table

LECTURES DE SOMMELIERS

C'EST un livre que celui de Raymond Dumas, *La Mort du vin* (Stock, 1976, 190 pages, 120 F.). Passionné, passionné, un peu fouillis. On y apprend que la première mise en bouteille au château est de 1797, au château Lafite, et due aux exigences des acheteurs anglais. On y lit que le vin est au niveau de son pays et que, à l'étranger, on le vend, d'entre en Espagne. On y apprend qu'il n'est pas d'accord avec l'auteur sur l'origine orientale de la vigne et sur les petits vins de pays. On conclut avec lui que le vin (le bon) peut être un remède à l'alcoolisme (« Si l'alcoolisme est un fléau, quel nom donner au tiers ? »).

En même temps n'arrive, de M. Max Lègèze (directeur de la station œnologique de Beaune), une initiation à la dégustation des grands vins (éditions Divo, Lausanne). Ouvrage extrêmement sévère peut-être pour le néophyte, mais bien utile à tous. Je voudrais signaler surtout le dernier chapitre : la dégustation à table. « Attendez-vous », dit l'auteur, que je vous livre le texte des vins qui doivent accompagner tel ou tel plat ! Parbleu ! Pas plus que de respecter les usages des précieux du vin, comme par exemple l'affirmation que l'on doit passer du blanc au rouge ! C'est, dit Max Lègèze, « de la pure superstition bourgeoise et mondaine ». Oui, ce chapitre est passionnant parce qu'il bouleverse les idées reçues. Regardez, trop souvent des pseudo-gastronomes et même des sommeliers !

Dernier ouvrage enfin, le *Livre du vin* de Michel Doras (éditions De Vecchi), qui se termine par un tableau des accords des vins

et des mets ! Cela ferait sourire Max Lègèze, certes. Tel quel, cet ouvrage sera utile à consulter pour les vins de France. Et moi-même, j'y lis que l'appellation côtes de Bergerac est réservée uniquement aux vins blancs, tandis que celle de Bergerac s'accorde aux rouges. Ces rouges dont Michel Doras, avec un peu d'ironie acide, dit : « ils sont honorés d'appartenir à la catégorie supérieure des A.O.C., la région est inexistante ».

Viticulture sans chimie

Or, justement, je viens de « tester » un rouge de Bergerac « Château du Chayon » dont l'étiquette porte la mention « côtes de Bergerac ». Qui croire ? Ce vin mis en bouteille au château du comte de Bergeron, le propriétaire, n'est pas intéressant, un peu tannique, un peu dur (ce qui n'est pas pour moi un défaut), supérieur en tout cas à ces vins « arrangés » pour être, au supposé goût du client, coulés, (M. de Bergeron, de Pomport, 24).

Puisque j'en suis au vin dans le verre, je dois dire que j'ai reçu une lettre de reproches. M. Charlin, à propos de mon écho sur les beaunois primaires abominables, estime que j'ai crié « haro » sur le vigneron chaptalisé, que ce sont les négociants qui sont coupables et qu'enfin il connaît un moulin-à-vent ? « remarquable ». Ce sont là reproches « à côté ». J'ai trop souvent averti le lecteur des trafics du négoce (mais la taxation au degré et l'INAO ne sont-ils pas aussi responsables ?) pour les mériter. Non plus je n'ai accusé les « crus » de beaunois.

« Et tenez, je viens de boire à l'Auberge de l'Argout (où la cuisine est de plus en plus savoureuse et les lecteurs satisfaits — 27, avenue de la République, 57-58-59-60, tél. 589-17-06) un beaunois 1974 bien intéressant. Il est mis en bouteille par son propriétaire-vigneron M. René Basse-Platière à Lucenay (Rhône). Ce dernier, membre de Nature et Progrès, cultive ses vignes sans engrais chimiques, sans pesticides organiques de synthèse, sans désherbants chimiques. Cela fera sourire tel ami de la chaptalisation à outrance, mais réconciliera avec le beaunois.

LA REYNIERE.

GOUTÉ Foies « bloc »

LES foies gras des fêtes de fin d'année passent encore trop pour l'estomac de beaucoup pour que nous en fassions la cuisine. Je parle des foies gras « en bloc », comme disent les conservateurs, et pour lesquels il n'existe pas une vraie réglementation. C'est pourquoi le consommateur est bien exposé aux déboires. Telle étiquette est spécieuse, telle autre carrément mensongère. On ne sait pas toujours que les expressions *bloch, gras, pâté, rocher, moussé, purifié*, etc., peuvent cacher des foies gras additionnés de 25 % de farce, ce qui n'est pas toujours précisé, on s'en doute !

Il existe bien une mention « foie gras 100 % de naturel ». C'est ce que portait la boîte que l'on m'a offerte. Mais elle était préparée de plusieurs morceaux de foie agglomérés et peut-être de provenances différentes. Parce que l'administration estime que des produits importés travaillent pendant leur nationalité. Bonne occasion pour faire passer le foie d'oies de Tchécoslovaquie ou d'Israël pour venant des Landes ou du Périgord ! On imagine bien que les cuisiniers ne s'en privent pas. Certains, du moins.

A cela vous remédieriez en achetant des boîtes sous l'étiquette de l'A.F.P.A. (Association française de producteurs artisanaux) qui vient d'ailleurs d'être condamnée à la demande des conservateurs. Elle a fait appel. En attendant, pourquoi ne pas préférer le foie gras non conservé ? C'est le seul valable, et il est bien facile, soit de le préparer soi-même, soit de l'acheter chez un charcutier de bonne renommée, soit chez un restaurateur de qualité qui en a de la réserve.

Refaites les blocs, la mauvaise farce des 25 % de farce ajoutée, les crèmes, mousses ou purées. Révisitez la truffe (qui ne sert à rien dans le foie gras et est si bonne seule !). Et régalez-vous. Avec un foie des Landes, préparé frais, entier — et artisanal —.

— L. R.

< MES > GRANDS

Le George V : demain la maturité

Il semble bien que les Français découvrent l'amusant d'aller déjeuner et dîner dans les restaurants d'hôtels.

André Sonier, animateur du George V (« Ce jour-là, il y avait le quartier des Champs-Élysées », comme disait Cocteau), a redonné vie à ce palace.

André Sonier, donc, est un gourmand. Il a ouvert le restaurant de son hôtel sur la rue, l'a baptisé « Les Princes », l'a merveilleusement « illustré » de tableaux.

Alors, à travers les grandes spécialités du chef Maugué, à commander la valise, comme le rognon « à la maître d'hôtel » et surtout un macaron aux amandes. Nantais en gratin, et quelques plats trop classiques et parfaitement obsolètes comme le cœur de flétot au foie gras et porto, ou les noisettes d'églantine Maréchale (avec des pointes d'asperges de conserve et des truffes en boîte), on s'émervaille d'abord d'un bel échantillonage de fruits

de mer, poissons et crustacés. On se réjouit ensuite de quelques plats de la carte qui vont de la petite marmite bourgeoise aux noix de saint Jacques à la nage, de la bouillabaisse de Cavalaire à la côte de porc poêlée aux pruneaux.

J'entends bien que la clientèle anglo-saxonne du George V n'est pas encore « mûre » peut-être pour ces évolutions vers une cuisine moins stéréotypée, une cuisine plus « vraie ». J'entends bien qu'elle doit surprendre, même, en cuisine. C'est le mérite d'André Sonier de l'imposer lui-même : de la faire comprendre des étrangers, de la faire aimer des cuisiniers (et l'inverse). S'il fallait établir un classement des restaurants d'hôtel, à Paris, nul doute qu'il ne tienne la tête, avec le Bristol et le Plaza. Sans oublier ensuite le Royal Monceau et le Lancaster.

L. R.

★ 31, avenue George-V (8^e), tél. 225-35-20.

Rive gauche

LE PETIT ZINC
FRUITS DE MER, FOC, PÂTES, VINS DE FRANCE
LE FÜRSTENBERG
André PERINOT et son fils « Roger Pâté-Bouche » à l'honneur, et Robert LORAIN aux commandes.

Rive droite

au quai d'Orsay
est ouvert désormais
le samedi toute la journée
Fermez le dimanche
49, quai d'Orsay, Paris 7^e — 551-58-58
(107-07-07)

Si vous aimez le
POT-AU-FEU
RESTAURANT COCONAS
2 bis, place des Vosges, 75004 Paris
Fermez le mardi — 278-58-10

le soufflé
André FAURE
sa bonne cuisine française
et ses soufflés
SALLE CLIMATISÉE
38, rue de Valenciennes, 75019 Paris
Cartes et menus sur demande — 258-27-19

BOFFINGER
OUVERT DIMANCHE
DEJEUNERS DINERS SOUPERS
SON BANC D'HUITRES
SALONS — 225-77-88
5, rue de la Bastille, ARC 57 82
Fermez le dimanche et le lundi

Ce soir,
au restaurant le Clos Longchamp,
on dînera en provençal :
Soupe de pei et farçon, mescloun
et gambetta de moutoun ai
pignoun.

Jusqu'au 23 janvier, Nice
et la mer sont à l'hôtel Méridien.



Hôtel Méridien 81 bd Gouvion St-Cyr 758.12.30

MARIUS et JANETTE

TOUS LES FRUITS DE MER
et toutes les spécialités provençales
à la carte — 21, rue de Valenciennes, 75019 Paris — 258-27-19

24 vins

Tous ces vins sont parfaits, du petit au grand cru. Mais je ne peux garantir ces prix que pour une période limitée.

141	142	143	144	145	146	147	148	149	150
151	152	153	154	155	156	157	158	159	160
161	162	163	164	165	166	167	168	169	170
171	172	173	174	175	176	177	178	179	180
181	182	183	184	185	186	187	188	189	190
191	192	193	194	195	196	197	198	199	200
201	202	203	204	205	206	207	208	209	210
211	212	213	214	215	216	217	218	219	220
221	222	223	224	225	226	227	228	229	230
231	232	233	234	235	236	237	238	239	240
241	242	243	244	245	246	247	248	249	250
251	252	253	254	255	256	257	258	259	260
261	262	263	264	265	266	267	268	269	270
271	272	273	274	275	276	277	278	279	280
281	282	283	284	285	286	287	288	289	290
291	292	293	294	295	296	297	298	299	300
301	302	303	304	305	306	307	308	309	310
311	312	313	314	315	316	317	318	319	320
321	322	323	324	325	326	327	328	329	330
331	332	333	334	335	336	337	338	339	340
341	342	343	344	345	346	347	348	349	350
351	352	353	354	355	356	357	358	359	360
361	362	363	364	365	366	367	368	369	370
371	372	373	374	375	376	377	378	379	380
381	382	383	384	385	386	387	388	389	390
391	392	393	394	395	396	397	398	399	400
401	402	403	404	405	406	407	408	409	410
411	412	413	414	415	416	417	418	419	420
421	422	423	424	425	426	427	428	429	430
431	432	433	434	435	436	437	438	439	440
441	442	443	444	445	446	447	448	449	450
451	452	453	454	455	456	457	458	459	460
461	462	463	464	465	466	467	468	469	470
471	472	473	474	475	476	477	478	479	480
481	482	483	484	485	486	487	488	489	490
491	492	493	494	495	496	497	498	499	500
501	502	503	504	505	506	507	508	509	510
511	512	513	514	515	516	517	518	519	520
521	522	523	524	525	526	527	528	529	530
531	532	533	534	535	536	537	538	539	540
541	542	543	544	545	546	547	548	549	550
551	552	553	554	555	556	557	558	559	560
561	562	563	564	565	566	567	568	569	570
571	572	573	574	575	576	577	578	579	580
581	582	583	584	585	586	587	588	589	590
591	592	593	594	595	596	597	598	599	600
601	602	603	604	605	606	607	608	609	610
611	612	613	614	615	616	617	618	619	620
621	622	623	624	625	626	627	628	629	630
631	632	633	634	635	636	637	638	639	640
641	642	643	644	645	646	647	648	649	650
651	652	653	654	655	656	657	658	659	660
661	662	663	664	665	666	667	668	669	670
671	672	673	674	675	676	677	678	679	680
681	682	683	684	685	686	687	688	689	690
691	692	693	694	695	696	697	698	699	700
701	702	703	704	705	706	707	708	709	710
711	712	713	714	715	716	717	718	719	720
721	722	723	724	725	726	727	728	729	730
731	732	733	734	735	736	737	738	739	740
741	742	743	744	745	746	747	748	749	750
751	752	753	754	755	756	757	758	759	760
761	762	763	764	765	766	767	768	769	770
771	772	773	774	775	776	777	778	779	780
781	782	783	784	785	786	787	788	789	790
791	792	793	794	795	796	797	798	799	800
801	802	803	804	805	806	807	808	809	810
811	812	813	814	815	816	817	818	819	820
821	822	823	824	825	826	827	828	829	830
831	832	833	834	835	836	837	838	839	840
841	842	843	844	845	846	847	848	849	850
851	852	853	854	855	856	857	858	859	860
861	862	863	864	865	866	867	868	869	870
871	872	873	874	875	876	877	878	879	880
881	882	883	884	885	886	887	888	889	890
891	892	893	894	895	896	897	898	899	900
901	902	903	904	905	906	907	908	909	910
911	912	913	914	915	916	917	918	919	920
921	922	923	924	925	926	927	928	929	930
931	932	933	934	935	936	937	938	939	940
941	942	943	944	945	946	947	948	949	950
951	952	953	954	955	956	957	958	959	960
961	962	963	964	965	966	967	968	969	970
971	972	973	974	975	976	977	978	979	980
981	982	983	984	985	986	987	988	989	990
991	992	993	994	995	996	997	998	999	1000

SON BANC D'HUITRES

Jeunes

La cuisine en chantant

DELPHINE, aux longs cheveux blonds, raides, à six ans, et Eugénie, sa sœur, toute bonnie, quatre ans. Elles habitent un appartement dans la cité du Luth, énorme quartier de Gennevilliers, dans la banlieue parisienne. C'est Noël.

Elles ont reçu en cadeau un disque de Steve Waring, musicien de la Maison de l'enfance de Saint-Pons, près Saint-Etienne. Sur la pochette trône une énorme baleine bleue, avec des dents blanches, fendant, tel un sous-marin, des fonds sablonneux. La crâne de la tête briste un canon rempli d'enfants. Certains jouent de la trompette, d'autres se servent de cuillères comme des castagnettes; d'autres, encore, frappent dans leurs mains. Tous ont le sourire. Au volant du canon, Steve Waring, l'homme-orchestre, amène les enfants dans la ronde chantée « des poisselles » ou « pour trouver des choses très belles ».

Eugénie met le disque en marche et s'installe sur les coussins. Elle chante timide, en suivant la musique, l'histoire de la baleine « qui va chercher de l'eau pour déboucher sous ses joues ».

Pourquoi cette histoire de baleine ? « Parce que, disent ses auteurs, c'est le mammifère le plus menacé par les baleiniers japonais, et vu qu'une disparition prochaine, de ce fait, « Mais ce pourrait être un autre animal, qui menace la pollution généralisée », ajoutent-ils.

échecs

N° 693

(*) CHAMPIONNAT DE L'U.R.S.S.
Moscou, décembre 1976
Blancs : V. PETROSIAN
Noirs : D. VARSHAVSKY
Gambit, D. Variante d'échange du système slave

1. d4 d5 2. Cf3 Cf6 3. Fc4 Fg4 4. Fg5 Fxg5 5. Fxg5 Fxg5 6. Fxg5 Fxg5 7. Fxg5 Fxg5 8. Fxg5 Fxg5 9. Fxg5 Fxg5 10. Fxg5 Fxg5 11. Fxg5 Fxg5 12. Fxg5 Fxg5 13. Fxg5 Fxg5 14. Fxg5 Fxg5 15. Fxg5 Fxg5 16. Fxg5 Fxg5 17. Fxg5 Fxg5 18. Fxg5 Fxg5 19. Fxg5 Fxg5 20. Fxg5 Fxg5 21. Fxg5 Fxg5 22. Fxg5 Fxg5 23. Fxg5 Fxg5 24. Fxg5 Fxg5 25. Fxg5 Fxg5 26. Fxg5 Fxg5 27. Fxg5 Fxg5 28. Fxg5 Fxg5 29. Fxg5 Fxg5 30. Fxg5 Fxg5 31. Fxg5 Fxg5 32. Fxg5 Fxg5 33. Fxg5 Fxg5 34. Fxg5 Fxg5 35. Fxg5 Fxg5 36. Fxg5 Fxg5 37. Fxg5 Fxg5 38. Fxg5 Fxg5 39. Fxg5 Fxg5 40. Fxg5 Fxg5 41. Fxg5 Fxg5 42. Fxg5 Fxg5 43. Fxg5 Fxg5 44. Fxg5 Fxg5 45. Fxg5 Fxg5 46. Fxg5 Fxg5 47. Fxg5 Fxg5 48. Fxg5 Fxg5 49. Fxg5 Fxg5 50. Fxg5 Fxg5 51. Fxg5 Fxg5 52. Fxg5 Fxg5 53. Fxg5 Fxg5 54. Fxg5 Fxg5 55. Fxg5 Fxg5 56. Fxg5 Fxg5 57. Fxg5 Fxg5 58. Fxg5 Fxg5 59. Fxg5 Fxg5 60. Fxg5 Fxg5 61. Fxg5 Fxg5 62. Fxg5 Fxg5 63. Fxg5 Fxg5 64. Fxg5 Fxg5 65. Fxg5 Fxg5 66. Fxg5 Fxg5 67. Fxg5 Fxg5 68. Fxg5 Fxg5 69. Fxg5 Fxg5 70. Fxg5 Fxg5 71. Fxg5 Fxg5 72. Fxg5 Fxg5 73. Fxg5 Fxg5 74. Fxg5 Fxg5 75. Fxg5 Fxg5 76. Fxg5 Fxg5 77. Fxg5 Fxg5 78. Fxg5 Fxg5 79. Fxg5 Fxg5 80. Fxg5 Fxg5 81. Fxg5 Fxg5 82. Fxg5 Fxg5 83. Fxg5 Fxg5 84. Fxg5 Fxg5 85. Fxg5 Fxg5 86. Fxg5 Fxg5 87. Fxg5 Fxg5 88. Fxg5 Fxg5 89. Fxg5 Fxg5 90. Fxg5 Fxg5 91. Fxg5 Fxg5 92. Fxg5 Fxg5 93. Fxg5 Fxg5 94. Fxg5 Fxg5 95. Fxg5 Fxg5 96. Fxg5 Fxg5 97. Fxg5 Fxg5 98. Fxg5 Fxg5 99. Fxg5 Fxg5 100. Fxg5 Fxg5 101. Fxg5 Fxg5 102. Fxg5 Fxg5 103. Fxg5 Fxg5 104. Fxg5 Fxg5 105. Fxg5 Fxg5 106. Fxg5 Fxg5 107. Fxg5 Fxg5 108. Fxg5 Fxg5 109. Fxg5 Fxg5 110. Fxg5 Fxg5 111. Fxg5 Fxg5 112. Fxg5 Fxg5 113. Fxg5 Fxg5 114. Fxg5 Fxg5 115. Fxg5 Fxg5 116. Fxg5 Fxg5 117. Fxg5 Fxg5 118. Fxg5 Fxg5 119. Fxg5 Fxg5 120. Fxg5 Fxg5 121. Fxg5 Fxg5 122. Fxg5 Fxg5 123. Fxg5 Fxg5 124. Fxg5 Fxg5 125. Fxg5 Fxg5 126. Fxg5 Fxg5 127. Fxg5 Fxg5 128. Fxg5 Fxg5 129. Fxg5 Fxg5 130. Fxg5 Fxg5 131. Fxg5 Fxg5 132. Fxg5 Fxg5 133. Fxg5 Fxg5 134. Fxg5 Fxg5 135. Fxg5 Fxg5 136. Fxg5 Fxg5 137. Fxg5 Fxg5 138. Fxg5 Fxg5 139. Fxg5 Fxg5 140. Fxg5 Fxg5 141. Fxg5 Fxg5 142. Fxg5 Fxg5 143. Fxg5 Fxg5 144. Fxg5 Fxg5 145. Fxg5 Fxg5 146. Fxg5 Fxg5 147. Fxg5 Fxg5 148. Fxg5 Fxg5 149. Fxg5 Fxg5 150. Fxg5 Fxg5 151. Fxg5 Fxg5 152. Fxg5 Fxg5 153. Fxg5 Fxg5 154. Fxg5 Fxg5 155. Fxg5 Fxg5 156. Fxg5 Fxg5 157. Fxg5 Fxg5 158. Fxg5 Fxg5 159. Fxg5 Fxg5 160. Fxg5 Fxg5 161. Fxg5 Fxg5 162. Fxg5 Fxg5 163. Fxg5 Fxg5 164. Fxg5 Fxg5 165. Fxg5 Fxg5 166. Fxg5 Fxg5 167. Fxg5 Fxg5 168. Fxg5 Fxg5 169. Fxg5 Fxg5 170. Fxg5 Fxg5 171. Fxg5 Fxg5 172. Fxg5 Fxg5 173. Fxg5 Fxg5 174. Fxg5 Fxg5 175. Fxg5 Fxg5 176. Fxg5 Fxg5 177. Fxg5 Fxg5 178. Fxg5 Fxg5 179. Fxg5 Fxg5 180. Fxg5 Fxg5 181. Fxg5 Fxg5 182. Fxg5 Fxg5 183. Fxg5 Fxg5 184. Fxg5 Fxg5 185. Fxg5 Fxg5 186. Fxg5 Fxg5 187. Fxg5 Fxg5 188. Fxg5 Fxg5 189. Fxg5 Fxg5 190. Fxg5 Fxg5 191. Fxg5 Fxg5 192. Fxg5 Fxg5 193. Fxg5 Fxg5 194. Fxg5 Fxg5 195. Fxg5 Fxg5 196. Fxg5 Fxg5 197. Fxg5 Fxg5 198. Fxg5 Fxg5 199. Fxg5 Fxg5 200. Fxg5 Fxg5 201. Fxg5 Fxg5 202. Fxg5 Fxg5 203. Fxg5 Fxg5 204. Fxg5 Fxg5 205. Fxg5 Fxg5 206. Fxg5 Fxg5 207. Fxg5 Fxg5 208. Fxg5 Fxg5 209. Fxg5 Fxg5 210. Fxg5 Fxg5 211. Fxg5 Fxg5 212. Fxg5 Fxg5 213. Fxg5 Fxg5 214. Fxg5 Fxg5 215. Fxg5 Fxg5 216. Fxg5 Fxg5 217. Fxg5 Fxg5 218. Fxg5 Fxg5 219. Fxg5 Fxg5 220. Fxg5 Fxg5 221. Fxg5 Fxg5 222. Fxg5 Fxg5 223. Fxg5 Fxg5 224. Fxg5 Fxg5 225. Fxg5 Fxg5 226. Fxg5 Fxg5 227. Fxg5 Fxg5 228. Fxg5 Fxg5 229. Fxg5 Fxg5 230. Fxg5 Fxg5 231. Fxg5 Fxg5 232. Fxg5 Fxg5 233. Fxg5 Fxg5 234. Fxg5 Fxg5 235. Fxg5 Fxg5 236. Fxg5 Fxg5 237. Fxg5 Fxg5 238. Fxg5 Fxg5 239. Fxg5 Fxg5 240. Fxg5 Fxg5 241. Fxg5 Fxg5 242. Fxg5 Fxg5 243. Fxg5 Fxg5 244. Fxg5 Fxg5 245. Fxg5 Fxg5 246. Fxg5 Fxg5 247. Fxg5 Fxg5 248. Fxg5 Fxg5 249. Fxg5 Fxg5 250. Fxg5 Fxg5 251. Fxg5 Fxg5 252. Fxg5 Fxg5 253. Fxg5 Fxg5 254. Fxg5 Fxg5 255. Fxg5 Fxg5 256. Fxg5 Fxg5 257. Fxg5 Fxg5 258. Fxg5 Fxg5 259. Fxg5 Fxg5 260. Fxg5 Fxg5 261. Fxg5 Fxg5 262. Fxg5 Fxg5 263. Fxg5 Fxg5 264. Fxg5 Fxg5 265. Fxg5 Fxg5 266. Fxg5 Fxg5 267. Fxg5 Fxg5 268. Fxg5 Fxg5 269. Fxg5 Fxg5 270. Fxg5 Fxg5 271. Fxg5 Fxg5 272. Fxg5 Fxg5 273. Fxg5 Fxg5 274. Fxg5 Fxg5 275. Fxg5 Fxg5 276. Fxg5 Fxg5 277. Fxg5 Fxg5 278. Fxg5 Fxg5 279. Fxg5 Fxg5 280. Fxg5 Fxg5 281. Fxg5 Fxg5 282. Fxg5 Fxg5 283. Fxg5 Fxg5 284. Fxg5 Fxg5 285. Fxg5 Fxg5 286. Fxg5 Fxg5 287. Fxg5 Fxg5 288. Fxg5 Fxg5 289. Fxg5 Fxg5 290. Fxg5 Fxg5 291. Fxg5 Fxg5 292. Fxg5 Fxg5 293. Fxg5 Fxg5 294. Fxg5 Fxg5 295. Fxg5 Fxg5 296. Fxg5 Fxg5 297. Fxg5 Fxg5 298. Fxg5 Fxg5 299. Fxg5 Fxg5 300. Fxg5 Fxg5 301. Fxg5 Fxg5 302. Fxg5 Fxg5 303. Fxg5 Fxg5 304. Fxg5 Fxg5 305. Fxg5 Fxg5 306. Fxg5 Fxg5 307. Fxg5 Fxg5 308. Fxg5 Fxg5 309. Fxg5 Fxg5 310. Fxg5 Fxg5 311. Fxg5 Fxg5 312. Fxg5 Fxg5 313. Fxg5 Fxg5 314. Fxg5 Fxg5 315. Fxg5 Fxg5 316. Fxg5 Fxg5 317. Fxg5 Fxg5 318. Fxg5 Fxg5 319. Fxg5 Fxg5 320. Fxg5 Fxg5 321. Fxg5 Fxg5 322. Fxg5 Fxg5 323. Fxg5 Fxg5 324. Fxg5 Fxg5 325. Fxg5 Fxg5 326. Fxg5 Fxg5 327. Fxg5 Fxg5 328. Fxg5 Fxg5 329. Fxg5 Fxg5 330. Fxg5 Fxg5 331. Fxg5 Fxg5 332. Fxg5 Fxg5 333. Fxg5 Fxg5 334. Fxg5 Fxg5 335. Fxg5 Fxg5 336. Fxg5 Fxg5 337. Fxg5 Fxg5 338. Fxg5 Fxg5 339. Fxg5 Fxg5 340. Fxg5 Fxg5 341. Fxg5 Fxg5 342. Fxg5 Fxg5 343. Fxg5 Fxg5 344. Fxg5 Fxg5 345. Fxg5 Fxg5 346. Fxg5 Fxg5 347. Fxg5 Fxg5 348. Fxg5 Fxg5 349. Fxg5 Fxg5 350. Fxg5 Fxg5 351. Fxg5 Fxg5 352. Fxg5 Fxg5 353. Fxg5 Fxg5 354. Fxg5 Fxg5 355. Fxg5 Fxg5 356. Fxg5 Fxg5 357. Fxg5 Fxg5 358. Fxg5 Fxg5 359. Fxg5 Fxg5 360. Fxg5 Fxg5 361. Fxg5 Fxg5 362. Fxg5 Fxg5 363. Fxg5 Fxg5 364. Fxg5 Fxg5 365. Fxg5 Fxg5 366. Fxg5 Fxg5 367. Fxg5 Fxg5 368. Fxg5 Fxg5 369. Fxg5 Fxg5 370. Fxg5 Fxg5 371. Fxg5 Fxg5 372. Fxg5 Fxg5 373. Fxg5 Fxg5 374. Fxg5 Fxg5 375. Fxg5 Fxg5 376. Fxg5 Fxg5 377. Fxg5 Fxg5 378. Fxg5 Fxg5 379. Fxg5 Fxg5 380. Fxg5 Fxg5 381. Fxg5 Fxg5 382. Fxg5 Fxg5 383. Fxg5 Fxg5 384. Fxg5 Fxg5 385. Fxg5 Fxg5 386. Fxg5 Fxg5 387. Fxg5 Fxg5 388. Fxg5 Fxg5 389. Fxg5 Fxg5 390. Fxg5 Fxg5 391. Fxg5 Fxg5 392. Fxg5 Fxg5 393. Fxg5 Fxg5 394. Fxg5 Fxg5 395. Fxg5 Fxg5 396. Fxg5 Fxg5 397. Fxg5 Fxg5 398. Fxg5 Fxg5 399. Fxg5 Fxg5 400. Fxg5 Fxg5 401. Fxg5 Fxg5 402. Fxg5 Fxg5 403. Fxg5 Fxg5 404. Fxg5 Fxg5 405. Fxg5 Fxg5 406. Fxg5 Fxg5 407. Fxg5 Fxg5 408. Fxg5 Fxg5 409. Fxg5 Fxg5 410. Fxg5 Fxg5 411. Fxg5 Fxg5 412. Fxg5 Fxg5 413. Fxg5 Fxg5 414. Fxg5 Fxg5 415. Fxg5 Fxg5 416. Fxg5 Fxg5 417. Fxg5 Fxg5 418. Fxg5 Fxg5 419. Fxg5 Fxg5 420. Fxg5 Fxg5 421. Fxg5 Fxg5 422. Fxg5 Fxg5 423. Fxg5 Fxg5 424. Fxg5 Fxg5 425. Fxg5 Fxg5 426. Fxg5 Fxg5 427. Fxg5 Fxg5 428. Fxg5 Fxg5 429. Fxg5 Fxg5 430. Fxg5 Fxg5 431. Fxg5 Fxg5 432. Fxg5 Fxg5 433. Fxg5 Fxg5 434. Fxg5 Fxg5 435. Fxg5 Fxg5 436. Fxg5 Fxg5 437. Fxg5 Fxg5 438. Fxg5 Fxg5 439. Fxg5 Fxg5 440. Fxg5 Fxg5 441. Fxg5 Fxg5 442. Fxg5 Fxg5 443. Fxg5 Fxg5 444. Fxg5 Fxg5 445. Fxg5 Fxg5 446. Fxg5 Fxg5 447. Fxg5 Fxg5 448. Fxg5 Fxg5 449. Fxg5 Fxg5 450. Fxg5 Fxg5 451. Fxg5 Fxg5 452. Fxg5 Fxg5 453. Fxg5 Fxg5 454. Fxg5 Fxg5 455. Fxg5 Fxg5 456. Fxg5 Fxg5 457. Fxg5 Fxg5 458. Fxg5 Fxg5 459. Fxg5 Fxg5 460. Fxg5 Fxg5 461. Fxg5 Fxg5 462. Fxg5 Fxg5 463. Fxg5 Fxg5 464. Fxg5 Fxg5 465. Fxg5 Fxg5 466. Fxg5 Fxg5 467. Fxg5 Fxg5 468. Fxg5 Fxg5 469. Fxg5 Fxg5 470. Fxg5 Fxg5 471. Fxg5 Fxg5 472. Fxg5 Fxg5 473. Fxg5 Fxg5 474. Fxg5 Fxg5 475. Fxg5 Fxg5 476. Fxg5 Fxg5 477. Fxg5 Fxg5 478. Fxg5 Fxg5 479. Fxg5 Fxg5 480. Fxg5 Fxg5 481. Fxg5 Fxg5 482. Fxg5 Fxg5 483. Fxg5 Fxg5 484. Fxg5 Fxg5 485. Fxg5 Fxg5 486. Fxg5 Fxg5 487. Fxg5 Fxg5 488. Fxg5 Fxg5 489. Fxg5 Fxg5 490. Fxg5 Fxg5 491. Fxg5 Fxg5 492. Fxg5 Fxg5 493. Fxg5 Fxg5 494. Fxg5 Fxg5 495. Fxg5 Fxg5 496. Fxg5 Fxg5 497. Fxg5 Fxg5 498. Fxg5 Fxg5 499. Fxg5 Fxg5 500. Fxg5 Fxg5 501. Fxg5 Fxg5 502. Fxg5 Fxg5 503. Fxg5 Fxg5 504. Fxg5 Fxg5 505. Fxg5 Fxg5 506. Fxg5 Fxg5 507. Fxg5 Fxg5 508. Fxg5 Fxg5 509. Fxg5 Fxg5 510. Fxg5 Fxg5 511. Fxg5 Fxg5 512. Fxg5 Fxg5 513. Fxg5 Fxg5 514. Fxg5 Fxg5 515. Fxg5 Fxg5 516. Fxg5 Fxg5 517. Fxg5 Fxg5 518. Fxg5 Fxg5 519. Fxg5 Fxg5 520. Fxg5 Fxg5 521. Fxg5 Fxg5 522. Fxg5 Fxg5 523. Fxg5 Fxg5 524. Fxg5 Fxg5 525. Fxg5 Fxg5 526. Fxg5 Fxg5 527. Fxg5 Fxg5 528. Fxg5 Fxg5 529. Fxg5 Fxg5 530. Fxg5 Fxg5 531. Fxg5 Fxg5 532. Fxg5 Fxg5 533. Fxg5 Fxg5 534. Fxg5 Fxg5 535. Fxg5 Fxg5 536. Fxg5 Fxg5 537. Fxg5 Fxg5 538. Fxg5 Fxg5 539. Fxg5 Fxg5 540. Fxg5 Fxg5 541. Fxg5 Fxg5 542. Fxg5 Fxg5 543. Fxg5 Fxg5 544. Fxg5 Fxg5 545. Fxg5 Fxg5 546. Fxg5 Fxg5 547. Fxg5 Fxg5 548. Fxg5 Fxg5 549. Fxg5 Fxg5 550. Fxg5 Fxg5 551. Fxg5 Fxg5 552. Fxg5 Fxg5 553. Fxg5 Fxg5 554. Fxg5 Fxg5 555. Fxg5 Fxg5 556. Fxg5 Fxg5 557. Fxg5 Fxg5 558. Fxg5 Fxg5 559. Fxg5 Fxg5 560. Fxg5 Fxg5 561. Fxg5 Fxg5 562. Fxg5 Fxg5 563. Fxg5 Fxg5 564. Fxg5 Fxg5 565. Fxg5 Fxg5 566. Fxg5 Fxg5 567. Fxg5 Fxg5 568. Fxg5 Fxg5 569. Fxg5 Fxg5 570. Fxg5 Fxg5 571. Fxg5 Fxg5 572. Fxg5 Fxg5 573. Fxg5 Fxg5 574. Fxg5 Fxg5 575. Fxg5 Fxg5 576. Fxg5 Fxg5 577. Fxg5 Fxg5 578. Fxg5 Fxg5 579. Fxg5 Fxg5 580. Fxg5 Fxg5 581. Fxg5 Fxg5 582. Fxg5 Fxg5 583. Fxg5 Fxg5 584. Fxg5 Fxg5 585. Fxg5 Fxg5 586. Fxg5 Fxg5 587. Fxg5 Fxg5 588. Fxg5 Fxg5 589. Fxg5 Fxg5 590. Fxg5 Fxg5 591. Fxg5 Fxg5 592. Fxg5 Fxg5 593. Fxg5 Fxg5 594. Fxg5 Fxg5 595. Fxg5 Fxg5 596. Fxg5 Fxg5 597. Fxg5 Fxg5 598. Fxg5 Fxg5 599. Fxg5 Fxg5 600. Fxg5 Fxg5 601. Fxg5 Fxg5 602. Fxg5 Fxg5 603. Fxg5 Fxg5 604. Fxg5 Fxg5 605. Fxg5 Fxg5 606. Fxg5 Fxg5 607. Fxg5 Fxg5 608. Fxg5 Fxg5 609. Fxg5 Fxg5 610. Fxg5 Fxg5 611. Fxg5 Fxg5 612. Fxg5 Fxg5 613. Fxg5 Fxg5 614. Fxg5 Fxg5 615. Fxg5 Fxg5 616. Fxg5 Fxg5 617. Fxg5 Fxg5 618. Fxg5 Fxg5 619. Fxg5 Fxg5 620. Fxg5 Fxg5 621. Fxg5 Fxg5 622. Fxg5 Fxg5 623. Fxg5 Fxg5 624. Fxg5 Fxg5 625. Fxg5 Fxg5 626. Fxg5 Fxg5 627. Fxg5 Fxg5 628. Fxg5 Fxg5 629. Fxg5 Fxg5 630. Fxg5 Fxg5 631. Fxg5 Fxg5 632. Fxg5 Fxg5 633. Fxg5 Fxg5 634. Fxg5 Fxg5 635. Fxg5 Fxg5 636. Fxg5 Fxg5 637. Fxg5 Fxg5 638. Fxg5 Fxg5 639. Fxg5 Fxg5 640. Fxg5 Fxg5 641. Fxg5 Fxg5 642. Fxg5 Fxg5 643. Fxg5 Fxg5 644. Fxg5 Fxg5 645. Fxg5 Fxg5 646. Fxg5 Fxg5 647. Fxg5 Fxg5 648. Fxg5 Fxg5 649. Fxg5 Fxg5 650. Fxg5 Fxg5 651. Fxg5 Fxg5 652. Fxg5 Fxg5 653. Fxg5 Fxg5 654. Fxg5 Fxg5 655. Fxg5 Fxg5 656. Fxg5 Fxg5 657. Fxg5 Fxg5 658. Fxg5 Fxg5 659. Fxg5 Fxg5 660. Fxg5 Fxg5 661. Fxg5 Fxg5 662. Fxg5 Fxg5 663. Fxg5 Fxg5 664. Fxg5 Fxg5 665. Fxg5 Fxg5 666. Fxg5 Fxg5 667. Fxg5 Fxg5 668. Fxg5 Fxg5 669. Fxg5 Fxg5 670. Fxg5 Fxg5 671. Fxg5 Fxg5 672. Fxg5 Fxg5 673. Fxg5 Fxg5 674. Fxg5 Fxg5 675. Fxg5 Fxg5 676. Fxg5 Fxg5 677. Fxg5 Fxg5 678. Fxg5 Fxg5 679. Fxg5 Fxg5 680. Fxg5 Fxg5 681. Fxg5 Fxg5 682. Fxg5 Fxg5 683. Fxg5 Fxg5 684. Fxg5 Fxg5 685. Fxg5 Fxg5 686. Fxg5 Fxg5 687. Fxg5 Fxg5 688. Fxg5 Fxg5 689. Fxg5 Fxg5 690. Fxg5 Fxg5 691. Fxg5 Fxg5 692. Fxg5 Fxg5 693. Fxg5 Fxg5 694. Fxg5 Fxg5 695. Fxg5 Fxg5 696. Fxg5 Fxg5 697. Fxg5 Fxg5 698. Fxg5 Fxg5 699. Fxg5 Fxg5 700. Fxg5 Fxg5 701. Fxg5 Fxg5 702. Fxg5 Fxg5 703. Fxg5 Fxg5 704. Fxg5 Fxg5 705. Fxg5 Fxg5 706. Fxg5 Fxg5 707. Fxg5 Fxg5 708. Fxg5 Fxg5 709. Fxg5 Fxg5 710. Fxg5 Fxg5 711. Fxg5 Fxg5 712. Fxg5 Fxg5 713. Fxg5 Fxg5 714. Fxg5 Fxg5 715. Fxg5 Fxg5 716. Fxg5 Fxg5 717. Fxg5 Fxg5 718. Fxg5 Fxg5 719. Fxg5 Fxg5 720. Fxg5 Fxg5 721. Fxg5 Fxg5 722. Fxg5 Fxg5 723. Fxg5 Fxg5 724. Fxg5 Fxg5 725. Fxg5 Fxg5 726. Fxg5 Fxg5 727. Fxg5 Fxg5 728. Fxg5 Fxg5 729. Fxg5 Fxg5 730. Fxg5 Fxg5 731. Fxg5 Fxg5 732. Fxg5 Fxg5 733. Fxg5 Fxg5 734. Fxg5 Fxg5 735. Fxg5 Fxg5 736. Fxg5 Fxg5 737. Fxg5 Fxg5 738. Fxg5 Fxg5 739. Fxg5 Fxg5 740. Fxg5 Fxg5 741. Fxg5 Fxg5 742. Fxg5 Fxg5 743. Fxg5 Fxg5 744. Fxg5 Fxg5 745. Fxg5 Fxg5 746. Fxg5 Fxg5 747. Fxg5 Fxg5 748. Fxg5 Fxg5 749. Fxg5 Fxg5 750. Fxg5 Fxg5 751. Fxg5 Fxg5 752. Fxg5 Fxg5 753. Fxg5 Fxg5 754. Fxg5 Fxg5 755. Fxg5 Fxg5 756. Fxg5 Fxg5 757. Fxg5 Fxg5 758. Fxg5 Fxg5 759. Fxg5 Fxg5 760. Fxg5 Fxg5 761. Fxg5 Fxg5 762. Fxg5 Fxg5 763. Fxg5 Fxg5 764. Fxg5 Fxg5 765. Fxg5 Fxg5 766. Fxg5 Fxg5 767. Fxg5 Fxg5 768. Fxg5 Fxg5 769. Fxg5 Fxg5 770. Fxg5 Fxg5 771. Fxg5 Fxg5 772. Fxg5 Fxg5 773. Fxg5 Fxg5 774. Fxg5 Fxg5 775. Fxg5 Fxg5 776. Fxg5 Fxg5 777. Fxg5 Fxg5 778. Fxg5 Fxg5 779. Fxg5 Fxg5 780. Fxg5 Fxg5 781. Fxg5 Fxg5 782. Fxg5 Fxg5 783. Fxg5 Fxg5 784. Fxg5 Fxg5 785. Fxg5 Fxg5 786. Fxg5 Fxg5 787. Fxg5 Fxg5 788. Fxg5 Fxg5 789. Fxg5 Fxg5 790. Fxg5 Fxg5 791. Fxg5 Fxg5 792. Fxg5 Fxg5 793. Fxg5 Fxg5 794. Fxg5 Fxg5 795. Fxg5 Fxg5 796. Fxg5 Fxg5 797. Fxg5 Fxg5 798. Fxg5 Fxg5 799. Fxg5 Fxg5 800. Fxg5 Fxg5 801. Fxg5 Fxg5 802. Fxg5 Fxg5 803. Fxg5 Fxg5 804. Fxg5 Fxg5 805. Fxg5 Fxg5 806. Fxg5 Fxg5 807. Fxg5 Fxg5 808. Fxg5 Fxg5 809. Fxg5 Fxg5 810. Fxg5 Fxg5 811. Fxg5 Fxg5 812. Fxg5 Fxg5 813. Fxg5 Fxg5 814. Fxg5 Fxg5 815. Fxg5 Fxg5 816. Fxg5 Fxg5 817. Fxg5 Fxg5 818. Fxg5 Fxg5 819. Fxg5 Fxg5 820. Fxg5 Fxg5 821. Fxg5 Fxg5 822. Fxg5 Fxg5 823. Fxg5 Fxg5 824. Fxg5 Fxg5 825. Fxg5 Fxg5 826. Fxg5 Fxg5 827. Fxg5 Fxg5 828. Fxg5 Fxg5 829. Fxg5 Fxg5 830. Fxg5 Fxg5 831. Fxg5 Fxg5 832. Fxg5 Fxg5 833. Fxg5 Fxg5 834. Fxg5 Fxg5 835. Fxg5 Fxg5 836. Fxg5 Fxg5 837. Fxg5 Fxg5 838. Fxg5 Fxg5 839. Fxg5 Fxg5 840. Fxg5 Fxg5 841. Fxg5 Fxg5 842. Fxg5 Fxg5 843. Fxg5 Fxg5 844. Fxg5 Fxg5 845. Fxg5 Fxg5 846. Fxg5 Fxg5 847. Fxg5 Fxg5 848. Fxg5 Fxg5 849. Fxg5 Fxg5 850. Fxg5 Fxg5 851. Fxg5 Fxg5 852. Fxg5 Fxg5 853. Fxg5 Fxg5 854. Fxg5 Fxg5 855. Fxg5 Fxg5 856. Fxg5 Fxg5 857. Fxg5 Fxg5 858. Fxg5 Fxg5 859. Fxg5 Fxg5 860. Fxg5 Fxg5 861. Fxg5 Fxg5 862. Fxg5 Fxg5 863. Fxg5 Fxg5 864. Fxg5 Fxg5 865. Fxg5 Fxg5 866. Fxg5 Fxg5 867. Fxg5 Fxg5 868. Fxg5 Fxg5 869. Fxg5 Fxg5 870. Fxg5 Fxg5 871. Fxg5 Fxg5 872. Fxg5 Fxg5 873. Fxg5 Fxg5 874. Fxg5 Fxg5 875. Fxg5 Fxg5 876. Fxg5 Fxg5 877. Fxg5 Fxg5 878. Fxg5 Fxg5 879. Fxg5 Fxg5 880. Fxg5 Fxg5 881. Fxg5 Fxg5 882. Fxg5 Fxg5 883. Fxg5 Fxg5 884. Fxg5 Fxg5 885. Fxg5 Fxg5 886. Fxg5 Fxg5 887. Fxg5 Fxg5 888. Fxg5 Fxg5 889. Fxg5 Fxg5 890. Fxg5 Fxg5 891. Fxg5 Fxg5 892. Fxg5 Fxg5 893. Fxg5 Fxg5 894. Fxg5 Fxg5 895. Fxg5 Fxg5 896. Fx

POUR LA JUSTICE

II. — Le jugement des flagrants délits et la Cour de cassation

par PIERRE ARPAILLANGE

Après avoir examiné, dans un premier article (« Le Monde » du 21 janvier), les rapports de la justice et de la police, M. Pierre Arpaillange propose, dans un deuxième volet, une série d'innovations qui seraient de nature à améliorer notamment le fonctionnement des tribunaux de flagrants délits et de la Cour de cassation.

La question du jugement des flagrants délits a été, au tribunal de Paris surtout, d'une actualité brûlante. Elle risque de le redevenir.

Un délit flagrant est — sommairement — celui qui se commet actuellement ou qui vient de se commettre. L'auteur, appréhendé sur-le-champ ou dans un temps voisin de l'action, fait l'objet d'une enquête pour laquelle l'officier de police judiciaire dispose de pouvoirs étendus. Mais ce fonctionnaire peut également, compte tenu des circonstances d'une affaire, choisir, en laissant l'intéressé en liberté, la procédure, moins rapide et moins contraignante, de l'enquête préliminaire. Il a apprécié « en opportunité » sous la direction du procureur de la République.

S'il a choisi l'enquête de flagrant délit, dans les vingt-quatre ou quarante-huit heures, au maximum, la personne appréhendée sera conduite par la force publique devant le procureur de la République. Les nouvelles options, après interrogatoire en présence éventuellement d'un avocat.

Le procureur, au résultat de l'appréciation de l'opportunité comme de la légalité des poursuites, peut « classer sans suite » l'enquête, et la personne en cause sera laissée en liberté (après vingt-quatre ou quarante-huit heures de garde à vue).

Il peut aussi ouvrir une information, et son sort dépendra alors du juge d'instruction.

Il peut encore la laisser en liberté, et soit la faire poursuivre en « citation directe » à une date qui lui sera fixée ultérieurement, soit lui fixer immédiatement la date à laquelle elle devra comparaître, en la faisant éventuellement plaquer sur un dossier judiciaire par un magistrat du siège.

Il peut enfin placer l'intéressé sous mandat de dépôt et le faire comparaître à l'audience du tribunal correctionnel le jour même ou au plus tard le lendemain.

Nous voici à l'audience des flagrants délits. Le cheminement n'a pas été simple, et beaucoup d'opinions divergentes ont été entendues. Est-on sûr que ceux du Tout-Paris ou du demi-monde soient traités exactement, à ces différents stades, comme ceux du tiers-monde ou du quart-monde ?

Le tribunal est saisi et va devoir statuer. Certains, depuis longtemps, ont été préoccupés par cette procédure, qui a d'ailleurs été récemment aménagée par la loi de 1975. Des réformes, il faut le dire, ont été faites avec conscience, apportant leur aide bénéfique aux prévenus.

Mais on doit à la vérité de reconnaître que cela plaise ou non, que le coup d'arrêt, été donné par le livre de Christian Henon, *Chronique des flagrants délits* (1), qui a rendu compte

de quatre-vingt audiences d'une chambre correctionnelle, en exposant, dans leur schématisation, les faits reprochés à cent cinquante personnes poursuivies. En lisant son livre, on a mal pour la justice.

Puis il y a eu, en décembre 1976, après une motion votée par le Syndicat de la magistrature demandant la suppression de cette procédure, une délibération du conseil de l'ordre des avocats de Paris, émus par l'augmentation du nombre des affaires ainsi jugées et par l'importance des sanctions prononcées, se déclarant hostile aux modalités actuelles de fonctionnement du tribunal des flagrants délits, « la juridiction pénale en arrivant à oublier sa fonction de justice au profit de sa fonction de répression » ; enfin, pour couronner le tout — et de quelle manière ? — une « opération coup de grêle » (2) : « une audience de contestation », suivie d'une sorte de « protocole d'accord » mais au point entraînait de ne pas traiter la phrase surtout la loi, en insistant sur la défense, il ne changera guère la pratique actuelle, dans laquelle on risque sous peu de « retomber ».

Ce « protocole » indique pourtant que le parquet, sans doute mieux informé après ces prises de position publiques, se réjouit de ne pas traiter la phrase surtout la loi, en insistant sur la défense, il ne changera guère la pratique actuelle, dans laquelle on risque sous peu de « retomber ».

On en revient ainsi à une notion plus exacte de la réalité : la procédure de flagrant délit peut présenter de réels dangers, dès lors qu'elle n'est pas bien encadrée, et depuis quelques mois on se félicite des peines sévères prononcées selon cette méthode. On avait oublié que la plupart des dispositions juridiques dans les codes répressifs depuis 1945 tendent à ce que les mesures prises soient individualisées, de façon que, tout en tenant compte de la gravité des faits, elles s'accroissent à la personnalité de l'auteur du délit et à sa situation particulière, tant sociale que familiale.

Mais comment caractériser cette situation au vu d'un dossier hâtivement établi, sans enquête de personnalité ni, à plus forte raison, d'examen médico-psychologique, les débats par ailleurs, ne permettant pas d'apporter au tribunal les renseignements indispensables pour juger ce qui peut convenir à l'aménagement et au reclassement social du prévenu, ce qui constitue pourtant l'objet officiellement assigné à la peine. Et je sais pourtant des magistrats du tribunal ou de la cour d'appel qui se sont souvent étonnés à rechercher la « moins mauvaise solution possible ».

En revanche, si la peine prononcée est légère ou assortie d'une mesure de sursis, le « flagrant délit » peut présenter certains avantages, en ce sens que l'affaire se trouve terminée sans délai, le prévenu étant alors très rapidement fixé sur son sort. Si, comme il a été dit au début, « Ce n'est pas la loi qui est en cause, mais la pratique qui en est faite », la procédure de flagrant délit peut être utilisée, à condition de l'être avec discernement, avec humanité et en prévoyant exactement le justiciable de l'étendue de ses droits.

Deux réformes

Je suggérerais toutefois deux conditions à ajouter aux dispositions actuelles :

a) L'exclusion de cette procédure les délinquants primaires. Sans doute, comme l'a dit un jour le général de Gaulle au cours d'un voyage à l'étranger : « Quand on est pris de justice, on est facilement, dans notre pays, repris de justice. » Je pense cependant que ceux qui n'ont jamais été condamnés doivent être dispensés de cette forme d'audience qui demeurera tout de même « expéditive » ;

b) Je limiterais les condamnations pouvant être prononcées à l'audience des flagrants délits à la peine maximum de deux mois d'emprisonnement. Si le tribunal, qui pourrait bien sûr infliger une peine inférieure, voulait prononcer une condamnation plus élevée, il ne pourrait alors que « renvoyer » le ministère public soit à ouvrir une information, soit à exercer des poursuites par la voie de la citation directe.

Demeurerait aussi à prendre une décision sur la question des

Une procédure surannée

Est-ce uniquement parce que des affaires font scandale y sont jugées à l'audience à la cadence de celles des flagrants délits que je vais maintenant parler de la Cour de cassation ?

L'auteur, essentiellement, inadéquation, telles sont les caractéristiques majeures de cette institution qui — on se plaît à le répéter — un prestige incomparable et que le monde nous envie.

La procédure suivie est surannée. A la Cour de cassation, on n'en finit pas de vieillir, les magistrats comme les dossiers. Les textes

des mémoires en demande ou en défense, etc.), et encore ce délai a-t-il été notablement réduit en 1967. Ajouter à cela le temps nécessaire à l'examen du dossier, d'autres délais qui viennent se superposer, et vous comprendrez qu'on puisse, là encore, parler des lenteurs de la justice.

Il ne faut donc pas être surpris que les décisions rendues concernant des faits anciens et que l'intérêt du litige, pour les plaideurs, ait souvent diminué avec le temps.

Cet intérêt est souvent difficilement perceptible par les conseillers, eux-mêmes chargés de l'étude préalable du pourvoi. Accablés de travail, ils ont pris — nous le verrons — avec le temps la couleur lausane de nos dossiers.

Pas de bureau et, partant, pas de téléphone, pas de codes, pas de secrétaires, plantés sous le poids des dossiers qu'ils transportent, ils écrivirent sans cesse, comme au temps de la plume d'oie.

Je dis aux autorités responsables qu'il n'est pas possible de laisser travailler des magistrats dans les conditions qui sont les leurs, et que je n'hésite pas à qualifier d'« indécents ».

Peut-il y avoir des conseillers heureux ? Une réponse négative ne serait après tout peut-être pas grave, dans la perspective de l'Etat et de ses institutions — je crois pourtant qu'il est indispensable que les magistrats se proc-

cupent davantage du cadre de vie et de l'ambiance de travail des fonctionnaires des services de justice, — cela ne serait pas grave si les « victimes » de ce que je viens de décrire n'étaient pas, d'abord, les justiciables, par les conséquences qui résultent d'un tel système : lenteur de la justice, cherté, inadéquation, et pis encore, trop souvent absence de compréhension et d'intérêt des plaideurs pour les décisions rendues, même si leur droit est reconnu ; mais la victime est aussi le service public de la justice, puisqu'il en dépend que la Cour de cassation, gardienne des libertés interprète de la loi et unificateur de la jurisprudence, n'assume que très imparfaitement cette mission, pourtant traditionnelle et essentielle. Or, cela ne serait pas grave si, en définitive, un tel système ne contribuait à l'incompréhension générale des citoyens pour la justice.

Dire que nos effectifs sont insuffisants et prévoir la création de trois nouveaux postes de conseillers ne changera rien à quoi que ce soit. Il est dérisoire de se réjouir d'une aussi faible « amélioration ». Penser que la création d'un « bureau d'expédition » — quel langage changera à lui seul le système est une vue de l'esprit. Attendre les résultats de la mise en place d'un système informatique est un leurre.

Les solutions

Ce ne sont pas des « efforts limités » qui sont nécessaires, mais des réformes profondes, conduites avec une volonté d'ouverture, de concertation, de rajustement.

La Cour de cassation doit s'arrêter par l'apport d'éléments nouveaux : le nombre des conseillers référendaires, avec voix délibérative si l'on veut, doit être triple du quadriple, leur carrière doit être « débouquée », leur affectation à la Cour de cassation limitée dans le temps, par exemple trois ans, avec possibilité de renouvellement. Ces conseillers référendaires rempliraient des fonctions analogues à celles des maîtres des requêtes au

Conseil d'Etat. Ce serait leur rôle primordial.

Ensuite, dans chaque chambre, l'un de ces magistrats, assisté d'un secrétaire-greffier et d'une dactylographe, en liaison avec le greffier de chambre, aurait la charge de l'administration.

D'autres conseillers référendaires, enfin, pourraient remplir les fonctions d'avocats généraux soit à plein temps, soit à temps partiel... (comme les commissaires du gouvernement au Conseil d'Etat choisis parmi les maîtres des requêtes, et dont on sait la réputation). Une telle affectation donnerait aux avocats généraux à la

Cour de cassation une aide féconde, et peut-être même permettrait-elle à certains magistrats du parquet de se voir affecter, sur leur demande, à des postes de conseillers.

La Cour de cassation doit aussi s'arrêter par l'apport d'éléments nouveaux à la magistrature : récemment, un ancien président du tribunal de commerce de Paris a été nommé conseiller d'Etat en service extraordinaire.

S'il avait pu siéger pendant quatre ans à la chambre commerciale, combien nous nous en serions réjouis. Il faut qu'à l'avenir de telles affectations soient possibles : que, demain, tel ancien membre d'un conseil de prud'hommes, tel syndicaliste et tel chef d'entreprise, tel ouvrier, tel cadre, tel journaliste, maire élu d'une grande ville (3), puisse être nommé à « titre extraordinaire » à la Cour de cassation pour une période de trois ou quatre ans. Qu'on ne dise pas qu'il n'aurait pas de formation juridique. Faut-il importer ? J'ai même envie de répondre qu'il est souhaitable qu'ils n'en aient pas. Car nous avons déjà des juristes. Mais ils nous donneront bien plus, puis-je le dire, que nous n'en aurons jamais eus : leur expérience de la vie. Ils nous apporteront la vie ! Quelle ouverture pour cette juridiction, quel soufflage d'air, quel équilibre, quel enrichissement pour elle et quel enrichissement pour ceux qui viennent ainsi parmi nous et pour leur corps d'origine, lorsqu'ils le rejoignent. Enfin, quelle garantie pour le justiciable qui accepterait peut-être plus facilement la décision rendue, même si elle ne lui a pas été totalement favorable, parce qu'elle pourrait ainsi lui paraître moins arbitraire. Dans chacune des six chambres de la Cour de cassation pourraient être nommés trois conseillers en service extraordinaire.

Je ne parle que de la Cour de cassation, où un tel système me semble non seulement souhaitable, mais indispensable, pour l'avenir de cette juridiction. Mais il est évident que rien n'interdirait qu'il soit étendu au niveau des tribunaux de première instance et des cours d'appel, avec les adaptations nécessaires. En tout cas, de longues études là non plus ne sont pas nécessaires (4).

Dégager la Cour de cassation de l'asphyxie, l'ouvrir, l'aérer, c'est aussi rendre ses audiences moins tendues, plus vivantes. C'est la possibilité de ne plus juger au rythme des flagrants délits et de laisser à chacun le temps de produire la parole aussi librement qu'il le souhaite, et même l'inviter à le faire, de motiver plus complètement les décisions pour qu'elles soient compréhensibles aussi bien aux juristes qu'à ceux qui ne le sont pas, de permettre aussi à ceux qui ont un avis divergent de l'exprimer à la fin de la décision, peut-être même en l'explicitant brièvement. Le secret du délibéré — qui joue pleinement et doit à mon sens continuer à s'appliquer devant les juridictions du fait — peut sans inconvénients être aboli devant la Cour de cassation pour la raison essentielle suivante : cette juridiction statue non en fait, mais en droit, et il pourrait être bon pour la parole qui n'a pas obtenu satisfaction de savoir que sa thèse n'a pas été considérée comme étant passible de 100 %, comme elle en a actuellement l'impression, souvent à tort, mais que quelques voix se sont élevées pour la défendre. Il y aurait là, me semble-t-il, un aspect qui donnerait une plus grande crédibilité à la justice, le justiciable pouvant mieux comprendre la loi de la majorité que celle de l'unanimité, et éventuellement un magistrat, littéralement heurté par une décision à laquelle il a participé, d'avoir à l'assumer comme s'il en avait été l'inspirateur.

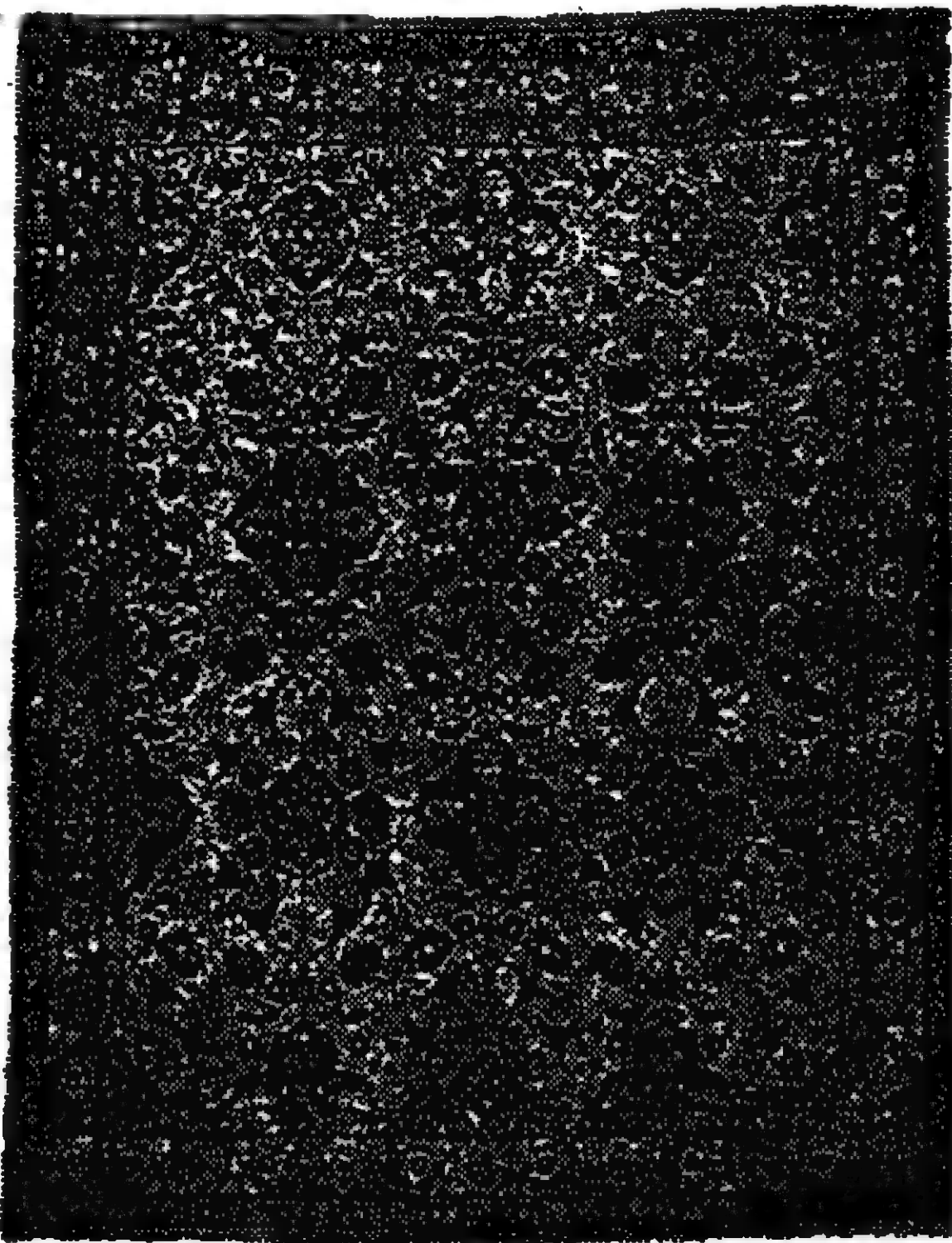
Je pense que les mesures ci-dessus préconisées sont fondamentales et permettraient, selon à la Cour de cassation de se maintenir dans les années à venir à la place considérable qu'elle tient dans l'organisation de l'Etat.

Prochain article :

L'INDÉPENDANCE DES MAGISTRATS

- (1) Paru dans la collection « Témoignage », Stock.
- (2) Le Monde du 11 décembre 1976.
- (3) Il ne s'agit ici que d'exemples, non limitatifs.
- (4) Certaines juridictions connaissent déjà le système de l'échecage.

Exposition-vente du 11 janvier au 26 février.



TAPIZ ancien 430 x 330. Ce magnifique tapis a été réalisé à Téhéran, capitale de l'Azerbaïdjan (Iran). De grands maîtres tisseurs ont confectionné dans les ateliers de cette ville à la fin du siècle dernier, de véritables chefs-d'œuvre.

Une des plus belles collections de tapis d'Orient est en France.

C'est une véritable pépite pour le Bon Marché que d'avoir réussi à réunir un nombre aussi considérable de véritables tapis d'Orient tous faits à la main. Certains proviennent de localités aussi célèbres qu'Ispahan, Kourm, Kachan, Varamine... mais aussi de villes ou villages moins connus comme Odjaroud, Miensy, Sarab, Kirmanshah... ou même de tribus comme les Kachgal, Kurdes, Aïshar, Shehovan... ces tapis sont tous d'authentiques chefs-d'œuvre d'artisans qui deviennent de plus en plus rares. Ne serait-ce que pour le plaisir des yeux, c'est donc une exposition en tout cas à ne pas manquer.

9 mois de crédit gratuit ou -10% pour paiement comptant.

1^{er} spécialiste des tapis d'Orient en France.

Exposition 1^{er} étage - Magasin 2.

AU BON MARCHÉ
RIVE GAUCHE

Couvert tous les jours. Photos (sauf 180 francs d'achat) 1 heure, 300 francs d'achat 2 heures. Matin (9h-12h) 100 francs d'achat.

perpétuité d'une peine

grand débat

les congrès du Syndicat des avocats de France

la recherche d'un

SPECTACLES

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 17 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 22 - Dimanche 23 janvier

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra : la Walkyrie (sam., 18 h.) ; Ch. Castel, chant, J. Boyer, piano (dim., 18 h. 30).
Comédie-Française : le Cid (sam., 20 h. 30 ; dim., 14 h. 30 et 20 h. 30).
Châtelet : Grand Théâtre : A.A. Théâtre : Arthur Adamov (sam., 20 h. 30).
Salle Gémier : Mère Courage et ses enfants (sam., 20 h. 30).
Odéon : Pour nous dans le feu des nuées, Elisabeth (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Petit Odéon : Parolchimie (sam. et dim., 18 h. 30).
Petit TNP : PAR. 34-41 (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).

Les salles municipales

Châtelet : Volga (sam., 20 h. 30 ; dim., 14 h. 30 et 20 h. 30).
Comédie : Concerto Colonne, dir. P. Dervaux avec Y. Loefer, piano (Médan) (dim., 15 h.).
Neuveville : Parole de femme (sam., 20 h.).
II : Emma Santos (sam., 20 h.).
III : Cirque à l'antienne (dim., 15 h.).
Théâtre de la Ville : Christoph Rechenbach (sam., 18 h. 30 ; les Rigolons (sam., 20 h. 30 ; dim., 14 h. 30).

Les autres salles

Antioche : les Parents terribles (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 20 h. 30).
Arts-Études : l'École des cocottes (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Atelier : le Bain de vapeur (sam., 21 h. ; dim., 15 h. et 21 h.).
Carnegie : le Théâtre de la Paix : l'Acquiescement : la jeune lune vient de la ville (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Centre culturel du XVII^e : les Amoureux de Jacques le Fataliste (sam., 21 h. ; dim., 17 h. et 21 h.).
Comédie Caennaise : Rodin-Rodin (sam., 21 h. 10 ; dim., 15 h. 10 et 21 h. 10).
Comédie des Champs-Élysées : Chère Zola (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Comédie-Française : l'Armée (sam., 20 h. 30).
Danton : le Portrait de Dorian Gray (sam., 21 h. ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Edmond-III : Amphitruon 38 (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Église Saint-Sulpice : Célébration pour un dieu mort (sam. et dim., 20 h. 30).
Espace Cardin : Freaks Society (sam., 21 h.).
Galerie Naam Stern : Oration de mimes et pantomimes (sam., 19 h. 30).
Gaité-Montparnasse : les Amoureux (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Gymnase-Mario-Beli : Une aspirine pour deux (sam., 21 h. ; dim., 15 h. et 21 h.).
Huchette : la Cantatrice chauve : la Leçon (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h. et 17 h. 30).
La Bruyère : Pour cent briques (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Madeline : Peau de vache (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Maurice : les Mains sales (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Micaud : Jours d'insouciance (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Michele : le Cid (sam., 20 h. 30).
Michele : Qui est qui ? (sam., 21 h. ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Montparnasse : Mère Courage et ses enfants (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Opéra : Opéra (sam., 22 h. 15).
Opéra national des A.T.P. : Le Quatrième voyage de Némée (sam. et dim., 20 h. 30).
Nouveautés : Nina (sam., 21 h. ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Olivier : le Scénario (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h. et 20 h. 45).
Palace : Garbage (sam. et dim., 19 h.).
Palace : le Réve de l'homme ridicule (Pip Simmons) (sam. et dim., 21 h.).
Palais-Royal : la Cage aux folles (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Piaf : la Cage aux folles (sam., 20 h. 45).
Pochon-Montparnasse : Jase et la Sape-Poutine (sam., 20 h. 30 et 21 h. 30).
Porte-Saint-Martin : la Dispute (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Régulier : Chesterton (sam., 20 h. 30).
Saint-Georges : Lucienne et le bouc (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Studio des Champs-Élysées : les Femmes du jeudi (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Studio Théâtre 14 : la Fausse Suivante (sam., 20 h. 30).
Théâtre d'Art : la Femme de Scarron (sam. et dim., 18 h. 30).
Théâtre de la Cité internationale, la Romance : Deux (sam., 21 h.).

PREMIÈRE SAMEDI 22 JANVIER

théâtre de gennevilliers 793.26.30

les paysans

d'après balzac

texte de yvon davis et michèle raoul davis
mise en scène de bernard sobel

DERNIÈRE LE 29 JANVIER

PIP SIMMONS
Le Réve de l'homme Ridicule
Capitaine Dardennes
AVEC LE CONCOURS D'ALPHA-FNAC
&
DU BRITISH COUNCIL A PARIS
« La déraison est à vil, le rire en ébullition, le rock'n roll farouche. A s'y frotter... » — Patrick PIET, Libération.
« Un tourbillon droit sorti de quelque rêve ou comédie musicale d'il y a vingt ans à qui se mélangent Satie, le capitaine Cook, le Docteur Freud... » — Matthieu GALEY, Le Quotidien de Paris.
« Pip Simmons nous offre un passionnant spectacle... » — Colette GODARD, le Monde.
THEATRE LE PALACE 770 44 37

MARIVAUX
LA FAUSSE SUIVANTE
Cie MORIN-TIMMERMAN
Marivaux cruel, brillant, superbe. Bravo (Le Monde)
du 4 janvier au 5 février
AU THEATRE 14
20 avenue Marc Sanguier
Paris 14e (Pte de Vanves)
Réservations : 805.78.65

ODEON
THEATRE NATIONAL
pour la première fois à ODEON
Le nouveau Théâtre National de Marseille
Cie Marcel Maréchal
avec la création d'une pièce de Jean VAUTHIER
TON NOM DANS LE FEU DES NUÉES, ÉLISABETH
Mise en scène : Bernard BALLE, Marcel MARÉCHAL et Jean VAUTHIER.
Tous les soirs à 20 h. 30, sauf dimanche et lundi.
Matinée dimanche à 16 h.
Renseignements et location : 325-79-32.

TON NOM DANS LE FEU DES NUÉES, ÉLISABETH
Mise en scène : Bernard BALLE, Marcel MARÉCHAL et Jean VAUTHIER.
Tous les soirs à 20 h. 30, sauf dimanche et lundi.
Matinée dimanche à 16 h.
Renseignements et location : 325-79-32.

A PARTIR DU 25 JANVIER
TEP
Claude LUTAGE
M. en s. GUY RÉTORÉ
17 rue Malte-Brun 75020 Paris
M^o Gambetta - tél. 636.79.05

TERRE QUEBEC, THEATRE DE LA GRANDE RÉFLEXION
au Musée National des Arts et Traditions Populaires
6 avenue du Musée Canadien
(côté Edouard) Tél. 747-69-80
LE QUEBEC SANS BON SENS
PAR PIERRE PERRAULT
Ouvre / cinéma / photo
du 22 janvier au 12 février
Théâtre : 10P - Cinéma : Gaité (sauf mardi)
*Séances Sam. 22 et Dim. 23 à 19h 30, 19h 45, 20h 15, 20h 45, 21h 15, 21h 45, 22h 15, 22h 45, 23h 15, 23h 45, 24h 15, 24h 45, 25h 15, 25h 45, 26h 15, 26h 45, 27h 15, 27h 45, 28h 15, 28h 45, 29h 15, 29h 45, 30h 15, 30h 45, 31h 15, 31h 45, 32h 15, 32h 45, 33h 15, 33h 45, 34h 15, 34h 45, 35h 15, 35h 45, 36h 15, 36h 45, 37h 15, 37h 45, 38h 15, 38h 45, 39h 15, 39h 45, 40h 15, 40h 45, 41h 15, 41h 45, 42h 15, 42h 45, 43h 15, 43h 45, 44h 15, 44h 45, 45h 15, 45h 45, 46h 15, 46h 45, 47h 15, 47h 45, 48h 15, 48h 45, 49h 15, 49h 45, 50h 15, 50h 45, 51h 15, 51h 45, 52h 15, 52h 45, 53h 15, 53h 45, 54h 15, 54h 45, 55h 15, 55h 45, 56h 15, 56h 45, 57h 15, 57h 45, 58h 15, 58h 45, 59h 15, 59h 45, 60h 15, 60h 45, 61h 15, 61h 45, 62h 15, 62h 45, 63h 15, 63h 45, 64h 15, 64h 45, 65h 15, 65h 45, 66h 15, 66h 45, 67h 15, 67h 45, 68h 15, 68h 45, 69h 15, 69h 45, 70h 15, 70h 45, 71h 15, 71h 45, 72h 15, 72h 45, 73h 15, 73h 45, 74h 15, 74h 45, 75h 15, 75h 45, 76h 15, 76h 45, 77h 15, 77h 45, 78h 15, 78h 45, 79h 15, 79h 45, 80h 15, 80h 45, 81h 15, 81h 45, 82h 15, 82h 45, 83h 15, 83h 45, 84h 15, 84h 45, 85h 15, 85h 45, 86h 15, 86h 45, 87h 15, 87h 45, 88h 15, 88h 45, 89h 15, 89h 45, 90h 15, 90h 45, 91h 15, 91h 45, 92h 15, 92h 45, 93h 15, 93h 45, 94h 15, 94h 45, 95h 15, 95h 45, 96h 15, 96h 45, 97h 15, 97h 45, 98h 15, 98h 45, 99h 15, 99h 45, 100h 15, 100h 45, 101h 15, 101h 45, 102h 15, 102h 45, 103h 15, 103h 45, 104h 15, 104h 45, 105h 15, 105h 45, 106h 15, 106h 45, 107h 15, 107h 45, 108h 15, 108h 45, 109h 15, 109h 45, 110h 15, 110h 45, 111h 15, 111h 45, 112h 15, 112h 45, 113h 15, 113h 45, 114h 15, 114h 45, 115h 15, 115h 45, 116h 15, 116h 45, 117h 15, 117h 45, 118h 15, 118h 45, 119h 15, 119h 45, 120h 15, 120h 45, 121h 15, 121h 45, 122h 15, 122h 45, 123h 15, 123h 45, 124h 15, 124h 45, 125h 15, 125h 45, 126h 15, 126h 45, 127h 15, 127h 45, 128h 15, 128h 45, 129h 15, 129h 45, 130h 15, 130h 45, 131h 15, 131h 45, 132h 15, 132h 45, 133h 15, 133h 45, 134h 15, 134h 45, 135h 15, 135h 45, 136h 15, 136h 45, 137h 15, 137h 45, 138h 15, 138h 45, 139h 15, 139h 45, 140h 15, 140h 45, 141h 15, 141h 45, 142h 15, 142h 45, 143h 15, 143h 45, 144h 15, 144h 45, 145h 15, 145h 45, 146h 15, 146h 45, 147h 15, 147h 45, 148h 15, 148h 45, 149h 15, 149h 45, 150h 15, 150h 45, 151h 15, 151h 45, 152h 15, 152h 45, 153h 15, 153h 45, 154h 15, 154h 45, 155h 15, 155h 45, 156h 15, 156h 45, 157h 15, 157h 45, 158h 15, 158h 45, 159h 15, 159h 45, 160h 15, 160h 45, 161h 15, 161h 45, 162h 15, 162h 45, 163h 15, 163h 45, 164h 15, 164h 45, 165h 15, 165h 45, 166h 15, 166h 45, 167h 15, 167h 45, 168h 15, 168h 45, 169h 15, 169h 45, 170h 15, 170h 45, 171h 15, 171h 45, 172h 15, 172h 45, 173h 15, 173h 45, 174h 15, 174h 45, 175h 15, 175h 45, 176h 15, 176h 45, 177h 15, 177h 45, 178h 15, 178h 45, 179h 15, 179h 45, 180h 15, 180h 45, 181h 15, 181h 45, 182h 15, 182h 45, 183h 15, 183h 45, 184h 15, 184h 45, 185h 15, 185h 45, 186h 15, 186h 45, 187h 15, 187h 45, 188h 15, 188h 45, 189h 15, 189h 45, 190h 15, 190h 45, 191h 15, 191h 45, 192h 15, 192h 45, 193h 15, 193h 45, 194h 15, 194h 45, 195h 15, 195h 45, 196h 15, 196h 45, 197h 15, 197h 45, 198h 15, 198h 45, 199h 15, 199h 45, 200h 15, 200h 45, 201h 15, 201h 45, 202h 15, 202h 45, 203h 15, 203h 45, 204h 15, 204h 45, 205h 15, 205h 45, 206h 15, 206h 45, 207h 15, 207h 45, 208h 15, 208h 45, 209h 15, 209h 45, 210h 15, 210h 45, 211h 15, 211h 45, 212h 15, 212h 45, 213h 15, 213h 45, 214h 15, 214h 45, 215h 15, 215h 45, 216h 15, 216h 45, 217h 15, 217h 45, 218h 15, 218h 45, 219h 15, 219h 45, 220h 15, 220h 45, 221h 15, 221h 45, 222h 15, 222h 45, 223h 15, 223h 45, 224h 15, 224h 45, 225h 15, 225h 45, 226h 15, 226h 45, 227h 15, 227h 45, 228h 15, 228h 45, 229h 15, 229h 45, 230h 15, 230h 45, 231h 15, 231h 45, 232h 15, 232h 45, 233h 15, 233h 45, 234h 15, 234h 45, 235h 15, 235h 45, 236h 15, 236h 45, 237h 15, 237h 45, 238h 15, 238h 45, 239h 15, 239h 45, 240h 15, 240h 45, 241h 15, 241h 45, 242h 15, 242h 45, 243h 15, 243h 45, 244h 15, 244h 45, 245h 15, 245h 45, 246h 15, 246h 45, 247h 15, 247h 45, 248h 15, 248h 45, 249h 15, 249h 45, 250h 15, 250h 45, 251h 15, 251h 45, 252h 15, 252h 45, 253h 15, 253h 45, 254h 15, 254h 45, 255h 15, 255h 45, 256h 15, 256h 45, 257h 15, 257h 45, 258h 15, 258h 45, 259h 15, 259h 45, 260h 15, 260h 45, 261h 15, 261h 45, 262h 15, 262h 45, 263h 15, 263h 45, 264h 15, 264h 45, 265h 15, 265h 45, 266h 15, 266h 45, 267h 15, 267h 45, 268h 15, 268h 45, 269h 15, 269h 45, 270h 15, 270h 45, 271h 15, 271h 45, 272h 15, 272h 45, 273h 15, 273h 45, 274h 15, 274h 45, 275h 15, 275h 45, 276h 15, 276h 45, 277h 15, 277h 45, 278h 15, 278h 45, 279h 15, 279h 45, 280h 15, 280h 45, 281h 15, 281h 45, 282h 15, 282h 45, 283h 15, 283h 45, 284h 15, 284h 45, 285h 15, 285h 45, 286h 15, 286h 45, 287h 15, 287h 45, 288h 15, 288h 45, 289h 15, 289h 45, 290h 15, 290h 45, 291h 15, 291h 45, 292h 15, 292h 45, 293h 15, 293h 45, 294h 15, 294h 45, 295h 15, 295h 45, 296h 15, 296h 45, 297h 15, 297h 45, 298h 15, 298h 45, 299h 15, 299h 45, 300h 15, 300h 45, 301h 15, 301h 45, 302h 15, 302h 45, 303h 15, 303h 45, 304h 15, 304h 45, 305h 15, 305h 45, 306h 15, 306h 45, 307h 15, 307h 45, 308h 15, 308h 45, 309h 15, 309h 45, 310h 15, 310h 45, 311h 15, 311h 45, 312h 15, 312h 45, 313h 15, 313h 45, 314h 15, 314h 45, 315h 15, 315h 45, 316h 15, 316h 45, 317h 15, 317h 45, 318h 15, 318h 45, 319h 15, 319h 45, 320h 15, 320h 45, 321h 15, 321h 45, 322h 15, 322h 45, 323h 15, 323h 45, 324h 15, 324h 45, 325h 15, 325h 45, 326h 15, 326h 45, 327h 15, 327h 45, 328h 15, 328h 45, 329h 15, 329h 45, 330h 15, 330h 45, 331h 15, 331h 45, 332h 15, 332h 45, 333h 15, 333h 45, 334h 15, 334h 45, 335h 15, 335h 45, 336h 15, 336h 45, 337h 15, 337h 45, 338h 15, 338h 45, 339h 15, 339h 45, 340h 15, 340h 45, 341h 15, 341h 45, 342h 15, 342h 45, 343h 15, 343h 45, 344h 15, 344h 45, 345h 15, 345h 45, 346h 15, 346h 45, 347h 15, 347h 45, 348h 15, 348h 45, 349h 15, 349h 45, 350h 15, 350h 45, 351h 15, 351h 45, 352h 15, 352h 45, 353h 15, 353h 45, 354h 15, 354h 45, 355h 15, 355h 45, 356h 15, 356h 45, 357h 15, 357h 45, 358h 15, 358h 45, 359h 15, 359h 45, 360h 15, 360h 45, 361h 15, 361h 45, 362h 15, 362h 45, 363h 15, 363h 45, 364h 15, 364h 45, 365h 15, 365h 45, 366h 15, 366h 45, 367h 15, 367h 45, 368h 15, 368h 45, 369h 15, 369h 45, 370h 15, 370h 45, 371h 15, 371h 45, 372h 15, 372h 45, 373h 15, 373h 45, 374h 15, 374h 45, 375h 15, 375h 45, 376h 15, 376h 45, 377h 15, 377h 45, 378h 15, 378h 45, 379h 15, 379h 45, 380h 15, 380h 45, 381h 15, 381h 45, 382h 15, 382h 45, 383h 15, 383h 45, 384h 15, 384h 45, 385h 15, 385h 45, 386h 15, 386h 45, 387h 15, 387h 45, 388h 15, 388h 45, 389h 15, 389h 45, 390h 15, 390h 45, 391h 15, 391h 45, 392h 15, 392h 45, 393h 15, 393h 45, 394h 15, 394h 45, 395h 15, 395h 45, 396h 15, 396h 45, 397h 15, 397h 45, 398h 15, 398h 45, 399h 15, 399h 45, 400h 15, 400h 45, 401h 15, 401h 45, 402h 15, 402h 45, 403h 15, 403h 45, 404h 15, 404h 45, 405h 15, 405h 45, 406h 15, 406h 45, 407h 15, 407h 45, 408h 15, 408h 45, 409h 15, 409h 45, 410h 15, 410h 45, 411h 15, 411h 45, 412h 15, 412h 45, 413h 15, 413h 45, 414h 15, 414h 45, 415h 15, 415h 45, 416h 15, 416h 45, 417h 15, 417h 45, 418h 15, 418h 45, 419h 15, 419h 45, 420h 15, 420h 45, 421h 15, 421h 45, 422h 15, 422h 45, 423h 15, 423h 45, 424h 15, 424h 45, 425h 15, 425h 45, 426h 15, 426h 45, 427h 15, 427h 45, 428h 15, 428h 45, 429h 15, 429h 45, 430h 15, 430h 45, 431h 15, 431h 45, 432h 15, 432h 45, 433h 15, 433h 45, 434h 15, 434h 45, 435h 15, 435h 45, 436h 15, 436h 45, 437h 15, 437h 45, 438h 15, 438h 45, 439h 15, 439h 45, 440h 15, 440h 45, 441h 15, 441h 45, 442h 15, 442h 45, 443h 15, 443h 45, 444h 15, 444h 45, 445h 15, 445h 45, 446h 15, 446h 45, 447h 15, 447h 45, 448h 15, 448h 45, 449h 15, 449h 45, 450h 15, 450h 45, 451h 15, 451h 45, 452h 15, 452h 45, 453h 15, 453h 45, 454h 15, 454h 45, 455h 15, 455h 45, 456h 15, 456h 45, 457h 15, 457h 45, 458h 15, 458h 45, 459h 15, 459h 45, 460h 15, 460h 45, 461h 15, 461h 45, 462h 15, 462h 45, 463h 15, 463h 45, 464h 15, 464h 45, 465h 15, 465h 45, 466h 15, 466h 45, 467h 15, 467h 45, 468h 15, 468h 45, 469h 15, 469h 45, 470h 15, 470h 45, 471h 15, 471h 45, 472h 15, 472h 45, 473h 15, 473h 45, 474h 15, 474h 45, 475h 15, 475h 45, 476h 15, 476h 45, 477h 15, 477h 45, 478h 15, 478h 45, 479h 15, 479h 45, 480h 15, 480h 45, 481h 15, 481h 45, 482h 15, 482h 45, 483h 15, 483h 45, 484h 15, 484h 45, 485h 15, 485h 45, 486h 15, 486h 45, 487h 15, 487h 45, 488h 15, 488h 45, 489h 15, 489h 45, 490h 15, 490h 45, 491h 15, 491h 45, 492h 15, 492h 45, 493h 15, 493h 45, 494h 15, 494h 45, 495h 15, 495h 45, 496h 15, 496h 45, 497h 15, 497h 45, 498h 15, 498h 45, 499h 15, 499h 45, 500h 15, 500h 45, 501h 15, 501h 45, 502h 15, 502h 45, 503h 15, 503h 45, 504h 15, 504h 45, 505h 15, 505h 45, 506h 15, 506h 45, 507h 15, 507h 45, 508h 15, 508h 45, 509h 15, 509h 45, 510h 15, 510h 45, 511h 15, 511h 45, 512h 15, 5

100

ter-Continental

nement
.41.01
limité

Au présent appel d'ouvrages des entreprises établis dans les pays membres de la BID pour cet effet par la BID.

Les fournisseurs intéressés doivent adresser à CARAIBA METAIS SA, au siège social, l'offre et le devis estimatif de son consultant, afin d'obtenir les informations nécessaires et les qualifications requises.

MILDER
Avenida F
20.000 RIO
GRESLE..

essés sont invités à se mettre en contact avec l'INDUSTRIA E COMERCIO, à l'adresse ci-dessous, jusqu'au 15/05/90, pour les renseignements supplémentaires sur les procédures requises des fournisseurs.

FAISER ENGENHARIA S.A.
Branco, 128 - 13º andar
RIO DE JANEIRO, RJ

en rapport avec
par l'intermé-
8 février 1977,
t, l'équipement

Les prix des vins de France ont subi une baisse de 10 % par rapport à l'année dernière. Les vins de France sont les plus appréciés par les consommateurs. Les vins de France sont les plus appréciés par les consommateurs. Les vins de France sont les plus appréciés par les consommateurs.

aliments alimentaires qui ont augmenté de plus de 10 % au 1^{er} décembre : 11,3 % pour ceux des industries textiles et 12,5 % pour ceux des industries chimiques. Les produits alimentaires ont augmenté de 3,1 % au 1^{er} décembre.

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

IMMIGRÉS

Licenciés après deux heures de débruyage

Il était une fois une petite entreprise familiale, les Plan-chers Bourge, une usine de coffrages métalliques à Porcé-la-Bas, dans l'Essonne. Le patron l'avait créée de toutes pièces il y a une vingtaine d'années. A sa mort, son fils, conseiller municipal de la majorité, reprit l'affaire, appliquant un principe très simple : on recrutait des immigrés, logés par l'employeur moyennant une redevance mensuelle (actuellement de 16 F par pièce occupée) qui figure sur la feuille de paie, ou les rétribuaient au SMIC et, avec une sollicitation d'ouvriers étrangers et une dizaine de cadres, d'agents de maîtrise ou d'employés français, l'usine tournait parfaitement. Du moins, jusqu'au mois dernier.

Car, soudain, on ne sait quelle mouche les piquant, les Plan-chers ont commencé à s'organiser. Une section syndicale C.G.T. fut constituée, un délégué désigné, un cahier de revendications présenté à la direction. Sur quoi portèrent ces revendications ? Sur peu de choses en vérité : « L'hiver, grognent les ouvriers, on gèle dans les ateliers. On est mal payé. Les logements sont insalubres, c'est du préfabriqué, la cité baigne dans la boue. Les ouvrières de l'atelier de soudure n'ont pas de tabliers protecteurs. » Et de réclamer en vrac des tabliers, mais aussi des gains de travail, des souliers à bouts ferrés. Bref, non seulement les ouvriers méritent en cause les bas salaires et réclament, au lieu de primes, des augmentations uniformes, mais encore ils exigent les conditions de vie et de travail.

Ultime, M. Bourge répondit qu'il avait toujours considéré ses immigrés comme les membres d'une grande famille, qu'il les logeait dans une des plus belles cités du département, qu'il leur fournissait gratuitement l'eau et l'électricité, et qu'il ne pouvait pas les mieux payer sans mettre en danger l'existence de son entreprise. Ses interlocuteurs firent observer qu'outre la redevance-loyer comprise en salaire net, ils réglaient eux-mêmes les frais de chauffage, et que tout cela n'avait rien à voir avec les problèmes de sécurité. Ils décidèrent alors, en compagnie de

quelques camarades français, un débruyage de deux heures à l'ère d'avertissement.

M. Bourge répondit, dans un premier temps, par trois jours de mise à pied, puis par le licenciement, le 21 décembre, de quarante-huit salariés ayant participé au débruyage : un Espagnol, au débrouillage, un Tunisien, cinq Turcs et deux Français. Pour mieux se faire comprendre, il commença par couper le chauffage dans un foyer de célibataires. Il menaça aussi d'expulser — illégalement — les familles des logements qui lui appartenaient. Ensuite, il décréta un lock-out partiel pour les « grévistes », les quels, depuis lors, viennent camper chaque matin à proximité des ateliers, sur la Nationale 538.

Enfin, M. Bourge cassa le paiement des salaires. Comme ces derniers sont versés sous forme dacompte le 24 de chaque mois, le solde étant réglé le 10 du mois suivant, certains ouvriers, notamment des chefs de famille, se trouvent sans ressources depuis le 10 décembre.

Un médiateur a été désigné par le tribunal d'instance d'Evry. Mais à l'issue d'une réunion tripartite, le 12 janvier, M. Bourge annonçait qu'il ne réembaucherait qu'une trentaine d'ouvriers — ceux de son choix — les autres étant, cette fois, licenciés pour motif économique. Ces derniers courent le risque d'être renvoyés dans leur pays s'ils ne retrouvent pas un emploi dans les trois mois pour les titulaires d'une carte temporaire, dans les douze mois pour les autres.

Le conflit reviendra donc devant l'inspecteur du travail. En attendant, l'Association de solidarité avec les travailleurs immigrés de l'Essonne s'est mobilisée à Orsay. Gif-sur-Yvette et Dourdan. Elle a obtenu l'appui de la C.G.T. de la C.F.D.T. du P.S. et du P.C.F. pour alerter l'opinion sur cette étrange affaire et lancer une campagne de soutien (*).

La loi est-elle donc si mal écrite que personne, pas même un juge ou un inspecteur du travail, ne puisse intervenir sur-le-champ pour empêcher de telles pratiques.

JEAN BENOÎT.

(*) ASTI d'Orsay, C.C.P. La Source 20-00-32 U.

Réorganisation des services d'information de la commission de Bruxelles

M. Olivi est déchargé de ses fonctions

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La nouvelle Commission européenne, présidée par M. Jenkins, consacre, pour l'instant, l'essentiel de son temps à la réorganisation de ses services. Désormais, le groupe du « porte-parole » chargé des relations avec les journalistes, qui jusqu'ici fonctionnait de façon autonome, et les services d'information, qui assurent les relations publiques de la Commission, seront placés sous la responsabilité d'un seul et même fonctionnaire. La Commission a désigné M. Ruggiero pour occuper ce poste et, du même coup, a déchargé de leurs fonctions M. Olivi, qui était le porte-parole de la Commission depuis quinze ans, et M. Ronan, qui était directeur général de l'information depuis 1973.

Malgré des lieux depuis quinze ans, M. Olivi, est venu, le 20 janvier, prendre congé des journalistes bruxellois. Utilisant tout à tour les six langues officielles de la Communauté, il a rappelé sans

emphase à ses vieux « collègues » le chemin parcouru : la création, puis l'amélioration, sous cinq présidents, d'un « groupe » dont les journalistes unanimement reconnaissent la grande utilité. Il y a maintenant deux cent soixante-trois journalistes accrédités auprès de la Commission contre à peine une trentaine en 1961 ; le groupe du porte-parole organise des « briefings » quotidiens et diffuse un volume considérable de « notes d'information » sur l'ensemble des thèmes de l'actualité communautaire.

Les journalistes comprennent mal encore les raisons qui, dès son arrivée, ont poussé le président Jenkins et le commando de fonctionnaires du Foreign Office qui l'accompagne à se séparer d'un porte-parole qui, tant son fait, n'avait pas démenti. Son indépendance, sa détermination à présenter et à diffuser le point de vue de la Commission et de la Communauté, sans trop se soucier des réactions des gouvernements membres et, en particulier, de celui de Londres, ont-elles été jugées excessives ? A-t-on pris ombrage d'une salle de presse qui, sous sa direction et malgré l'adhésion du Royaume-Uni, continuait à travailler quasi exclusivement en français ? Ce problème de langue qui, curieusement, les Français n'évoquent à Bruxelles qu'avec une sorte de gêne honteuse présente sûrement une importance politique non négligeable.

La Commission, en annonçant sa décision, a tenu à préciser que la réorganisation des services du porte-parole et de l'information n'était pas achevée. D'autres surprises peuvent donc venir. C'est dans deux ou trois semaines seulement qu'on pourra apprécier avec exactitude les intentions réelles de M. Jenkins.

PHILIPPE LEMAITRE.

EUROPE

Le conseil des ministres de l'agriculture est reporté

Le conseil des ministres de l'agriculture des Neuf, qui devait avoir lieu sous présidence britannique les 24 et 25 janvier, a été remis à une date ultérieure. Cette décision intervient alors que les ministres ont plusieurs dossiers importants à régler : la pêche ; les montants compensatoires monétaires (la France va déposer à leurs propositions agricoles pour la prochaine campagne. La Commission reproche en outre à la Grande-Bretagne d'avoir accordé, unilatéralement, des subventions à ses producteurs de porcs. Le 18 janvier, les ministres des affaires étrangères ont décidé de réduire l'activité des chalutiers de l'Est dans les eaux communautaires.

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La C.E.E. va accentuer sa pression pour que l'Union soviétique, la Pologne et l'Allemagne de l'Est respectent sa nouvelle politique de pêche. Il faudra donc que ces Etats limitent leurs captures dans la zone de pêche communautaire (celle-ci, depuis le 1^{er} janvier, s'étend à 200 milles au large des côtes des Neuf). Ces trois pays n'ont jusqu'à présent tenu aucun compte des dispositions les concernant prises par les Neuf. Les ministres des affaires étrangères de la C.E.E. réunis mardi 18 janvier à Bruxelles, ont décidé de principe : la mise en œuvre, le 1^{er} février, d'un système communautaire de licences de pêche.

Ces licences seront délivrées aux pays concernés par les Etats membres au nom de la Communauté. Dans les prochains jours, la C.E.E. fera également savoir quel est le nombre maximum de leurs bateaux qui peuvent être autorisés à pêcher dans les eaux communautaires.

Jusqu'à maintenant les pays de l'Est en général ont fait la sourde oreille aux propositions de négociation de la C.E.E. Leurs chalutiers croisent plus nombreux que jamais dans les eaux communautaires, si bien que, d'après les experts, les quotas de prise qui leur ont été alloués ont toutes chances d'être épuisés dès la fin de janvier... Que se passera-t-il si l'Union soviétique reste indiffé-

rente, voire hostile, à la mise en œuvre de la politique de pêche adressée ? Les Neuf, pour des raisons politiques évidentes, souhaitent vivement éviter une confrontation et, espérons, au contraire, amener les Soviétiques et leurs amis à coopérer. S'ils s'y refusent, la Communauté, saut à perdre la face, devra, cependant, envisager bientôt des mesures répressives. Par exemple, avertir, par la voie diplomatique, les gouvernements concernés que, au-delà d'un délai, un certain nombre d'unités sera tenu de quitter les eaux communautaires. — Ph. L.

● CRISE AIGUE DANS LA SIDERURGIE WALLONNE. — A Charleroi, le groupe Thy-Marcinelle, qui emploie quatre mille cinq cents travailleurs, a arrêté ses installations, et les 25 % des six mille ouvriers de Halnaut-Sambre-Rain, appartenant au même ensemble, sont en chômage technique. Des licenciements pourraient intervenir, ce qui aggraverait encore un chômage dont l'importance dépasse déjà 14 % de la population active en Wallonie. Une entreprise sidérurgique du bassin vient d'écrire au ministère belge des affaires économiques pour demander une aide publique, mais, déclare-t-on à Bruxelles, aucun plan de sauvetage de la sidérurgie wallonne n'est encore à l'étude.

A L'ÉTRANGER

CUBA N'EXPORTERA PAS DE SUCRE JUSQU'EN AOÛT

Cuba a confirmé le 20 janvier qu'il ne vendrait plus de sucre sur le marché mondial jusqu'au mois d'août. Le directeur de la compagnie d'exportation nationale, M. Esteban Lezcano, a déclaré que cette décision n'est pas motivée par une mauvaise récolte ; il a déclaré qu'au contraire, la production serait normale (de l'ordre de 6 millions de tonnes), et que Cuba a déjà vendu des quantités de sucre importantes à ses clients traditionnels.

JEAN BENOÎT.

(*) ASTI d'Orsay, C.C.P. La Source 20-00-32 U.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● RENAULT CONSERVE SES CHANCES POUR LA CONSTRUCTION DE L'USINE D'AUTOMOBILES D'ORAN. — Ce projet, dont le montant s'élèverait à 8 milliards de francs, faisait partie des quatre grandes opérations pour lesquelles M. Giscard d'Estaing s'était engagé en avril 1975 à consentir des conditions particulières de financement. Deux de ces contrats (le Monde du 21 janvier) ont été enlevés par des firmes étrangères, et la France ne reste en lice que pour les projets « voiture » et « avions ». En ce qui concerne le premier et en dépit des informations qui ont circulées, faisant état d'un accord entre Fiat et l'Algérie, il semble que l'amélioration récente des relations franco-algériennes laisse à la régie toutes ses chances. Son dossier sur le plan technique est au point. Les difficultés se situent au niveau des modalités de financement. Les responsables algériens ne cachent pas leur volonté de parvenir à une solution dans des délais assez rapides et laissent entendre qu'à conditions égales ils seraient disposés à accorder la préférence à la régie Renault.

● AMEUBLEMENT. — Après le Salon international du meuble qui s'est tenu à la porte de Versailles de Paris du 13 au 17 janvier, les industriels de l'ameublement ne sont ni vraiment pessimistes ni vraiment optimistes. Ils pensent qu'avec la poursuite du plan Barre les consommateurs, dont les dépenses de loisirs seront freinées, chasseront à aménager le confort de leur intérieur. Ils tablent sur un taux moyen de progression des ventes de l'ordre de 8 % pour la consommation intérieure, ainsi qu'une accélération des ventes à l'étranger. Toutefois, une hypothèse « grise » n'est pas exclue : augmentation de 5 % de la consommation et chômage.

Enfin, les difficultés du négoce parisien — Galeries Barbes, Croasserie Meubles, Conforama Real — inquiètent les fabricants bien que le nombre de points de vente ne cesse de croître.

A l'étranger

● EN GRANDE-BRETAGNE, le coût de la vie a augmenté de 1,3 % en décembre. En un an, par rapport à décembre 1975, la hausse s'établit à 11,1 % (34,9 % pour l'année 1975). — (A.F.P.)

Entreprises

● M. CHRISTIAN BEULLAC a confirmé, vendredi 21 janvier, devant l'Association nationale des directeurs de personnel, que plusieurs textes législatifs seront soumis, au printemps, au Parlement sur la réforme de l'entreprise : mise en place d'un bilan social ; système de co-surveillance dans certaines entreprises ; droit d'alerte du conseil d'administration reconnu aux comités d'entreprise ; meilleure protection des salariés quand les sociétés sont en difficulté ; élaboration de nouveaux statuts de sociétés coopératives ouvrières, sociétés à gestion participative et amélioration du fonctionnement des conseils de prud'hommes.

Logement

● EXPERIMENTATION DE LA REFORME DU LOGEMENT. — Douze départements ont été choisis pour « tester » en 1977 le nouveau système de l'aide personnalisée au logement (A.P.L.). Il s'agit du Doubs, de l'Hérault, de l'Isère, de la Haute-Loire, du Loiret, du Maine-et-Loire, de la Meurthe-et-Moselle, du Nord, des Pyrénées-Atlantiques, de la Saône-et-Loire, de la Seine-Maritime et de la Vienne.

Prix

● LES MATIERES PREMIERES importées par la France ont vu leurs prix fortement augmenter en décembre : + 3,3 % selon l'INSEE. En un an, la hausse est de 89,2 %. Ce sont les prix des matières premières alimentaires qui continuent à augmenter le plus (8,4 % en décembre : + 12,6 % en un an). Ceux des matières premières industrielles ayant baissé en décembre de 2,8 %, mais augmenté de 3,5 % en un an.

An 20 juin 1976

Pouvez-vous citer la 12^{ème} banque Américaine?

Notre réseau mondial s'appuie sur \$9.2 milliards de dépôts dont \$2 milliards sont en comptes « Epargne ».

Notre « capital et réserves » s'élèvent à \$623 millions pour un total d'actif de 10.5 milliards de dollars.

Nous avons 316 agences dans l'état de New York et comptons 29 représentations au travers le monde.

Avez-vous déjà deviné notre nom ? Nos opérations internationales émanent de New York mais vous trouverez aussi

nos responsables dans tous les marchés financiers. Notre expérience des changes et de gestion de monnaies étrangères n'est plus à prouver.

Avez-vous besoin d'un autre indice ? Nos 750 correspondants étrangers dans 130 pays bénéficient de nos excellentes relations avec plus de la moitié des sociétés mondiales figurant dans « Fortune 500 ».

Savez-vous qui nous sommes ? Marine Midland Bank.

